



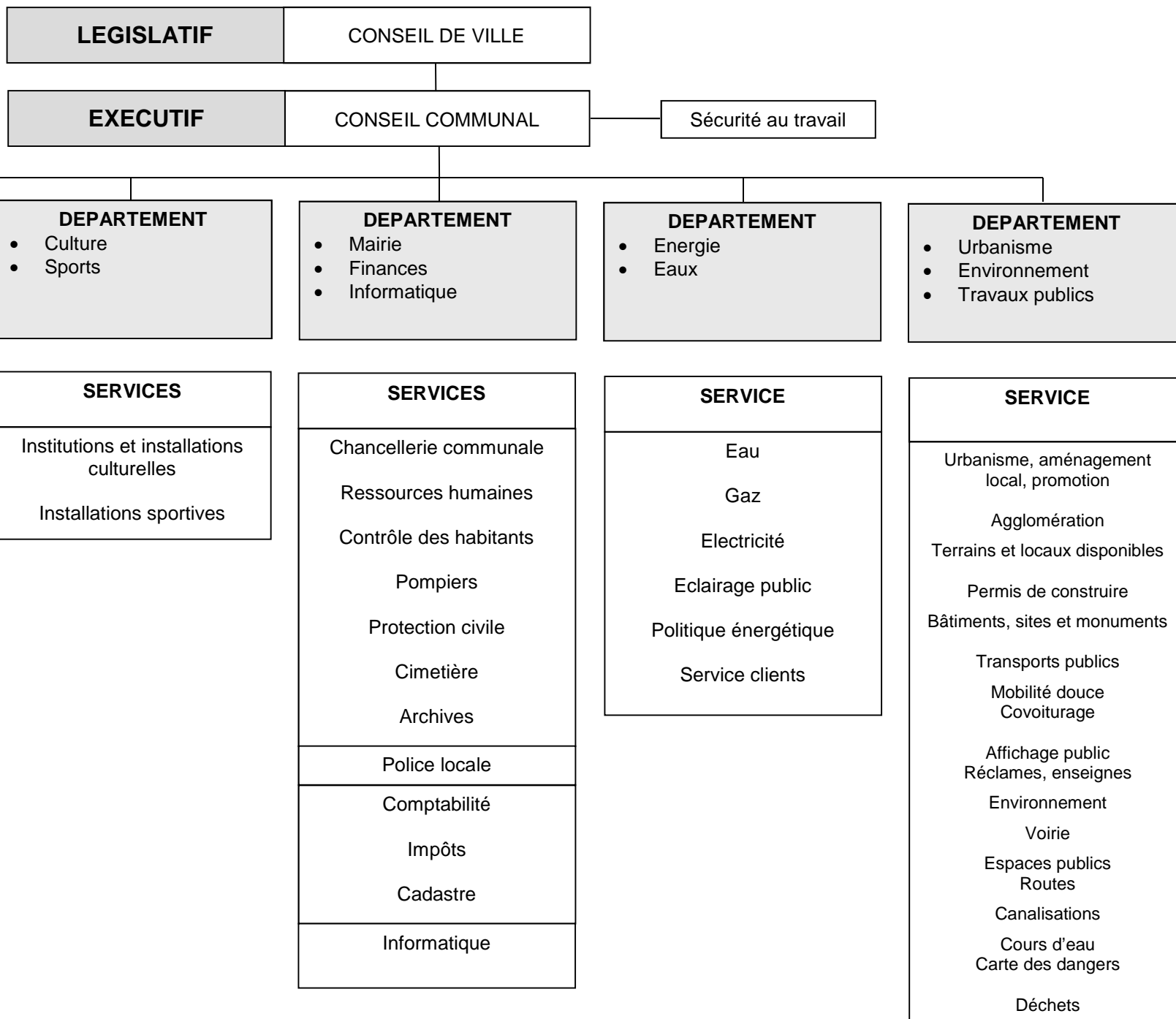
# RAPPORT 2016

## du Conseil communal sur l'activité générale de l'Administration communale

N.B : dans le présent rapport, pour alléger le texte, les termes utilisés s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin.

Les chiffres entre () concernent l'année 2015.

## Organigramme



# 1. DEPARTEMENT DE LA MAIRIE, DES FINANCES ET DE L'INFORMATIQUE

---

(Responsables : M. Damien Chappuis, maire

## **Préambule**

Au niveau des Autorités communales, l'année 2016 a été marquée par la démission de M. Jean-Yves Gentil, PS, au 31 août 2016. A la suite de celle-ci, Mme Murielle Macchi-Berdat est entrée en fonction le 1<sup>er</sup> septembre 2016, reprenant le Département de l'énergie et des eaux.

S'agissant du développement de la ville, il s'est poursuivi grâce au soutien des projets présentés au Conseil de Ville ou à la population, ainsi qu'à la bonne collaboration de la fonction publique, ce qui représente une grande satisfaction pour le Conseil communal.

Il est à souligner que tout le personnel de l'Administration communale déploie une activité importante et compétente pour satisfaire la population de Delémont et des environs, ce dont le Conseil communal le remercie.

En ce qui concerne la démographie, pour la première fois depuis 2007, 2016 a bouclé avec une diminution d'habitants, de 68 personnes, pour un total de 12'465.

Cette baisse s'explique notamment par le départ de familles dans des localités voisines, faute de terrains constructibles pour maisons familiales à Delémont. Par ailleurs, un flux migratoire important a été enregistré de 2014 à 2015.

S'agissant des finances communales, les comptes présentent un résultat positif pour la 7<sup>e</sup> année consécutive. Le budget, calculé avec une baisse de la quotité de 0.5 point, prévoyait un léger bénéfice. Ce résultat, meilleur que prévu, a permis de réaliser des amortissements complémentaires et d'alimenter les fonds énergétique et conjoncturel.

## **1.1. Votations – Elections**

Le Corps électoral s'est rendu une fois aux urnes pour se prononcer sur un objet de compétence communale, comme indiqué ci-après :

### **Votation du 27 novembre 2016**

- Message au Corps électoral relatif à la demande de mise à disposition en droit de superficie des parcelles communales n° 469 (anciens Abattoirs), 839 et 840 (Clair-Logis) pour le développement de structures destinées à l'accueil des aînés – Accepté par 3'013 voix contre 304 (participation : 37,7%).

### **Vote par correspondance**

De près de 30% du total des votants à l'introduction du vote par correspondance en 1999, ces chiffres se situent actuellement entre 60 et 65%, suivant les scrutins.

## **1.2. Conseil de Ville**

<b>Président :</b>	<b>M. Renaud Ludwig, PCSI</b>
1 <sup>er</sup> vice-président :	M. Jude Schindelholz, PS
2 <sup>e</sup> vice-président :	M. Olivier Montavon, PDC-JDC
Scrutateurs :	M. Christophe Günter, PLR Mme Marie-Claire Grimm, CS•POP•Verts
Chancelière :	Mme Edith Cuttat Gyger

Autres membres du Conseil de Ville au 1<sup>er</sup> janvier :

PDC-JDC :	Pierre Berthold, Alain Beuret, Yves Bregnard, Karen Chevrolet, Patrick Claude, Pierre-Alain Fleury, Anne Froidevaux, Dominique Nusbaumer, Yvonne Plumez, Afrim Ramnabaja, Didier Schaller
-----------	---

Suppléants : Claude Chèvre, Richard Mertenat, Christian Wirz

PS : Iskander Ali, Besim Hoxha, Thierry Kamber, Rébecca Lena, Christel Lovis, Murielle Macchi, Laurent Michel, Grégoire Monin, Alphonse Poupon, Marc Ribeaud, Mehmet Suvat  
Suppléants : Marie Jeanne Pont Moritz, Mansouratou Sokpolie, Diego Tomaselli

CS•POP•Verts : Jeanne Beuret, André Parrat, Camille Rebetez, Magali Rohner, Hervé Schaller  
Suppléants : Toufiq Ismail-Meyer, Lydia Schwyzer

PCSI : Félix Baumann, Quentin Chappuis, Luc Dobler, Paul Fasel, Jean-Paul Miserez  
Suppléants : Marie Blandino (1 siège vacant)

PLR : Pierre Chételat, Julien Crevoisier  
Suppléant : Olivier Etique

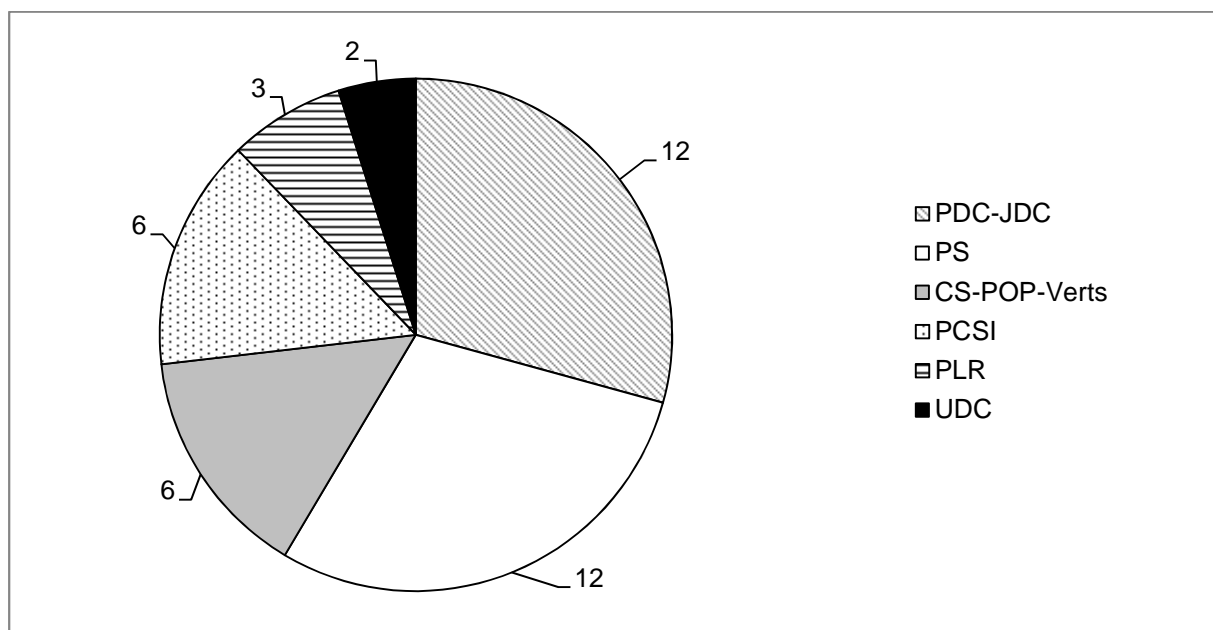
UDC : Dominique Baettig, Philippe Rottet  
Suppléante : Laurence Studer

Sept membres ont quitté le Conseil de Ville :

Mme Anne Froidevaux, remplacée par M. Claude Chèvre. Suppléant : M. Bernard Odiet  
Mme Marie-Claire Grimm, remplacée par Mme Marie-Claire Thiévent. Suppléante : Mme Colette Petit  
Mme Christel Lovis, remplacée par M. Diego Tomaselli. Suppléante : Mme Kathleen Gigon  
Mme Murielle Macchi, remplacée par Mme Sokpolie Mansouratou. Suppléant : M. Laurent Crevoisier  
M. André Parrat, remplacé par M. Toufiq Ismail-Meyer. Suppléante : Mme Marie-Claire Thiévent  
M. Afrim Ramnabaja, remplacé par M. Richard Mertenat. Suppléant à désigner par le parti  
M. Hervé Schaller, remplacé par Mme Lydia Schwyzer. Suppléante : Mme Chantal Jausi

De plus, le Législatif a appris avec tristesse le décès de M. Bernard Odiet, PDC-JDC. M. Blaise Christe l'a remplacé dans sa fonction de suppléant.

### **Répartition des 41 sièges au Conseil de Ville**



Le Conseil de Ville a tenu 11 séances alors que le Bureau s'est réuni à 18 reprises.

Au cours de l'année, 2 résolutions, 14 questions écrites, 3 interpellations, 11 postulats et 17 motions ont été déposés.

### **Récapitulatifs des différentes interventions**

Chaque intervention déposée par le Conseil de Ville est consultable sur [www.delemont.ch](http://www.delemont.ch). Des récapitulatifs des résolutions, questions orales et écrites, interpellations, postulats et motions sont également disponibles sur le site de la Ville.

## **Etat d'avancement des motions et postulats**

A l'heure de la rédaction du présent rapport, la Mairie a répondu à l'ensemble des motions et postulats la concernant.

## **Objets soumis au Conseil de Ville par le Conseil communal**

Le Conseil de Ville a accepté les 66 objets soumis par le Conseil communal.

### **1.3. Conseil communal**

**Président :** M. Damien Chappuis, PCSI, Mairie, finances et informatique

**Vice-maire :** M. Patrick Chapuis, PCSI, Culture et sports

**Membres :** Mme Françoise Collarin, PDC-JDC, Urbanisme, environnement et travaux publics  
Mme Esther Gelso, CS•POP•Verts, Affaires sociales, jeunesse, écoles et logement  
M. Jean-Yves Gentil, PS, jusqu'au 31 août 2016, Energie et eau  
Mme Murielle Macchi Berdat, PS, dès le 1<sup>er</sup> septembre 2016, Energie et eau

**Secrétaire :** Mme Edith Cuttat Gyger, chancelière communale

En 2016, le Conseil communal a tenu 39 séances, lesquelles ont lieu le lundi matin.

## **Mutations**

Mme Murielle Macchi Berdat, PS, a remplacé M. Jean-Yves Gentil, PS, démissionnaire, à la tête du Département de l'énergie et des eaux, dès le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

### **1.4. Administration générale et Chancellerie communale**

La Chancellerie communale étant le service principal et central de l'Administration communale, en plus de ses attributions propres, elle assure, à ce titre, la liaison entre le Conseil communal, le Conseil de Ville et les services communaux, et en coordonne les très nombreuses activités.

### **1.5. Service du personnel**

Le Service du personnel a pour tâche d'assurer non seulement la gestion administrative des ressources humaines de la Municipalité, mais également de développer la politique communale en matière de personnel. Dans ce cadre, diverses mesures intéressantes ont été mises sur pied à l'attention du personnel communal, notamment une offre en matière de perfectionnement professionnel variée, la mise en route d'entretiens de collaboration donnant satisfaction de part et d'autre, la possibilité de réduire son taux d'occupation de 2 à 8% sur une base volontaire et réversible, etc. Le Service du personnel se consacre également à la coordination de la sécurité au travail. A ce titre, il anime la Commission de la sécurité au travail et il mène, par exemple, des actions de prévention en partenariat avec la SUVA, aussi bien au niveau professionnel que privé.

Le Service du personnel occupe trois personnes, représentant 1,7 équivalent plein temps.

## **Perfectionnement professionnel**

Le perfectionnement professionnel fait l'objet d'une attention particulière au sein de l'Administration communale, avec une offre de cours variée soumise à la fonction publique chaque début d'année. Le personnel a également la possibilité de faire des demandes de perfectionnement dans des domaines particuliers. Selon une procédure ad hoc, les requêtes sont traitées dans un cadre financier défini.

En 2016, plus de 130 personnes (80) ont profité de cours de formation ou de perfectionnement professionnel (cours divers mis sur pied par la RCJU : 24 ; Samaritains : 16 ; Ecole du dos : env. 80 ; thèmes autres : 10).

### **Mise sur pied d'entretiens annuels de collaboration**

Les entretiens de collaboration sont menés avec l'ensemble de la fonction publique depuis 2012. Ils sont ressentis favorablement de part et d'autre et mettent en évidence des résultats très positifs. Ils se déroulent de façon constructive et permettent un temps d'échange bienvenu entre supérieur et subordonné, dans un cadre défini. Des sondages de satisfaction démontrent l'utilité du processus et permettent d'y apporter, le cas échéant, diverses adaptations, que ce soit au niveau du cahier des charges, des moyens mis à disposition ou autre.

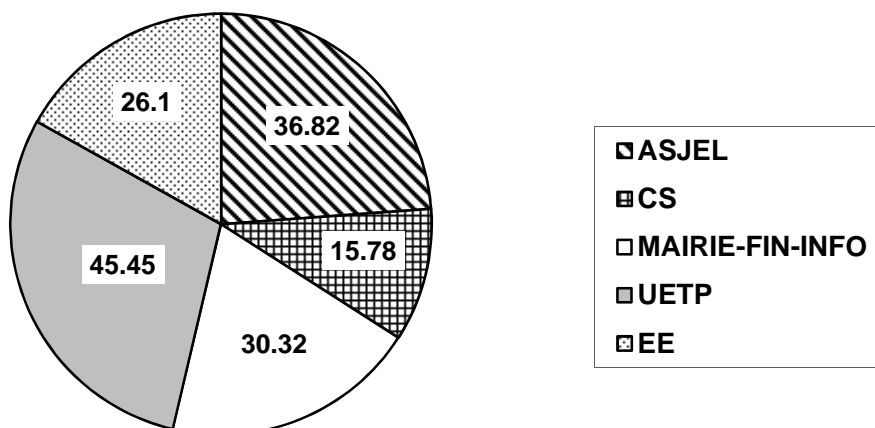
### **Groupe d'analyse de postes devenus vacants ou à le devenir**

Tout poste vacant à la suite d'un départ à la retraite ou d'une démission fait l'objet d'une analyse, introduite vers 1995 déjà, en vue d'établir la nécessité de son renouvellement partiel ou total, d'étudier la possibilité d'une redistribution de tout ou partie des tâches, ou de le redéfinir au vu de nouveaux besoins.

### **Effectif du personnel communal**

A fin 2016, l'effectif du personnel communal régulier de la Commune municipale était de 185 fonctionnaires, ce qui représente un total de 154,47 équivalents plein temps, contre 156,10 en 2015.

**Fonctionnaires par département**



### **Mairie, finances et informatique**

Pour le Département de la mairie, des finances et de l'informatique, à la suite de la création du poste de chef matériel au CRISD, les postes autorisés ont passé de 34,5 à 35,1, alors que les postes effectifs, en raison de réorganisation ou de suppressions de postes, voire dans une faible mesure d'une réduction volontaire d'horaire de travail, sont de 30,32.

La différence entre les explications ci-dessous et les postes attribués provient des taux de réduction volontaire de collaborateurs du département.

- Chancellerie : 1,7 poste d'agent administratif n'a pas été repourvu. 0,5 poste de téléphoniste-réceptionniste n'a pas été repourvu, les tâches de celui-ci ayant été redistribuées
- Protection civile : le poste de chef de la PC n'a pas été repourvu, les tâches ayant été reprises par la RCJU
- Contrôle des habitants : 0,8 poste d'agent administratif a été repourvu, laissant un solde libre de 0,2 poste
- CRISD : le poste de chef matériel à 60% créé par le Conseil de Ville sera occupé dès mars 2017
- Impôts : 0,5 poste n'a pas été repourvu en raison de certaines tâches transférées à la RCJU

## **Affaires sociales, jeunesse, écoles et logement**

Pour ce département, les postes autorisés sont de 43,6, avec 36,82 postes effectifs. La différence entre les explications ci-dessous et les postes attribués provient des taux de réduction volontaire de collaborateurs du département.

- Service des affaires sociales, de la jeunesse et du logement : 0,2 poste de responsable administratif et 0,52 d'agent administratif non repourvu
- Office du travail et Agence AVS : 1,45 poste non repourvu depuis la réorganisation en 2010
- Espace-Jeunes : 0,75 poste sera repourvu au 1<sup>er</sup> janvier 2017
- Maison de l'Enfance : 1,85 poste est occupé par du personnel ayant le statut de personnel auxiliaire et le solde est occupé par du personnel temporaire

## **Culture et sport**

Pour ce département, les postes autorisés sont de 16,66, avec 15,78 postes effectifs.

- Service de la culture et des sports : ce service a été complété de 0,28 poste de responsable administratif
- Bibliothèque municipale : 0,15 poste n'est pas repourvu à la Bibliothèque municipale
- Saint-Georges : les tâches de conciergerie à Saint-Georges ont été reprises par le CCRD

## **Energie et eaux**

Pour ce département, les postes autorisés sont de 27,5, avec 26,1 postes effectifs.

- Administration et technique : 0,4 poste a été libéré dans le cadre de la réorganisation administrative et 1 poste a été transféré à la Société SACEN SA

## **Urbanisme, environnement et travaux publics**

Pour ce département, les postes autorisés sont de 46,78, avec 45,45 postes effectifs. Comme précité, la différence entre l'explication ci-dessous et les postes attribués provient des taux de réduction volontaire de collaborateurs du département.

Administration et technique : une réorganisation des tâches a permis d'économiser 0.9 poste de dessinateur

## **Encouragement au travail à temps partiel**

Depuis de très nombreuses années, le Conseil communal encourage le travail à temps partiel. Ainsi, sur un total de 185 fonctionnaires, 78 personnes travaillent à un taux inférieur à 100%.

De plus, pour faciliter activement les allègements de temps de travail, le Conseil communal offre la possibilité aux collaborateurs, sur une base volontaire et réversible, de diminuer annuellement leur taux d'activité, entre 2 et 20%, moyennant l'aval du supérieur hiérarchique et la bonne marche du service.

C'est ainsi qu'en 2016, 21 personnes ont souhaité bénéficier de cette opportunité. La majorité d'entre elles a choisi une diminution de taux d'occupation de 2%, ce qui correspond à une semaine de vacances supplémentaire. Le bienfondé de cette offre est apprécié du personnel communal et confirmé une nouvelle fois.

## **Mutations**

En 2016, le Conseil communal a accepté les départs de 12 collaborateurs. En raison du respect de la personnalité et des règles sur la protection des données, les motifs ne sont pas mentionnés :

- M. JérémY Bernasconi, électricien aux Services industriels
- Mme Ludivine Boillat, animatrice au Conseil delémontain des Jeunes
- Mme Chantal Charmillot, agente administrative au Service ASJL et aux Services industriels
- Mme Isabelle Chèvre, concierge auxiliaire au Service UETP
- Mme Marylise Chèvre, éducatrice à la Maison de l'Enfance
- M. Jacques Dubois, dessinateur SIT aux Services industriels
- Mme Mariannina Gregorio, concierge auxiliaire au Service UETP

- Mme Valérie Glauser, éducatrice à la Maison de l'Enfance
- Mme Marjorie Kamber, éducatrice à la Maison de l'Enfance
- M. Luc Schindelholz, chef du Service ASJL et du Service CS
- M. Nicola Vitone, concierge au Service UETP
- Mme Manon Zürcher, animatrice au Conseil delémontain des Jeunes

### **Nominations**

Le Conseil communal a nommé le personnel ci-dessous :

- Mme Valérie Bailat, bibliothécaire à 60% à la Bibliothèque municipale
- Mme Marie Biedermann, concierge auxiliaire à 12,5% au Service UETP
- M. Jérôme Bürki, électricien de réseau à 100% aux Services industriels
- Mme Sabrina De Simone, éducatrice remplaçante à 40% à la Maison de l'Enfance
- M. Claude Fleury, dessinateur SIT à 100% aux Services industriels
- Mme Marina Graf, éducatrice remplaçante à 40% à la Maison de l'Enfance
- Mme Natalia Giardiello, éducatrice remplaçante à 40% à la Maison de l'Enfance
- Mme Sarah Hodel, animatrice à 12% au Conseil delémontain des Jeunes
- Mme Christel Lovis, cheffe à 50% et responsable administrative à 30% du Service CS
- M. Jérôme Monnerat, chargé de mission à 50% au Service CS
- Mme Mukades Domaqi, concierge à 24,5% au Service UETP
- M. Diego Pouso Sar, électricien de réseau à 100% aux Services industriels
- Mme Sabrina Spano, agente administrative à 80% au Contrôle des habitants
- M. Jean-Luc Voyame, concierge à 100% au Service UETP
- M. Matthieu Weissbrodt, chef à 50% et responsable administratif à 30% du Service ASJL

### **Jubilaires**

Le Conseil communal a remercié les personnes ci-dessous, pour leur collaboration :

- |                   |  |
|-------------------|--|
| 20 ans de service | <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Gabriel Juillerat, ouvrier à la Voirie</li> <li>- Mme Francine Rais, concierge auxiliaire au Service UETP</li> <li>- Mme Christine Wermeille, agente administrative aux Services industriels</li> </ul>  |
| 25 ans de service | <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Ciro Cuomo, ouvrier aux Services industriels</li> <li>- M. Richard Flück, ouvrier à la Voirie</li> <li>- Mme Elisabeth Fornerod, bibliothécaire à la Bibliothèque municipale</li> <li>- M. Hubert Jaquier, chef du Service UETP</li> <li>- M. Philippe Lachat, concierge au Collège</li> <li>- M. Jacques Marchand, chef du réseau d'eau aux Services industriels</li> <li>- M. Jean-Claude Schaffner, caporal à la Police locale</li> <li>- Mme Antonella Tamasi, agente administrative au Service UETP</li> <li>- M. Nicola Vitone, concierge au Service UETP</li> </ul> |
| 30 ans de service | <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Rémy Membrez, ouvrier à la Voirie</li> <li>- M. Jean-Michel Monin, ouvrier à la Voirie</li> </ul>  |
| 35 ans de service | <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Pascal Challet, ouvrier à la Voirie</li> </ul>   |

### **Auxiliaires**

Le nombre total d'auxiliaires engagés durant l'année s'est élevé à 275 (254) personnes, dont 38 (35) auxiliaires permanents (animateurs CDJ, concierges, concierges des écoles, institutrices des devoirs surveillés). A cela s'ajoutent 237 (219) auxiliaires temporaires (remplacement en raison de maladie de longue durée de collaborateurs, travaux exceptionnels, nettoyages des écoles, travaux de chômage), dont 150 (91) personnes uniquement pour les travaux de nettoyage pendant les vacances scolaires, ce qui représente 4'599 (3'357) heures de travail.



## Apprentis

Les apprentis de la Municipalité, au nombre de 15 (13), se répartissent de la manière suivante :

- 8 employés de commerce
- 4 agents en information documentaire
- 2 agents d'exploitation
- 1 électricien de réseau

Cinq apprentis sont en première année, cinq en deuxième année et cinq en troisième année.

## Caisse maladie

201 (221) personnes ont été assurées auprès de l'assurance collective de la Municipalité.

## Absences

En 2016, le nombre de jours d'absence pour cause de maladie ou d'accident a légèrement diminué par rapport à l'année précédente. Cela représente 1'783 (1'801) jours, dont 1'034 jours pour des absences de longue durée concernant 22 membres du personnel, soit plus de la moitié des absences.

Treize fonctionnaires ont dû être remplacés pour cause d'absence de longue durée. A la fin de l'année, deux demandes AI ou en attente de réinsertion étaient encore pendantes auprès des instances cantonales. S'agissant des accidents professionnels, dans le cadre de la sécurité au travail, une enquête est ouverte lors de chaque accident déclaré. Elle est réalisée le plus rapidement possible afin d'éviter toute récurrence et permet, le cas échéant, d'adapter les processus de travail ou les équipements de protection individuelle (EPI).

<b>Absences du personnel communal pour cause de maladie, accident, maternité et requête AI</b>						
Durée de l'absence*	Assurance maladie	Assurance accident professionnel	Assurance accident non professionnel	Congé maternité	Rétroactif AI	Total des jours d'absence
Absences de 2 jours au plus, sans certificat médical	221 (194)	2 (0)	5 (3)			228 (197)
Absences supérieures à 2 jours, avec certificat médical	422 (551)	48 (22)	51 (65)			521 (638)
Absences supérieures à 30 jours, avec certificat médical	655 (352)	-- (146)	69 (186)			724 (684)
Total intermédiaire						1'473 (1'519)
Cas AI – Demandes en cours ou réinsertion	289 (150)	21 (132)	-- (--)	--	0 (0)	310 (282)
<b>Total général</b>						<b>1'783 (1'801)</b>

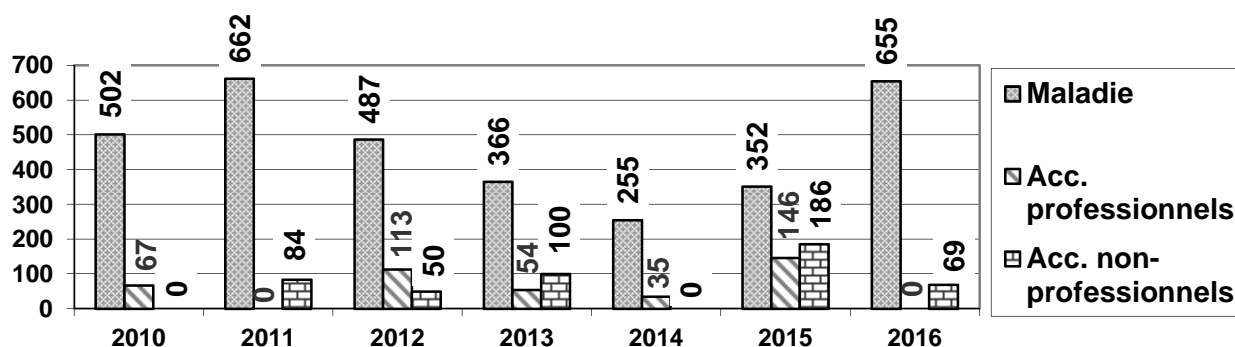
Congés de maternité	--	--	--	306 (173)	--	306 (173)
---------------------	----	----	----	--------------	----	--------------

*\*Les chiffres sont exprimés en jours/personne occupée à 100%*

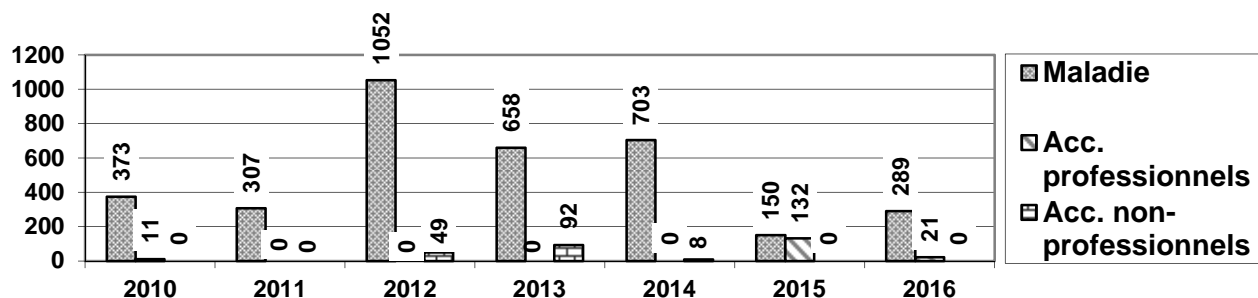
*Les absences de longue durée concernent 22 personnes, soit 1'034 jours*

Total des personnes occupées (Exécutif, fonctionnaires, auxiliaires, apprentis) :	481
Effectif théorique équivalent plein temps :	224
Jours d'absence par collaborateur dus exclusivement à la maladie ou à l'accident (1'473/224) :	6,57 (7,09)

### Absences supérieures à 30 jours



### Cas AI (demandes en cours ou réinsertion)



## 1.6. Archives

### Généralités

En 2016, avec un taux de travail de 40%, l'archiviste a pu avancer sur les dossiers en suspens. Elle a notamment pu organiser le déménagement et la remise en rayon des archives versées par les Affaires sociales, soit 612 boîtes de tutelles et plus de 200 d'aide sociale pour lesquelles plus de 200 cartons de déménagements furent nécessaires. Ceci n'aurait pu être possible sans le concours de l'EFEJ que la Commune remercie chaleureusement. Un nouveau compactus appartenant à l'Ecole primaire ainsi qu'un meuble à plans, stocké au Service financier, ont également été déménagés. Une partie des collections (450 boîtes) a été déplacée en vue de l'accroissement futur de celles-ci et d'un tri prévu en 2036. Il a été donné au Musée jurassien d'art et d'histoire une trentaine de photos et cartes postales de la fin du XIX<sup>e</sup>/début XX<sup>e</sup> siècles et les archives de l'Union des commerçants ont été transférées au CEJARE. La formation des services communaux à l'archivage s'est poursuivie et étendue aux écoles primaire et secondaire de Delémont.

En plus du travail d'étiquetage, de cotation et de signalétique des plans et boîtes, une informatisation de 270 boîtes et registres de correspondance du début du XIX<sup>e</sup> à la fin du XX<sup>e</sup> siècle a eu lieu. Les 612 boîtes des Affaires sociales ont été intégrées. Le contenu détaillé de plus de la moitié des fiches (500 fiches) a été informatisé, ainsi qu'une partie du fonds ancien, conservé à présent adéquatement. Les journaux et monographies sur Delémont, le Jura et Belfort, principalement, ont été répertoriés ainsi qu'une partie des recueils de lois. Les Archives ont également pu intégrer un versement du Service du feu. Enfin, plus de 200 nouveaux plans ont été traités et un inventaire complet des documents fichés a été commencé.

### Renseignements / recherches / consultation des archives / prêts

Le Service des archives a effectué 20 recherches sur des sujets généalogiques, cadastraux, mais aussi sur le Collège, les Pompiers, etc. Il y a également eu 8 versements de la part des services communaux et de M. François Kohler, ancien archiviste, ainsi que 7 consultations concernant principalement les plans et le cadastre et 10 ensembles de prêt de documents.

## 1.7. Commission de conciliation en matière de bail

Durant l'exercice 2016, la Commission de conciliation en matière de bail a traité 80 dossiers, ce qui représente une baisse par rapport à l'année précédente qui avait comptabilisé 101 dossiers. La commission a siégé régulièrement, traitant 70 dossiers en séance de conciliation.

Sur les 70 dossiers traités en séance, 38 ont abouti à une conciliation et 32 à un échec. Les affaires les plus fréquentes portaient sur des contestations relatives à la résiliation du bail, aux frais accessoires et à des défauts à la chose louée.

En ce qui concerne les membres de la commission, il n'y a pas eu de changement durant l'année écoulée. Par contre, M. Blaise Christe a cessé son activité fin octobre 2016 et la fonction de vice-président a été mise au concours.

## 1.8. Contrôle des habitants

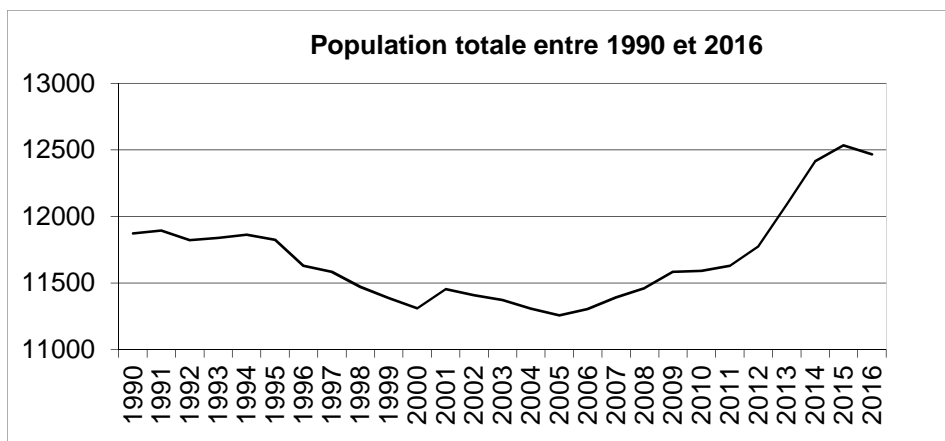
### Evolution de la population

Naissances.....	104	(116)	Divorces .....	33	(66)
Décès .....	130	(156)	Naturalisations .....	74	(52)
Mariages .....	103	(94)			

Etat de la population	31.12.2016	31.12.2015	Différence
<b>Suisses</b>	<b>9'037</b>	<b>9'115</b>	<b>- 78</b>
Hommes	4'248	4'290	- 42
Femmes	4'789	4'825	- 36
<b>Etrangers</b>	<b>3'428</b>	<b>3'418</b>	<b>+ 10</b>
Hommes	1'802	1'809	- 7
Femmes	1'626	1'609	+ 17
<b>Au total</b>	<b>12'465</b>	<b>12'533</b>	<b>- 68</b>
Hommes	6'050	6'099	- 49
Femmes	6'415	6'434	- 19

### Historique de la population

Année	Population totale	Suisses	Etrangers
31.12.2016	12'465	9'037	3'428
31.12.2015	12'533	9'115	3'418
31.12.2014	12'412	9'103	3'309
31.12.2013	12'088	9'005	3'083
31.12.2012	11'773	8'821	2'952
31.12.2011	11'628	8'780	2'848



**Répartition selon état civil** (pop. totale y c. séjour)**TOTAL**

Célibataires	5'524
Divorcés	1'162
Mariés	4'573
Partenariats enregistrés	11
Partenariats annulés	5
Séparés	529
Veufs	803

**Répartition par confession** (pop. totale y c. séjour)**TOTAL**

Catholiques	7'649
Protestants	1'011
Autres / Sans confession	3'947

**Répartition par genre** (pop. totale y c. séjour)**TOTAL**

Suisses établis	9'067
Permis de séjour (B)	1'131
Permis d'établissement (C)	2'181
Permis de séjour (L)	60
Requérants d'asile	159
Diplomates/Fonctionnaires internationaux	3
Frontaliers (avec résidence)	6

**Permis de séjour pour étrangers**

Encaissé auprès des intéressés	Fr. 102'083.-	(Fr. 125'762.-)
Versé au Canton	Fr. 72'156.-	(Fr. 86'881.-)
Bénéfice pour la Municipalité	Fr. 29'927.-	(Fr. 36'617.-)

609 (848) permis pour étrangers « B » et « C » ont été renouvelés dans la Commune.

**Ressortissants étrangers classés selon le nombre et la nationalité** (y compris en séjour)

Italie	596	Irak	25
Espagne	465	Angola	24
Portugal	456	Congo (Kinshasa)	24
France	361	Roumanie	24
Kosovo	297	Brésil	23
Erythrée	154	Algérie	22
Turquie	99	Croatie	21
Syrie	89	Somalie	21
Sri Lanka	83	Tunisie	19
République de Serbie	74	Russie	18
Allemagne	53	Pologne	15
Belgique	53	Etats-Unis	14
Macédoine	45	Thaïlande	12
Chine	37	Autriche	12
Cameroun	36	Pays-Bas	12
Maroc	35	Guinée	11
Afghanistan	35	Ethiopie	11
Bosnie et Herzégovine	34	Sénégal	11
Grande-Bretagne	31	Liban	10
Canada	26		

**Avec 9 ressortissants :** Inde

**Avec 8 ressortissants chacun :** Bangladesh, Côte d'Ivoire, Nigéria, République dominicaine, Togo, Ukraine

**Avec 7 ressortissants chacun :** Grèce, République Tchèque, Suède

**Avec 6 ressortissants chacun :** Albanie, Hongrie, Iran

**Avec 5 ressortissants chacun :** Kenya, Moldavie, Norvège

**Avec 4 ressortissants chacun :** Bulgarie, Colombie, Egypte, Japon, Mexique, Monténégro, Pérou, Soudan

**Avec 3 ressortissants chacun :** Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Philippines

**Avec 2 ressortissants chacun :** Pakistan, Israël, Népal, Maurice, Cuba, Arménie, Indonésie, Haïti, Madagascar, Burundi, Lituanie, Burkina Faso, Irlande

**Avec 1 ressortissant chacun :** Cap-Vert, Slovénie, Mongolie, Argentine, Malte, Mali, Libye, Namibie, Corée (Sud), Bénin, Mauritanie, Finlande, Slovaquie, Malaisie, Palestine, Tanzanie, Afrique du Sud, Singapour, Vietnam, Equateur, Gabon, Chili

Soit au total 102 (100) nationalités étrangères.

## **1.9. Jumelages**

### **Jumelage avec Belfort**

Durant l'année 2016, les échanges traditionnels ont eu lieu entre les deux villes, notamment la participation de la Ville au marché aux fleurs « Belflorissimo », en mai. Cette manifestation, pour laquelle l'équipe delémontaine des jardiniers a prêté son concours pour la décoration florale, est toujours fort appréciée des invités, Autorités et population.

De son côté, la ville de Belfort a procédé à une très jolie décoration florale du massif route de Bâle-avenue de la Gare.

S'agissant de la musique, une collaboration a été mise sur pied avec Belfort par le CCRD à l'occasion de la Fête de la Musique, et des discussions sont en cours pour des expositions de photographies qui pourraient avoir lieu en 2017.

Par ailleurs, la Dictée des Nations, qui se déroule simultanément dans quatre villes, dont Delémont et Belfort, connaît un beau succès.

Quant au partenariat avec le Théâtre du Granit de Belfort, où Delémont met à disposition de ses habitants des billets à prix préférentiels afin de se rendre à certains spectacles à Belfort, il mériterait d'être mieux connu.

### **Jumelage avec La Trinidad, Nicaragua**

2016 a marqué les 30 ans du jumelage Delémont-La Trinidad. A cette occasion, différentes commémorations ont eu lieu à La Trinidad, en été 2016, avec la participation d'une importante délégation delémontaine, forte d'une vingtaine de participants.

Sous la houlette du Président du Groupe Nicaragua, la délégation a rencontré le Movimiento communal nicaragüense, partenaire du Groupe Nicaragua sur place, et a visité, notamment, l'école enfantine construite il y a trente ans.

Les différentes rencontres et commémorations ont été la source de belles émotions et ont permis, de part et d'autre, d'affirmer la volonté de poursuivre la coopération entre les deux villes. Pour marquer cette importante étape, la délégation a offert un magnifique coucou suisse qui a place d'honneur à la Mairie de La Trinidad.

De plus, les Autorités delémontaines ont décidé de reconduire le soutien communal de Fr. 10'000.- versés de la rubrique « Jumelage » en faveur du Groupe Nicaragua, à quoi s'ajoute, selon l'accord qui lie la Municipalité au Groupe Nicaragua, la contribution des SID du « Centime de l'Eau », soit un centime par m<sup>3</sup> d'eau distribué à Delémont. Par ailleurs, le financement entre le Groupe Nicaragua, qui anime le jumelage, et la Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD) a été reconduit. A noter que ce soutien permet une contribution, via le Groupe Nicaragua, qui se traduit par une aide institutionnelle

accrue aux habitants de La Trinidad, l'objectif étant de les aider à organiser leurs communautés sur les plans sanitaire, professionnel et éducatif, notamment.

Dans ce cadre, la construction de latrines (protection des eaux), les programmes de reforestation locale, l'amélioration de sources d'eau, ainsi que la « Casa Materna », maison permettant aux femmes qui vivent dans des conditions difficiles d'accoucher dans un lieu adéquat, peuvent perdurer. Le renforcement institutionnel, l'aide d'urgence, des animations pour les jeunes, ainsi que le soutien aux petits producteurs par des actions ciblées de conservations des sols et la plantation d'arbres fruitiers et forestiers ont constitué les axes principaux des programmes de soutien menés sur place.

En ce qui concerne le bibliobus, le service a pris fin en 2016. En effet, les livres scolaires étant désormais tous assurés par le Gouvernement, cette offre faisait double emploi. Toutefois, l'expérience a permis, durant 10 ans, d'assurer un tournus des livres scolaires dans plus de 35 écoles des communautés rurales qui n'en disposaient alors pas, ce qui a été grandement apprécié.

### **Parrainage de Riù de Mori, Roumanie**

Dans le cadre de ce parrainage, si les liens sont maintenus avec l'OVR international (anciennement Opération Villages Roumains), ils ne le sont plus avec les Autorités locales roumaines qui ont renoncé à tout contact.

Saluons toutefois le travail de la Coordination OVR Suisse qui a mené différents projets en 2016, en particulier l'acheminement de matériel de pompier, véhicules et autres, ainsi qu'une collaboration dans le cadre de stages de formation des hommes du feu.

Une commission Santé, soutenue par un large réseau de bénévoles, a également récupéré 25 tonnes de matériel pour les mettre à disposition d'hôpitaux roumains.

## **1.10. Commission de la mairie**

La Commission de la mairie, présidée par M. Paul Fasel jusqu'au 17 octobre, puis par Mme Guite Theurillat, a siégé à cinq reprises en 2016. Elle a notamment donné son préavis au Conseil communal concernant l'octroi des concessions de taxi de type A et la création d'un poste de chef matériel, à 60%, fonctionnarisé, au CRISD.

### **Foires mensuelles**

Concernant les foires mensuelles, les forains inscrits étaient au nombre de 23 en mars, 17 en avril, 22 en mai, 33 en juin, 26 en juillet, 32 en août, 27 en septembre et 24 en octobre.

### **Cimetière et funérarium**

Il y a eu 136 décès à Delémont en 2016, dont 105 incinérations, 13 enterrements, 9 enterrements à l'extérieur de la localité et 9 dons du corps à la science.

## **1.11. Service de police**

### **Préambule**

Le Corps de la police municipale est scindé en 2 unités, l'une administrative comptant 1 secrétaire et une apprentie, l'autre composée de 14 agents en uniforme, placés sous la responsabilité du Commissaire de police.

L'ouverture en mai 2016 d'une réception commune à la gare, entre la Gendarmerie et la Police municipale, occupe journallement un agent du lundi au vendredi, ainsi que le samedi matin.

### **Instruction**

La nouvelle loi sur la Police cantonale a généré de nombreux cours de formation qui ont été suivis par tous les agents de la Police municipale, afin d'être apte à gérer les nouvelles tâches.

Chaque agent a participé aux entraînements annuels de tir.

Un agent formé à la cynologie a suivi de façon régulière les cours d'éducation canine de la Police

cantonale et des Douanes. Celui-ci arrêtera ses activités canines à la fin de l'année 2016 en raison de la retraite du chien.

Un agent est régulièrement détaché pour intégrer un groupe composé d'agents de la Police ferroviaire et de la Police cantonale (Groupe Sécurité Voie Publique - GSVP) pour les actions ponctuelles et spécifiques, axées principalement sur le territoire delémontain.

### Quelques chiffres

**Education routière** : deux agents ont visité toutes les classes primaires et enfantines de la ville et ont formé, comme chaque année, les patrouilleurs scolaires.

**Dossiers** : le nombre de dossiers administratifs (demandes de naturalisation, notifications de poursuites, patentes de restaurants, dénonciations pour les ordures, enquêtes diverses, etc.) traités par la Police locale a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente, soit 1'006 (886).

**Parcomètres** : la somme récoltée s'est montée à Fr. 315'991.80 (Fr. 371'224.-), avant déduction des rétrocessions pour les parcs Brasserie, Losinger (fin d'activité le 4 mai 2016), Hôpital (fin d'activité le 12 juillet 2016), Coherchan, Gare Collectif, Otto's, Etang, secteur commercial gare, vieille ville, place Monsieur, Texerans, Comptoir, Bellevoie, Clair-Logis, RDU, et de la TVA.

L'entretien et les réparations des horodateurs collectifs et individuels ont été accomplis tout au long de l'année.

Le montant encaissé pour les diverses autorisations de parquage est intégré au montant ci-dessus. On constate une augmentation des recettes.

**Amendes d'ordre** : 3'489 (3'374) bulletins d'amendes d'ordre ont été délivrés pour un montant de Fr. 182'270.- (Fr. 182'660.-).

**Radars** : 4 contrôles radars (8) ont été effectués en 4 lieux du territoire communal et 1'093 (896) véhicules ont été contrôlés, parmi lesquels 3, soit 0,27% (24 – 2,67%) étaient en infraction.

**Permis de nuit** : 164 (136) permis ont été délivrés pour un montant de Fr. 17'800.- (Fr. 15'850.-).

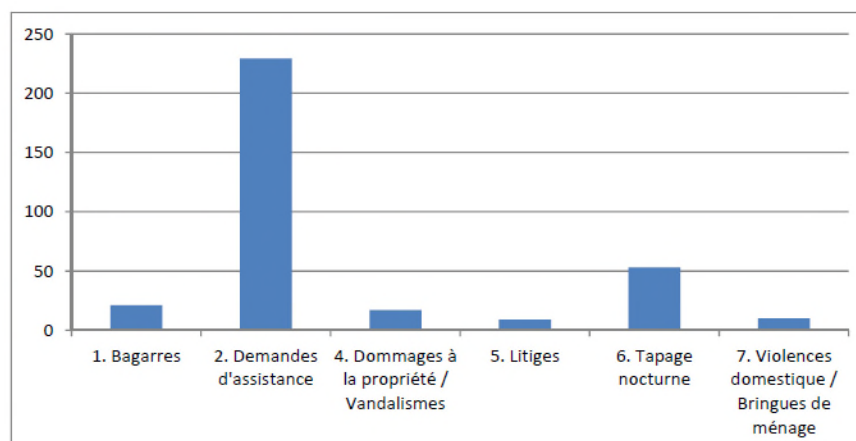
**Vente de cycles** : la vente annuelle des cycles n'a pas eu lieu en 2016.

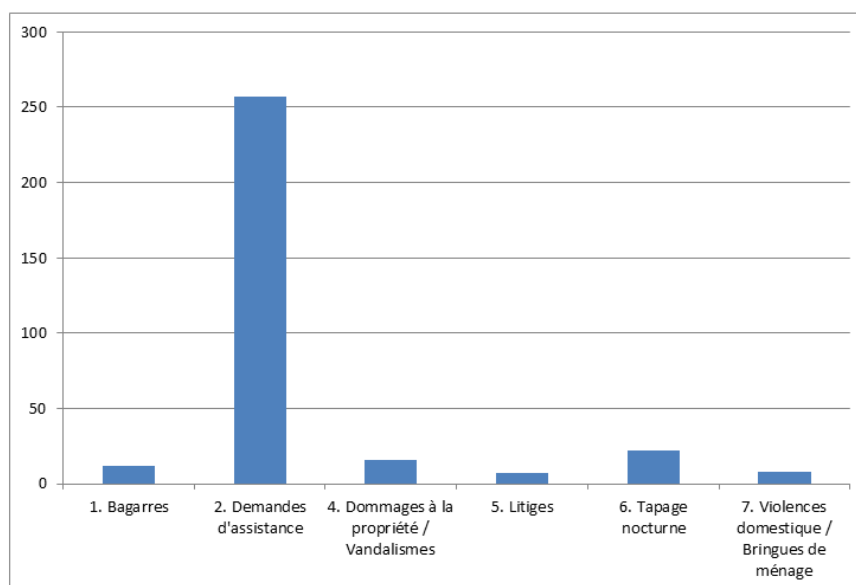
**Chiens** : la ville compte environ 490 chiens.

Ci-après 2 tableaux comparatifs des activités de la Police municipale 2015-2016, dont il est difficile de tirer des enseignements plus précis, attendu que cette dernière n'a pas les compétences pour traiter les affaires judiciaires (vols, agressions, dommages à la propriété sur des biens autres que communaux, violences domestiques qui nécessitent un déplacement, affaires graves de stupéfiants) ainsi que, par exemple, les accidents de la circulation.

### Graphiques comparatifs du journal de poste 2015-2016

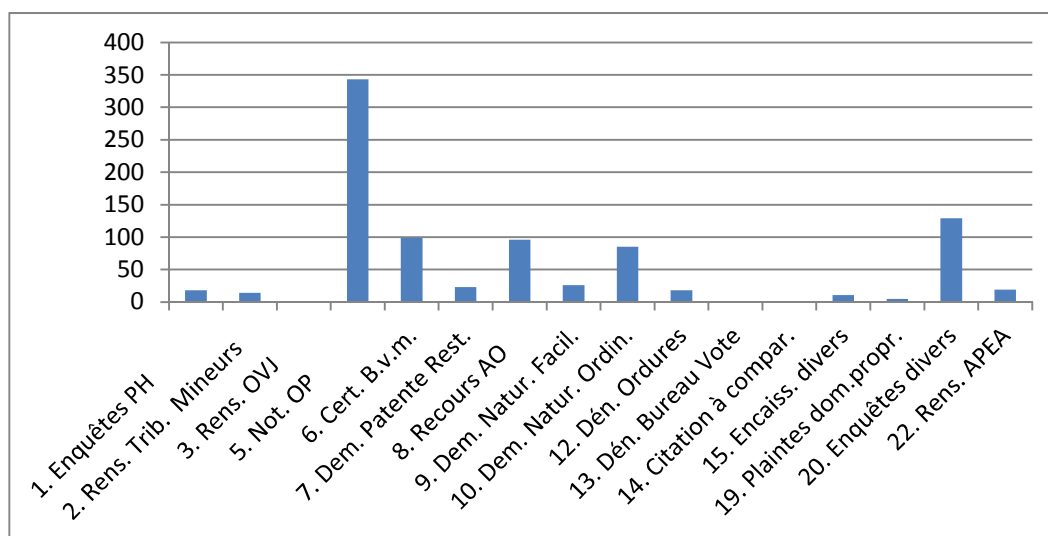
#### **Journal de poste 2015**



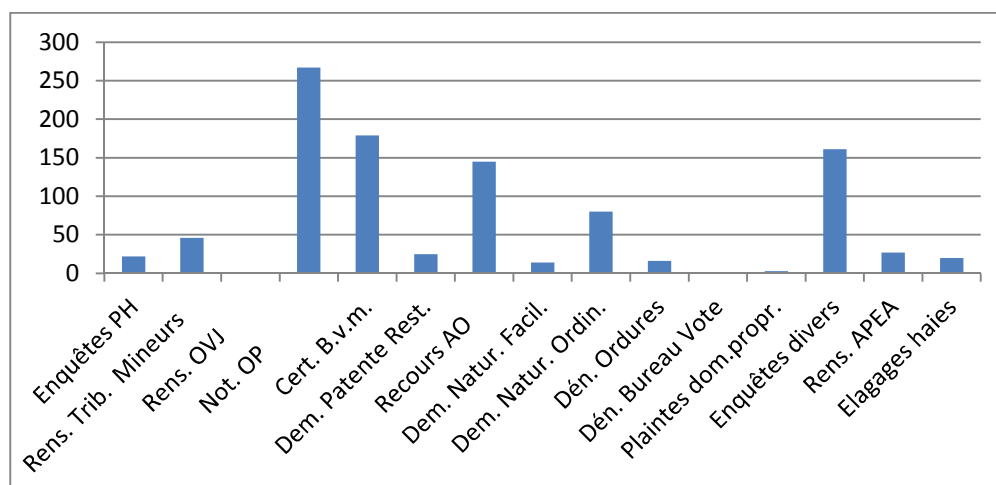


### Graphiques comparatifs des enquêtes 2015-2016

#### Enquêtes 2015



#### Enquêtes 2016





## **Objectifs 2017**

- Poursuite de la formation de tous les agents dans le cadre de la « police synergie » adoptée dans la nouvelle loi sur la police. Plusieurs modules sont prévus en 2017, ainsi que des stages auprès de la gendarmerie
- Réorganisation des bureaux et des locaux : aménagement d'un nouveau local dans le but de procéder aux auditions futures, déploiement des moyens informatiques inhérents à la connexion au réseau informatique cantonal, en lien avec « police synergie »
- Sécurisation du poste de police (le concept sécurité est en cours)
- Entrée en fonction du Commissaire de police Roland Moritz au 1<sup>er</sup> juin 2017 à la suite du départ en retraite du Commissaire Loutenbach, et de l'appointé Michael Theubet au 1<sup>er</sup> avril 2017 en remplacement de l'appointé Hervé Bourgeois, parti à la Police municipale de Porrentruy
- Remplacement du véhicule de service
- Equipement à mettre en conformité avec les exigences de la Police cantonale
- Mise à jour et adoption d'un nouveau règlement sur les émoluments, en accord avec les nouvelles tâches « police synergie »

## **1.12. Centre de Renfort d'Incendie et de Secours (CRISD)**

### **Formation et investissement public**

En 2016, 3 jeunes officiers ont réussi la phase de sélection fédérale pour devenir instructeur sapeur-pompier avec brevet fédéral. Ils suivront l'Ecole suisse d'instructeurs SP en 2017. En 2016, 55% de l'effectif du CRISD, soit 21 personnes, ont suivi des cours de formation cantonaux ou fédéraux. La diminution des effectifs fait que ce taux va augmenter dans les années futures, engendrant une contribution encore plus importante demandée aux membres du CRISD. Il est nécessaire d'impliquer plus en faveur des activités du CRISD, les pompiers qui ne sont incorporés qu'au SIS.

L'investissement d'un pompier devient de plus en plus important et l'on craint une démotivation des personnes qualifiées et d'expérience, par surcharge et par manque de temps libre. En 2016, 10 personnes ont quitté les rangs des pompiers de la ville de Delémont (6 le CRISD et 4 le SIS). Certaines ont déménagé, d'autres ont trouvé du travail à l'extérieur, ou alors ont cessé leur activité par surcharge ou manque de temps, de motivation, etc. En contrepartie seules 4 personnes ont incorporé les rangs du SIS et aucune les rangs du CRISD. La mouvance des jeunes et le manque d'intérêt pour une cause publique constituent un phénomène de la société actuelle, mais cause un problème de stabilité de l'effectif au CRISD. Pour assurer un fonctionnement correct, un effectif de 45 pompiers opérationnels est un strict minimum. Actuellement le CRISD compte 38 membres opérationnels. Il faut savoir que la formation complète d'un pompier au CRISD prend environ 10 ans, afin d'être à l'aise dans tous les domaines traités. La moyenne d'années d'appartenance au CRISD va diminuer de plus en plus ces prochaines années. A cela l'imposition des soldes perçues pour l'activité, et on obtient ainsi un savant mélange de démotivation, pour les jeunes et les moins jeunes, à s'engager pour une cause publique. Les pompiers du CRISD doivent faire preuve d'une disponibilité très importante, représentant plus de 300 heures par année en moyenne. Toutes ces raisons font qu'il devient de plus en plus difficile de recruter, et surtout de conserver durablement, un effectif raisonnable pour le bon fonctionnement du CRISD. Il faut savoir que pour 6 à 8 personnes recrutées, seules 1 à 2 sont encore incorporées après 3 ans.

### **Objectifs du service et besoins**

Le travail principal du nouveau chef matériel sera de continuer l'informatisation de tout le matériel que possède ou acquiert le CRISD, de garantir un entretien sans faille du matériel d'intervention et d'instruction, ainsi que d'entretenir les installations techniques du bâtiment, dans la mesure de ses compétences.

Un des objectifs est aussi de réfléchir à une implication plus importante, dans le domaine opérationnel, des pompiers qui ne font pas partie du CRISD mais qui sont uniquement incorporés au SIS. Un groupe de travail a été mis sur pied afin de réfléchir à cette problématique, et ses conclusions apporteront le changement nécessaire en 2017.

La difficulté est toujours plus grande pour garantir un effectif minimum, notamment lors d'interventions en journée, plus de la moitié des pompiers travaillant à l'extérieur de la localité. La volonté est qu'un maximum d'employés communaux, en âge de servir, soient intégrés dans l'effectif. Actuellement seuls 3 font partie du CRISD et 2 du SIS.

L'état-major, organe décisionnel, est actuellement composé de 8 personnes. Les départs à la retraite à fin

2017 ne seront pas compensés par des arrivées jusqu'à un effectif idéal de 5 à 6 personnes. L'effectif du pool des officiers de service est de 16 personnes, afin de garantir la partie opérationnelle par la mise sur pied des services de piquet la semaine et le week-end.

### **Réalisations et dossiers importants**

Un chef matériel a été engagé à fin 2016 à un taux d'occupation de 60%. Il commencera son activité le 1<sup>er</sup> mars 2017. Le musée a été amélioré par la réflexion sur la scénographie et par l'acquisition de nouvelles borne-hydrantes, principalement anciennes, en collaboration avec les SID.

Dossiers importants à finaliser en 2017 :

- aménagement de la partie administrative, salle EM et conférence dans l'appartement du concierge (déménagement prévu en 2018)
- aménagement d'une 3<sup>e</sup> salle de théorie dans la salle EM actuelle
- remplacement du véhicule d'officier de service
- peinture des façades du hangar construit en 1989, Saint-Michel 10
- acquisition et remplacement de véhicules suite à l'étude menée en 2016
- amélioration de la scénographie du musée
- finalisation du projet de communication

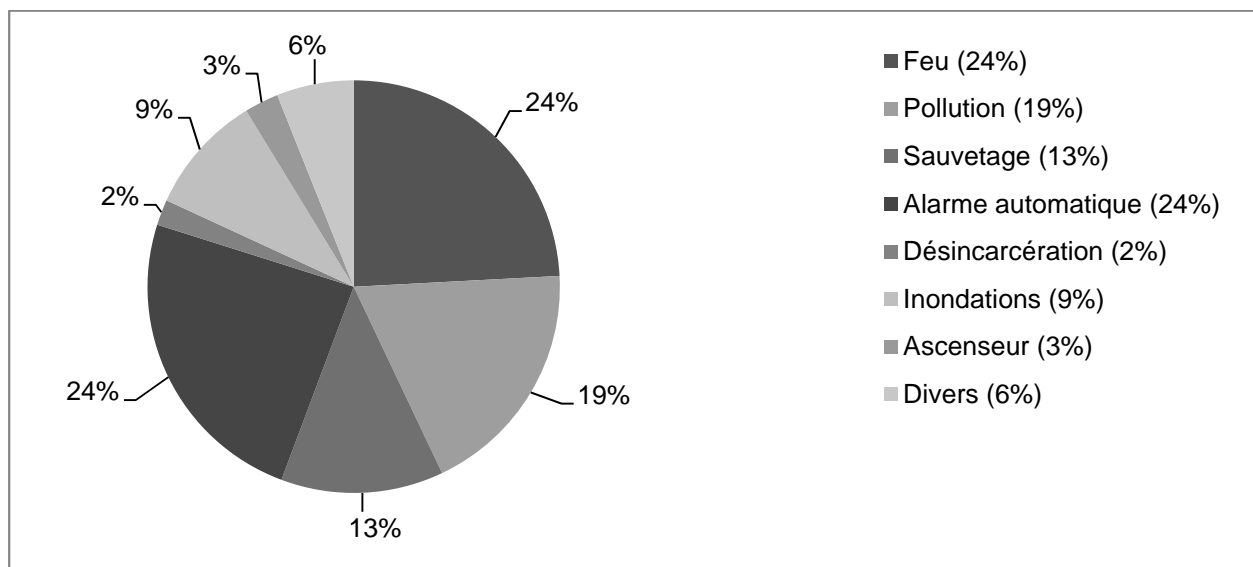
### **Interventions**

Le nombre total d'interventions se monte à 149, en légère augmentation par rapport à 2015 de 2%. Les heures-sapeur passées en intervention ont par contre diminué de 11,1%, soit 2'175 heures (2'446).

Les interventions pour lutter contre le feu se montent à 36, celles contre les pollutions à 28, les sauvetages de personnes à 19, les alarmes automatiques à 36, le secours routier à 3, les inondations à 14, les pannes d'ascenseur à 4, et les interventions diverses à 12. Les feux sont en augmentation par rapport à 2015, avec 13 interventions supplémentaires. Les accidents de la circulation nécessitant une désincarcération sont fort heureusement en diminution de 5 cas. Les alarmes automatiques représentent 24% des interventions du CRISD, dont les 80% sont dus à des défauts techniques ou à de la malveillance. La diminution des alarmes automatiques par rapport aux années précédentes s'explique par la modernisation des installations, faisant diminuer les fausses alarmes dues à des défauts techniques.

Les interventions en 2016 ont nécessité 2'175 heures pour tous les pompiers engagés soit, en moyenne, 58 heures par pompier.

### **Répartition des interventions en 2016 par type d'intervention**



### **Divers**

La mobilisation des pompiers de la ville de Delémont, le samedi 3 décembre 2016, a permis de récolter la magnifique somme de Fr. 11'000.-, versée en faveur de l'action Téléthon Suisse.

### 1.13. Protection civile

#### Contribution forfaitaire aux frais d'entretien des abris

La subvention obtenue par la Commune pour l'année 2016 s'est élevée à Fr. 8'800.-, pour moitié en faveur de l'abri de la Blancherie et l'autre en faveur du hangar Saint-Michel.

#### Contribution communale à l'Office de la protection civile régional

La contribution communale est de Fr. 3.- par habitant, prise sur le fonds des contributions de remplacement.

### 1.14. Service financier

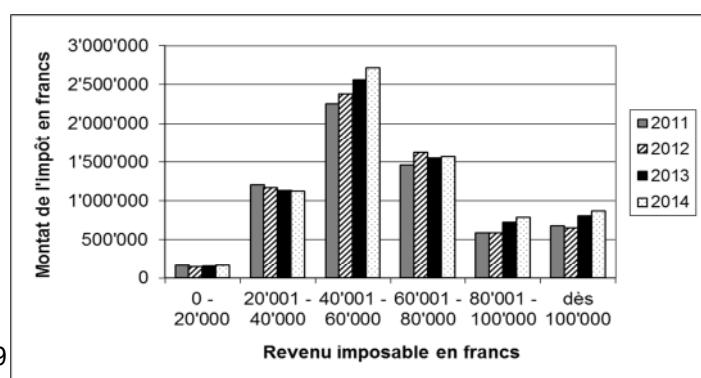
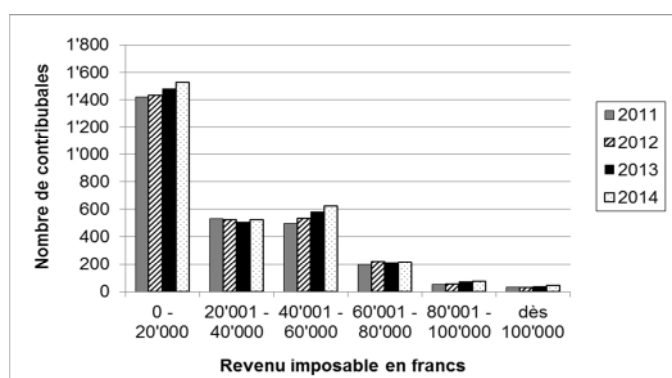
#### Préambule

Le budget annuel ainsi que les comptes 2016 font l'objet d'une publication séparée. Les différentes informations ci-dessous sont en relation, principalement, avec la perception des impôts communaux et basées sur les années 2011-2014.

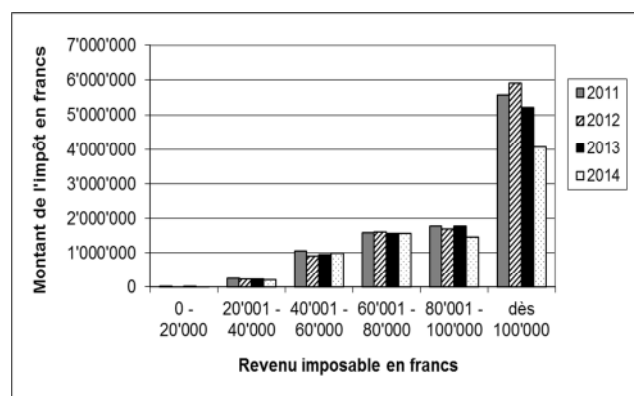
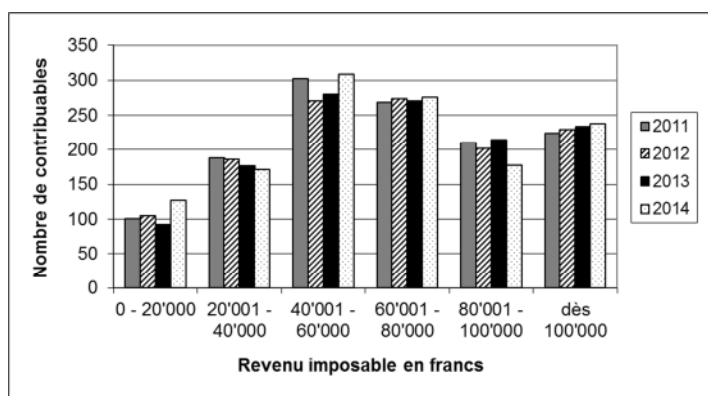
### 1.15. Statistiques et comparaisons fiscales

En 2014, les personnes physiques qui ont un revenu imposable inférieur à Fr. 40'000.- représentent 52% de l'ensemble des contribuables et paient 10% du total des impôts ; 33% des personnes ont un revenu imposable qui se situe entre Fr. 40'000.- et 80'000.- et paient 39% des impôts totaux ; 15% des personnes ont un revenu imposable supérieur à Fr. 80'000.- et paient 51% des impôts.

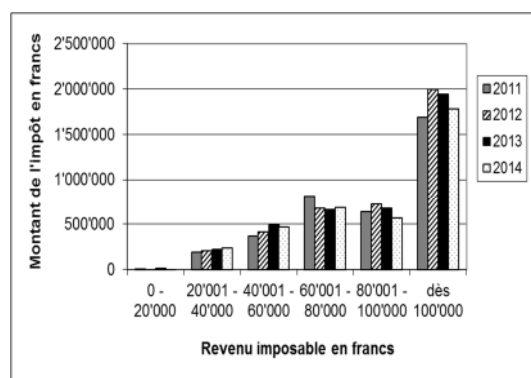
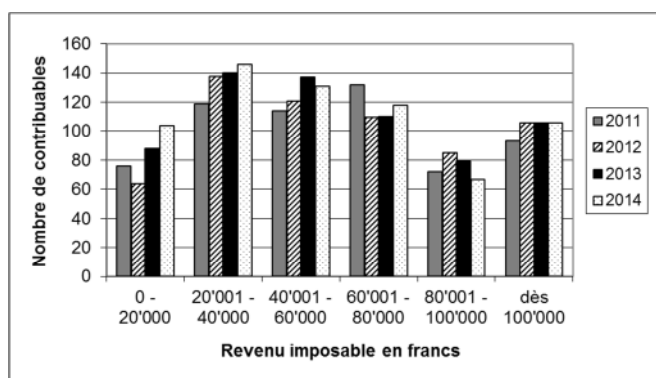
CELIBATAIRES								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	1'421	159'780	1'430	150'948	1'481	152'871	1'524	165'775
20'001 - 40'000	533	1'203'621	524	1'166'282	506	1'130'613	522	1'125'663
40'001 - 60'000	499	2'254'788	534	2'383'719	579	2'560'240	625	2'722'607
60'001 - 80'000	198	1'458'644	221	1'619'872	212	1'547'187	217	1'565'319
80'001 - 100'000	55	591'941	55	589'751	71	723'562	76	791'042
dès 100'000	33	676'962	31	656'642	38	809'988	43	874'090
Total	2'739	6'345'736	2'795	6'567'214	2'887	6'924'461	3'007	7'244'496



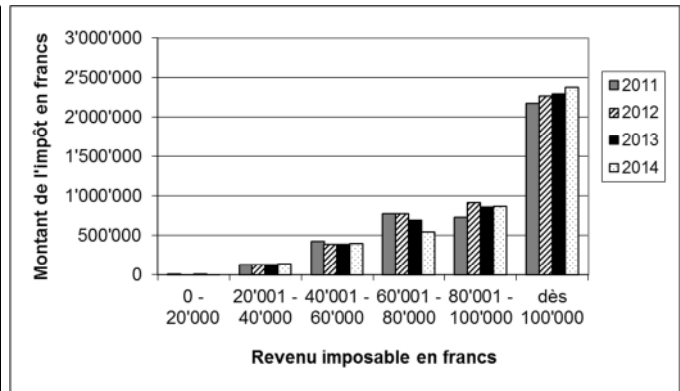
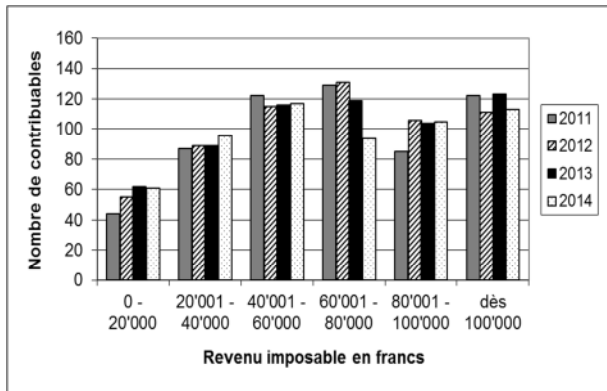
MARIES								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	100	15'163	105	19'850	92	9'488	127	19'566
20'001 - 40'000	188	243'101	186	239'068	176	229'256	171	222'092
40'001 - 60'000	302	1'051'072	271	925'675	280	946'250	309	997'165
60'001 - 80'000	268	1'595'013	274	1'607'803	271	1'562'954	276	1'577'739
80'001 - 100'000	210	1'786'179	202	1'696'124	215	1'776'787	178	1'461'289
dès 100'000	224	5'565'670	230	5'908'725	234	5'208'825	238	4'075'529
<b>Total</b>	<b>1'292</b>	<b>10'256'198</b>	<b>1'268</b>	<b>10'397'245</b>	<b>1'268</b>	<b>9'733'560</b>	<b>1'299</b>	<b>8'353'380</b>



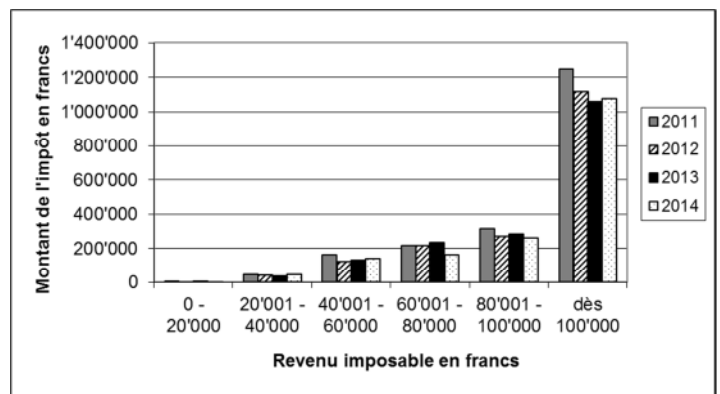
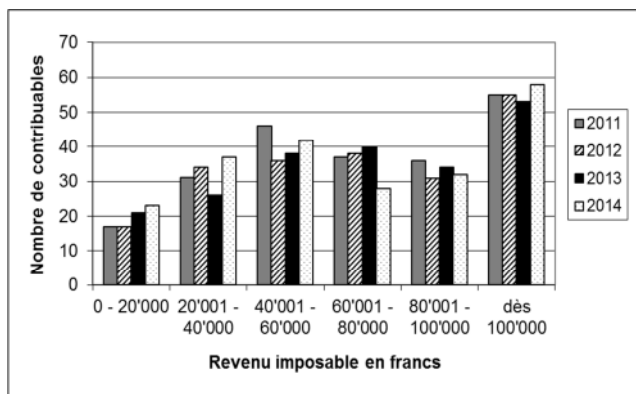
MARIES - 1 ENFANT								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	76	8'544	64	6'636	88	12'028	104	11'396
20'001 - 40'000	119	190'021	138	204'367	140	220'015	146	242'755
40'001 - 60'000	114	370'729	121	418'482	137	490'305	131	468'306
60'001 - 80'000	132	815'340	110	675'565	110	657'705	118	688'075
80'001 - 100'000	72	638'357	85	723'599	79	673'648	67	570'945
dès 100'000	93	1'688'002	106	1'996'618	106	1'944'026	106	1'783'777
<b>Total</b>	<b>606</b>	<b>3'710'993</b>	<b>624</b>	<b>4'025'267</b>	<b>660</b>	<b>3'997'727</b>	<b>672</b>	<b>3'765'254</b>



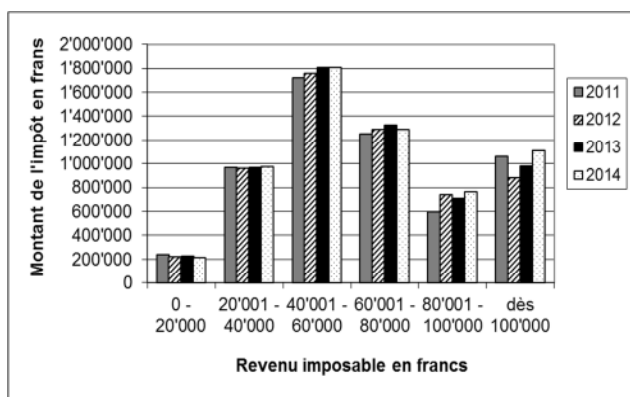
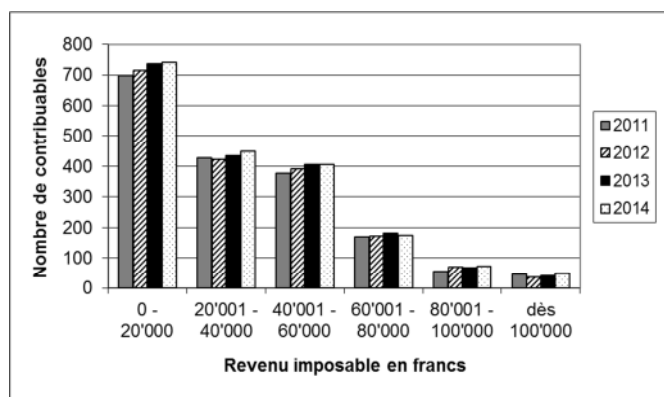
MARIES - 2 ENFANTS								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	44	9'499	55	9'180	62	6'158	61	11'042
20'001 - 40'000	87	130'541	89	132'294	89	131'102	96	135'384
40'001 - 60'000	122	425'107	115	392'207	116	384'822	117	395'263
60'001 - 80'000	129	773'534	131	779'720	119	693'647	94	547'309
80'001 - 100'000	85	728'091	106	916'914	104	862'394	105	870'859
dès 100'000	122	2'176'611	111	2'266'786	123	2'295'799	113	2'381'729
<b>Total</b>	<b>589</b>	<b>4'243'383</b>	<b>607</b>	<b>4'497'101</b>	<b>613</b>	<b>4'373'922</b>	<b>586</b>	<b>4'341'586</b>



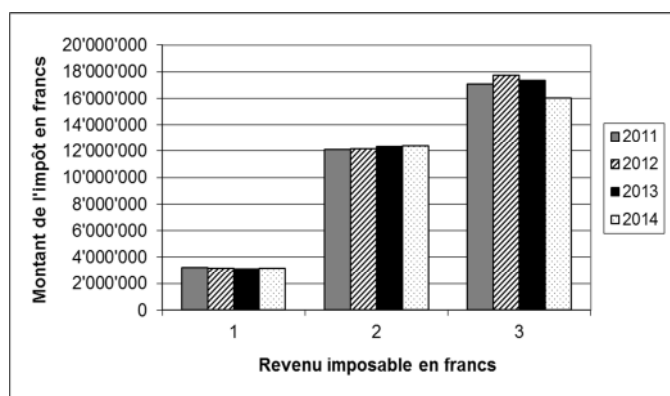
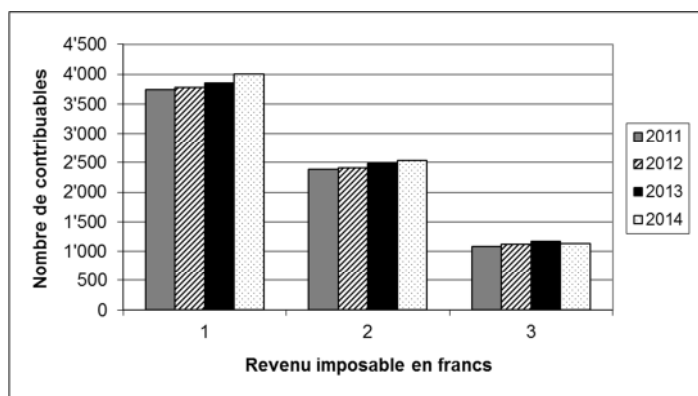
MARIES - 3 ENFANTS ET PLUS								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	17	660	17	1'727	21	4'061	23	987
20'001 - 40'000	31	44'341	34	41'661	26	37'648	37	46'907
40'001 - 60'000	46	163'975	36	119'332	38	131'544	42	141'482
60'001 - 80'000	37	217'740	38	215'714	40	235'148	28	164'034
80'001 - 100'000	36	315'804	31	269'914	34	284'583	32	260'561
dès 100'000	55	1'246'232	55	1'116'845	53	1'059'031	58	1'073'759
<b>Total</b>	<b>222</b>	<b>1'988'752</b>	<b>211</b>	<b>1'765'193</b>	<b>212</b>	<b>1'752'015</b>	<b>220</b>	<b>1'687'730</b>



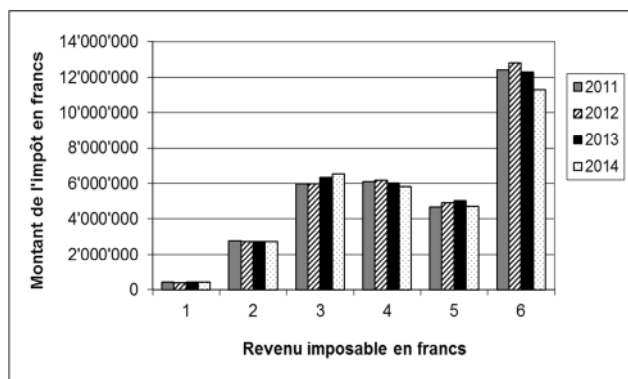
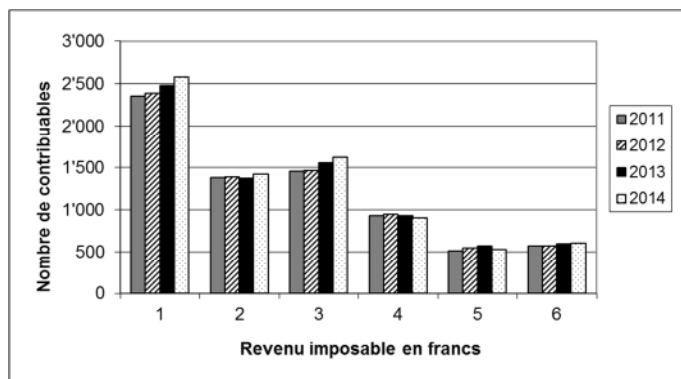
VEUFS, DIVORCES								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	698	237'512	716	222'324	736	229'030	741	212'872
20'001 - 40'000	427	970'204	424	963'636	435	964'669	451	976'644
40'001 - 60'000	376	1'717'712	392	1'757'971	405	1'807'355	406	1'810'634
60'001 - 80'000	168	1'249'414	173	1'292'459	180	1'322'771	175	1'288'274
80'001 - 100'000	55	598'718	70	739'709	67	705'172	72	762'852
dès 100'000	45	1'061'750	37	882'494	42	977'083	50	1'108'842
<b>Total</b>	<b>1'769</b>	<b>5'835'310</b>	<b>1'812</b>	<b>5'858'593</b>	<b>1'865</b>	<b>6'006'080</b>	<b>1'895</b>	<b>6'160'118</b>



TOTAL								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 40'000	3'741	3'212'987	3'782	3'157'973	3'852	3'126'939	4'003	3'171'083
40'001 - 80'000	2'391	12'093'068	2'416	12'188'519	2'487	12'339'928	2'538	12'366'207
+ de 80'000	1'085	17'074'317	1'119	17'764'121	1'166	17'320'898	1'138	16'015'274
<b>Total</b>	<b>7'217</b>	<b>32'380'372</b>	<b>7'317</b>	<b>33'110'613</b>	<b>7'505</b>	<b>32'787'765</b>	<b>7'679</b>	<b>31'552'564</b>



TOTAL								
	2011		2012		2013		2014	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	2'356	431'158	2'387	410'665	2'480	413'636	2'580	421'638
20'001 - 40'000	1'385	2'781'829	1'395	2'747'308	1'372	2'713'303	1'423	2'749'445
40'001 - 60'000	1'459	5'983'383	1'469	5'997'386	1'555	6'320'516	1'630	6'535'457
60'001 - 80'000	932	6'109'685	947	6'191'133	932	6'019'412	908	5'830'750
80'001 - 100'000	513	4'659'090	549	4'936'011	570	5'026'146	530	4'717'548
dès 100'000	572	12'415'227	570	12'828'110	596	12'294'752	608	11'297'726
<b>Total</b>	<b>7'217</b>	<b>32'380'372</b>	<b>7'317</b>	<b>33'110'613</b>	<b>7'505</b>	<b>32'787'765</b>	<b>7'679</b>	<b>31'552'564</b>



### 1.16. Déclarations d'impôts 2016

- 8'028 (7'928) déclarations d'impôts (DI)
- 128 (112) formules pour nouveaux contribuables envoyées dans le courant de l'année
- 1'176 (1'259) personnes taxées à la source

Le Bureau des impôts et du cadastre a transmis 12 demandes de remise d'impôts (11) au Service des contributions.

Année	DI envoyées	DI complémentaires Formules 120	Taxés à la source	Totaux
2007	7'123	153	371	7'647
2008	7'284	125	387	7'796
2009	7'297	143	493	7'933
2010	7'424	116	738	8'278
2011	7'463	129	997*	8'589
2012	7'499	113	1'082*	8'694
2013	7'627	126	1'192*	8'945
2014	7'825	120	1'240*	9185
2015	7'928	112	1259*	9299
2016	8'028	128	1176	9332

\*y compris frontaliers payant de l'impôt à la source

### 1.17. Commission des finances

La Commission des finances, présidée par M. Alphonse Poupon, a tenu 9 séances au cours desquelles elle a préavisé les crédits d'investissements et le budget soumis au Conseil de Ville.

### 1.18. Commission d'évaluation des valeurs officielles et locatives des immeubles

Durant l'année 2016, les estimateurs communaux, avec les estimateurs cantonaux, ont procédé à 79 estimations (88) à la suite de nouvelles constructions, de transformations, de travaux d'amélioration, de constitutions de PPE ou d'autres changements d'affectation. En plus des estimations ordinaires, les responsables ont procédé à l'estimation d'un bâtiment agricole, sept estimations de bar/restaurant/discothèque et deux estimations sur réclamations.

### 1.19. Encaissement des impôts

#### Statistiques

Afin de répondre à plusieurs interrogations sur l'encaissement des impôts et des éliminations, le Service financier publie ci-dessous les résultats de l'année 2011, laquelle sert de base et permet d'enregistrer les variations sur plusieurs années.

Récapitulation Personnes Physiques - PP 2011 au 31.12.2016						
Taxation provisoire	Variations	Taxation définitive revenu	Taxation définitive fortune	Taxation définitive total	Eliminations	Arrérages au 31.12.2016
22'397'919	1'688'552 + 7,54%	22'645'945	1'440'526	24'086'471	-543'044 -2,40%	33'516 0,14%

#### **Lexique :**

Taxations provisoires : estimations, envoyées annuellement en décembre, et basées sur la taxation de l'année précédente.

Variations : à la suite de la taxation définitive, il y a soit des augmentations, soit des baisses par rapport à la taxation provisoire (cf. détails dans les comptes, chapitres 0911 et 0915).

Eliminations : ce montant englobe les remises d'impôts, décisions prises par la Recette de district (RD) à la suite de difficultés financières justifiées du contribuable et les non-encaissements, malgré les poursuites effectuées également par la RD.

Arrérages : solde des impôts à encaisser par la RD. Généralement, il s'agit de taxations qui font l'objet de recours auprès du Service des contributions ou du Tribunal cantonal, voire du Tribunal fédéral.

Les statistiques pour les années 2007 à 2015 sont à disposition au Service financier.

### 1.20. Informatique

Suite à l'envoi en 2015 du cahier des charges pour le renouvellement de l'ERP, le Conseil communal a décidé de porter son choix sur le logiciel ERP proposé par l'intégrateur Prime Technologies (Nest-ISE et Solvaxis). Le projet, entériné par le Conseil de Ville lors de sa séance du 29 février 2016, a démarré en avril.

L'informaticien communal en charge du dossier et un étudiant HEG ont été principalement occupés à l'analyse et à la reprise des données, ainsi qu'à la supervision du projet.

L'attention s'est portée sur la reprise des données afin de garantir la qualité de celles-ci. Plusieurs phases de reprises ont été nécessaires. Ce travail conséquent a permis de mettre à jour, notamment, les données EGID/EWID afin de correspondre aux normes OFS.

En parallèle, une formation spécifique a été dispensée aux utilisateurs clés (Service financier, Contrôle des habitants, UETP).

La mise en production a débuté le 14 décembre 2016 pour le Contrôle des habitants et le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour le Service financier et les salaires.



Le parc informatique actuel se compose de :

- 4 serveurs physiques (gestion de l'environnement virtuel)
- 2 serveurs physiques de sauvegarde
- 22 serveurs virtuels
- 210 postes de travail (PC's, portables et tablettes)
- 45 imprimantes connectées au réseau
- 5 imprimantes indépendantes

Le Service informatique emploie deux étudiants HEG à mi-temps et une personne auxiliaire. Le contrat de l'étudiant HEG qui se terminait en juin a été prolongé jusqu'à fin février 2017 pour la mise en production de l'ERP.

### **Incidents et pannes**

Durant l'exercice 2016, aucune panne d'importance n'a perturbé le fonctionnement du Service informatique.

### **Réseau intercommunal**

La collaboration intercommunale en matière informatique, réunissant les communes de Courroux, Courtételle, Courrendlin, Corban, Mervelier, Val-Terbi et Delémont, se poursuit à la satisfaction générale.

### **Téléphonie**

Comme en 2015, les renouvellements dans le domaine de la téléphonie fixe pour 2016 ont été réduits au minimum en prévision du changement obligatoire des infrastructures, en 2017 ou début 2018, pour cause du passage de Swisscom à la téléphonie par IP dans toute la Suisse.

### **Ecoles primaires et enfantines**

Les postes informatiques des écoles ont été acquis en 2010 et ne donnent plus satisfaction, tant en termes de logiciels que de rapidité d'exécution ou encore de sécurité face aux virus et logiciels malveillants existants. Pour cette raison, une demande de prise de position concernant une subvention pour le renouvellement du parc informatique des écoles a été adressée au Canton en juin 2016. Malheureusement la réponse reçue est sans équivoque, le Canton n'entrera pas en matière sur cette demande.

Le renouvellement des 175 ordinateurs installés dans les écoles devra donc se faire entièrement à la charge de la Commune. La commission PILOTIC (Pilotage des TIC) a donc entamé une réflexion et lancé plusieurs enquêtes sur le renouvellement des machines et des logiciels dès fin 2016. Les résultats des travaux de cette commission seront connus à la fin du premier semestre 2017.

Le parc d'iPad (55 unités) génère aussi chaque année quelques dépenses pour l'arrivée des nouveaux élèves et la mise en place de différents paramètres concernant ceux-ci. Le Canton ne soutenant plus ce projet, la Commune prend en charge les frais dans ce domaine.

### **Incidents et pannes dans les écoles**

Durant l'exercice 2016, aucune panne conséquente n'a perturbé le fonctionnement de l'informatique dans les écoles. Quelques postes informatiques ont dû être réparés, du fait de leur âge et de leur utilisation constante.

Le serveur des écoles devra être remplacé en 2017 en raison de la non-disponibilité de pièces pour le réparer s'il venait à tomber en panne. Une réflexion à ce sujet est en cours et les résultats seront connus en fin de premier semestre 2017.

\* \* \* \* \*

## 2. DEPARTEMENT DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA JEUNESSE, DES ECOLES ET DU LOGEMENT

(Responsable : Mme Esther Gelso, conseillère communale)

### Préambule

#### **2016, l'année de transition et d'adaptation**

L'année 2016 a été synonyme de changements importants au sein du Service ASJL. Le départ du chef de service en début d'année, poste qui a été repourvu au mois d'août et a, de fait, été laissé vacant pendant plusieurs mois, a eu des incidences importantes dans la tenue des dossiers et l'avancement des projets. Un changement de personnel au sein du secrétariat et de l'Espace-Jeunes a eu pour conséquence des moments de transition importants en termes de dynamique. Malgré ces changements, la bonne marche des unités a pu être maintenue grâce à l'investissement du personnel.

Modéliser les multiples sites de la Maison de l'Enfance physiquement dans une nouvelle structure n'est pas chose facile à exécuter, on peut aisément le comprendre. Tout est en mouvement : réunions de chantier, horaires, groupes, repas et transports sont repensés, afin que tous les éléments de ce grand ensemble puissent s'imbriquer pour un fonctionnement idéal. A cela s'ajoutent de nouvelles normes cantonales que la Commune appliquera dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et une nouvelle grille salariale valorisant la profession d'éducatrice. Les défis sont considérables et tant la Directrice de la Maison de l'Enfance que le Chef de service se sont impliqués dès le lancement du projet.

Du côté du Conseil delémontain des Jeunes, le souhait du service est d'opérer un recentrage sur la mission et les valeurs premières du CDJ. Cette nouvelle impulsion est défendue par la nouvelle animatrice, Mme Sarah Hodel, qui œuvre avec une quinzaine de jeunes élus à de nouveaux projets jusqu'à l'été prochain. Un projet intergénérationnel et un autre à vocation sportive commencent à se développer et donnent déjà la vision de ce changement réjouissant.

Une belle collaboration avec l'Hôpital du Jura a abouti à l'ouverture du Centre de Jour « Sur la Doux », qui faisait cruellement défaut dans le bassin de l'agglomération delémontaine. Cette structure vise à offrir la possibilité aux aînés de participer à des animations et des sorties, encadrées par du personnel compétent. A cela s'ajoute la perspective pour les « proches aidants » de pouvoir confier leurs parents ou grands-parents, pendant une ou plusieurs demi-journées, dans un cadre sécurisé et agréable.

Pour la dernière année au sein du département, les Jeux des écoliers se sont déroulés à Taipei avec une belle participation des SRD et de la FSG. Ce sont une quinzaine de personnes qui ont vécu cette expérience enrichissante à tout point de vue. A l'avenir, c'est le Département de la culture et des sports qui portera ce dossier.

Malgré les changements au sein du département et le départ à la retraite de Mme Charmillot, secrétaire, tous ces projets ont pu être menés à bien, de même que la « Semaine sans télé », le développement des projets à Espace-Jeunes, le suivi de la Vélostation, avec un travail de réflexion sur son développement futur, et tout le travail quotidien.

### **2.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département**

#### **Etat d'avancement des motions et postulats**

Intervention	N°	Titre	Suivi
Postulat	4.17/15	Revenu de base inconditionnel : procédons à des évaluations de faisabilité à l'échelon communal	Refusé

### **2.2. Logement**

Le groupe « Politique du logement » a planché sur un état des lieux et sur ce que la Ville pourrait mettre en place. Une rencontre avec les coopératives delémontaines d'habitation a été mise sur pied, qui avait pour but de savoir si certaines d'entre elles pouvaient être intéressées par un projet en partenariat avec la Municipalité.

Dans le même esprit, qui cherche à proposer des appartements à loyers modérés qui font défaut, un règlement est en cours d'élaboration pour l'attribution des appartements en question.

### **2.3. Aide sociale**

Le Service ASJL a traité 166 (168) demandes de préavis à l'attention de l'Autorité cantonale d'aide sociale.

### **2.4. Allocations de fin d'année**

Les personnes ayant reçu une allocation en 2015 ont été contactées par lettre, afin d'obtenir leur taxation fiscale et de déterminer leur droit à l'allocation 2016. Une information a également paru à trois reprises dans le journal *Delémont.ch*.

Comme la Loi sur la protection des données ne permet plus d'avoir accès aux taxations fiscales des contribuables, ces renseignements doivent être transmis directement par les allocataires. Sur demande de la Commission de gestion et de vérification des comptes, un contact a été établi par la Chancellerie avec le Service cantonal des contributions, afin de faciliter l'octroi de cette allocation à tous les ayants droit. Ce travail est en cours et devrait être effectif à fin 2017.

Pour obtenir une allocation de fin d'année, le revenu imposable maximal était de Fr. 17'049.- pour une personne seule et de Fr. 22'828.- pour un couple. La fortune nette déterminante maximale était de Fr. 20'000.- pour une personne seule et de Fr. 30'000.- pour un couple.

Ainsi, un montant de Fr. 83'335.- a été versé en 2016.

### **2.5. Bourses et prêts**

Des bourses d'études ont été versées pour un montant de Fr. 60'489.- (Fr. 103'350.-). Aucun prêt n'a été demandé en 2016, tandis que les remboursements se sont élevés à Fr. 8'607.60.

### **2.6. Commission des affaires sociales, de la jeunesse et du logement**

La Commission, présidée par Mme Yvonne Plumez, a siégé 2 fois.

Elle a préavisé le message au Conseil de Ville concernant le droit de superficie des terrains de Clair-Logis et des Abattoirs, ainsi que la demande de crédit de Fr. 180'000.- pour l'aménagement et l'équipement du Centre de Jour « Sur la Doux ».

### **2.7. Commission de la jeunesse**

En 2016, la Commission de la jeunesse n'a pas été convoquée. Les partis politiques relancés, en 2015 et 2016, n'ont pas donné suite cet appel, ce qui pose un problème de quorum pour cette commission.

### **2.8. Agence communale AVS-AI**

Au cours de l'année écoulée, toutes les tâches de l'agence, organe auxiliaire et d'exécution de la Caisse de compensation du Canton du Jura, ont été exécutées selon les directives. Elles consistent notamment à affilier les personnes et les sociétés pour les cotisations AVS, contrôler les déclarations de salaires des employeurs, traiter les demandes d'allocations familiales pour les personnes sans activité lucrative, contrôler les formulaires relatifs aux prestations AVS-AI et à conduire les entretiens liés aux demandes des prestations complémentaires à l'AVS et l'AI.

Avec l'évolution réjouissante de la population en 2016, l'agence a dû faire face à une augmentation non négligeable de la charge de travail, principalement due à l'ouverture de la Résidence La Jardinerie, des appartements protégés de La Manchourie et de la Résidence La Promenade. Malgré cela, toutes ces nouvelles demandes ont été traitées à satisfaction.

A la fin de l'année 2016, le nombre de bénéficiaires de rentes AVS-AI versées par la Caisse de compensation s'élevait à 1'927 (1'893), soit 1'495 rentiers AVS et 432 rentiers AI, celui des bénéficiaires de rentes pour impotent à 164 (162) et celui des bénéficiaires de prestations complémentaires à 939 (904). Quant au nombre des affiliés à la Caisse de compensation et à la Caisse d'allocations familiales (sociétés, indépendants, personnes sans activité), il s'élevait à 3'035 (2'431).

<b>Nombre d'affiliés pour la commune de Delémont</b>	
<b>Agriculteurs</b>	<b>28</b>
<b>Employeurs</b>	<b>972</b>
<b>Indépendants + employeurs</b>	<b>495</b>
<b>Sans activité lucrative</b>	<b>969</b>
<b>Travailleurs sans employeurs</b>	<b>1</b>
<b>Uniquement bénéficiaires d'AF</b>	<b>15</b>
<b>Total CCJU</b>	<b>2'480</b>
<b>Fichier central - (autres caisses)</b>	<b>555</b>
<b>Total Delémont</b>	<b>3035</b>

## 2.9. Office communal de l'emploi

### Bilan

L'année 2016 a été une année à nouveau sombre pour le chômage à Delémont avec un taux allant de 9% en janvier (546 demandeurs d'emplois - DE) à 9,8% en décembre (594 DE).

Les chiffres ci-dessous comprennent les chômeurs et demandeurs d'emploi.

	<b>Chômeurs</b>	<b>Taux de chômage</b>	<b>Demandeurs d'emploi</b>	<b>Taux de demandeurs d'emploi</b>
<b>Janvier 2016</b>	408	6.7%	546	9.0%
<b>Février 2016</b>	390	6.4%	542	8.9%
<b>Mars 2016</b>	378	6.2%	530	8.7%
<b>Avril 2016</b>	363	6.0%	516	8.5%
<b>Mai 2016</b>	349	5.8%	507	8.4%
<b>Juin 2016</b>	361	6.0%	523	8.6%
<b>Juillet 2016</b>	364	6.0%	534	8.8%
<b>Août 2016</b>	391	6.5%	536	8.8%
<b>Septembre 2016</b>	399	6.6%	536	8.8%
<b>Octobre 2016</b>	418	6.9%	561	9.3%
<b>Novembre 2016</b>	416	6.9%	570	9.4%
<b>Décembre 2016</b>	447	7.4%	594	9.8%
<b>Moyenne 2016</b>	390	6.4%	541	8.9%

### Inscriptions à l'Office communal de l'emploi

552 personnes se sont inscrites à l'Office communal de l'emploi. Les mois les plus chargés ont été juin avec 60 personnes et novembre avec 63 personnes, pour une moyenne mensuelle de 46.

513 annulations de dossiers sont parvenues à l'Office de l'emploi par les ORP.

## **Mesures d'insertions**

63 dossiers de mesures d'insertions ont été annulés. Les contrats d'insertion sont des contrats à durée déterminée. Une fois le contrat terminé, ces dossiers sont annulés. Ces mesures d'insertion sont proposées à des personnes qui sont au bénéfice de l'aide sociale dans un but de réinsertion professionnelle et sociale

## **Allocation d'incitation à la formation – AIF**

Depuis l'entrée en vigueur, au niveau fédéral, de la 4<sup>e</sup> révision de la Loi sur l'assurance-chômage le 1<sup>er</sup> avril 2011, un grand nombre de chômeurs s'est retrouvé du jour au lendemain sans droit à des indemnités. Devant la menace de voir débarquer massivement des chômeurs en fin de droit à l'Aide sociale, les Autorités delémontaines ont décidé de réagir et d'innover avec l'instauration d'une allocation d'incitation à la formation (AIF), ce qui est une première romande. En vigueur depuis la fin du mois de juin 2011, elle propose un soutien financier aux personnes sans droit de chômage – à l'Aide sociale ou non – afin de leur permettre de mener un projet de formation (de base ou continue) en vue de les aider à (re)trouver une activité rémunérée. Principal public cible : les jeunes sans formation ou en rupture.

En 2016, la Commission s'est réunie une seule fois pour préavisier favorablement un projet AIF.

## **Collaboration avec les associations, institutions, administrations**

L'Office communal de l'emploi et l'Agence communale AVS-AI, en particulier, collaborent avec les caisses de chômages UNIA, SYNA, CCI (Caisse Interprofessionnelle), la Caisse publique, les ORP, le Prud'hommes, le SSRD, le Service de l'action sociale, Sibir'elles, le COSP, le Service de la statistique cantonale, la Commission coordination politique de jeunesse, les Offices communaux de l'emploi, etc.

## **2.10. Maison de l'Enfance**

La Maison de l'Enfance se prépare à emménager dans le bâtiment de La Mandchourie en décembre 2017. L'organisation, tant pour le personnel que pour le bâtiment, est un défi majeur pour l'institution, ce qui implique engagement et adaptation de la part de l'ensemble du personnel.

## **Evénements majeurs 2016**

### **Normes cantonales**

Dès le 1<sup>er</sup> août 2016, le Canton a imposé de nouvelles normes cantonales pour l'ensemble des structures d'accueil de l'enfance. Ces normes visent deux changements majeurs :

- l'augmentation du nombre d'enfants par éducateur
- le changement de tarification cantonale pour les institutions en tenant en compte uniquement des places occupées

### **Réorganisation interne**

Les nouvelles normes ont eu des conséquences sur l'organisation du travail et de nombreuses personnes ont dû changer de groupe, de tranche d'âge ou de bâtiment. Ces mouvements du personnel ont évité des licenciements. Il s'agit principalement du personnel éducatif et des responsables, devenues responsables de secteurs scolaires ou préscolaires.

Depuis le mois d'août, la Maison de l'Enfance travaille dans la même organisation interne en termes de colloques et de dynamisme d'équipe, que cela sera le cas dans le bâtiment de La Mandchourie. Le but est de créer des synergies qui faciliteront la cohésion d'équipe et le fonctionnement interne.

L'arrivée d'un nouveau chef de service au mois d'août a permis de traiter les dossiers en cours avec efficacité et efficacité, au vu de la charge de travail institutionnelle à laquelle il faut faire face.

Le pool des remplaçantes est maintenant effectif.

### **Cahier des charges**

Toujours dans la perspective de l'emménagement et des changements organisationnels, les cahiers des charges ont été revus. Un grand travail de fond s'est mis en place dans le but d'optimiser les responsabilités de chacun, en collaboration avec le personnel, afin de permettre une consultation et une

acceptation par le Conseil communal. Ces cahiers des charges concernent avant tout le personnel éducatif, les responsables de secteurs et la personne de référence responsable du suivi des stagiaires.

### **Formatrice à la pratique professionnelle**

Un nouveau poste de responsable des stagiaires et des élèves en formation à 20% a été mis en place. La Maison de l'Enfance forme 16 stagiaires par année scolaire et environ 6 élèves en formation.

### **Mandchourie**

En 2016, la première pierre du futur bâtiment a été posée. Plusieurs séances ont eu lieu avec les partenaires, dont le service UETP, ayant pour objectif de discuter des revêtements, des portes, des luminaires, etc. Les plans de la cuisine ont pu être finalisés et des changements architecturaux ont dû aussi être pris en compte.

De même, l'organisation interne de la future Maison de l'Enfance à la Mandchourie a fait l'objet de réflexions s'agissant de la gestion du personnel, la cohésion d'équipe et la future pédagogie.

### **Objectifs prioritaires 2017**

- Mise en place des nouveaux cahiers des charges une fois validés par le Conseil communal
- Création des descriptifs de fonction en lien avec les cahiers des charges
- Finalisation des protocoles de fonctionnements internes
- Facturation forfaitaire : mise en place des tarifs forfaitaires dès le 1<sup>er</sup> août 2017, selon décision cantonale
- Médecin institutionnel : recherche de collaboration avec un médecin pédiatre qui pourrait être le référent en termes de santé dans l'institution. Le médecin institutionnel fait partie des obligations cantonales. Une collaboration devra être mise en place avec le Service du médecin cantonal, afin d'élargir cette réflexion

### **Objectifs liés à la future Maison de l'Enfance (Mandchourie)**

#### **Personnel**

- Cohésion d'équipe : prioriser la cohésion d'équipe, préparer le personnel à ce grand changement institutionnel par des colloques, des discussions et des échanges sur les diverses projections
- Organisation durant toute l'année de l'emménagement et de l'implication que cette décision a sur les équipes éducatives, les enfants et les familles qui fréquentent actuellement la Maison de l'Enfance
- Informer correctement les parents au travers de l'envoi de courriers dans l'année, afin qu'ils suivent les avancements que ce changement de bâtiment implique à tous les niveaux
- Visite du bâtiment avec les équipes qui constitueront les groupes en janvier. Comme l'emménagement est prévu en cours d'année scolaire et que la Maison de l'Enfance travaille par année scolaire, les équipes d'août 2017 ne seront pas celles de janvier 2018

#### **Bâtiment**

- Inventaire des bâtiments actuels
- Commandes et achats des meubles et des matériaux
- Logistique du bâtiment
- Gestion informatique

#### **Logistique**

Transports scolaires : quelle stratégie faut-il choisir pour les transports scolaires ? Mandats internes et externes selon la nouvelle réalité du bâtiment de La Mandchourie et des écoles enfantines de la ville.

Déménagement : il faut organiser le déménagement de 80% des sites et groupes actuels de la Maison de l'Enfance en décembre et dans un laps de temps de 5 jours.

## **2.11. Espace-Jeunes**

En 2016, l'Espace-Jeunes a vu sa fréquentation se stabiliser par rapport à l'année précédente, soit 4'744 passages de jeunes (4'842). Cette stabilisation est due au départ de l'un des deux animateurs, engendrant des ouvertures réduites en novembre et décembre. Jusqu'au mois d'octobre, en comparaison à l'année 2015 (année record), la fréquentation était en hausse.

Cela représente une moyenne de 29,3 jeunes par jour d'ouverture, ce qui a pour conséquence une moyenne variant de 30 à 50 jeunes les mercredis et vendredis et un effet immédiat sur la charge de travail des animateurs. Cette fréquentation considérable pose la question de la qualité du travail des animateurs, du fait que l'encadrement devient plus important que le lien, l'écoute et l'accompagnement. C'est pourquoi une demande d'augmentation des postes a été entreprise, ainsi qu'une réflexion nourrie par la visite de Barak, centre d'animation socioculturel pour la jeunesse, dans le Val-de-Travers. La moyenne d'âge des jeunes fréquentant le lieu est de 14-15 ans ; la relation créée les années précédentes porte ses fruits. L'équilibre de l'accueil entre filles (44%) et garçon (56%) est maintenu. 96% des usagers de l'Espace-Jeunes sont des jeunes venant de Delémont.

Le début de l'année a commencé par la participation au tournoi inter-centres organisé par PROP AJ. La Semaine blanche a permis de créer diverses activités avec les jeunes qui ont également organisé les vacances de Pâques. En collaboration avec le Musée jurassien, le projet « Générations au Musée » a été mis en place pour favoriser les rencontres entre les différentes générations dans les musées. Pour la première fois, l'Espace-Jeunes a été mandaté par le Festival Delémont'BD pour nettoyer les verres en plastique, la cour du Château, et pour la mise en place de tables les samedi et dimanche matin. Le but du projet était de s'investir dans une manifestation de la Ville, de promouvoir l'autonomie et la responsabilisation des jeunes afin de financer un projet créé par et pour eux. Les 14 jeunes ayant travaillé ont ainsi pu s'offrir une journée à Alpamare et une journée à Lausanne pour visiter le Musée Olympique.

L'année a également été rythmée par le projet « Skatepark ». Les animateurs socioculturels ont été mandatés afin de faire remonter les envies et les besoins des utilisateurs en vue de la création d'un nouveau skatepark. Une soirée « apéro » a été organisée ; elle visait la prévention lors des fêtes de fin d'année, en collaboration avec la Fondation Addiction Jura. Cela a permis aux animateurs de sensibiliser les jeunes sur leurs responsabilités durant la fête, et à ces derniers d'oser poser des questions sans se sentir jugés. Les vacances d'été ont débuté par de grands nettoyages des locaux, un après-midi à Bienne et une sortie canoé. Après 4 semaines de fermeture, une soirée a été proposée au Passeport vacances pour faire découvrir les lieux, ainsi que le jeu du Loup garou. La Fête de la Citrouille a à nouveau rencontré un franc succès et a permis une belle collaboration entre les services de la Ville. Les soirées filles sont toujours très prisées et permettent aux adolescentes d'avoir un moment à l'Espace-Jeunes rien que pour elles. Cette année, une manucure, un repas et un moment de discussion avec des questions anonymes ont pu être mis en place avec succès.

L'année 2016 s'est terminée par le départ de M. Matthieu Weissbrodt, le 1<sup>er</sup> novembre. Un programme adapté a été mis en place pour les 2 derniers mois de l'année, afin de continuer à ouvrir malgré un animateur en moins et la hausse de fréquentation : des après-midis filles ou garçons les mercredis et des accueils sur inscriptions les vendredis ont été proposés. Durant cette période, les jeunes avaient essentiellement des demandes d'aide de CV, de lettres de motivation et de recherches de stage pour leur avenir professionnel. En plus des chiffres et des activités qui représentent la partie visible de ce qui se fait à l'Espace-Jeunes, un travail difficilement quantifiable est effectué au niveau relationnel. De manière à pouvoir aider au développement de compétences sociales et individuelles, l'accompagnement à des projets et l'écoute empathique, ainsi que divers entretiens, sont nécessaires.

L'Espace-Jeunes a été présenté au Collège de Delémont, aux 8<sup>e</sup> Harmos du Gros-Seuc et du Château. Les 8<sup>e</sup> Harmos de Courtételle, via l'APE du village, ont pu découvrir les locaux. Afin d'accueillir au mieux les jeunes, quelques transformations ont eu lieu : une nouvelle étagère a été montée dans l'entrée pour déposer les affaires, les tapis des billards ont été changés et des ouvertures dans les murs du couloir ont été réalisées pour améliorer l'éclairage naturel des locaux.

Durant cette année, les animateurs socioculturels des Espace-Jeunes du Jura ont présenté au Conseil communal, ainsi qu'à la Commission de la politique de la jeunesse du Canton du Jura, une Charte des Espace-Jeunes du Jura qui décrit les valeurs, les missions et les rôles des centres de jeunesse, ainsi que ceux des animateurs. Cette charte sert à reconnaître l'importance des centres dans le dispositif de la politique de la jeunesse cantonale en se faisant le complément de la loi dont ils sont issus (Art. 10 de la Loi sur la politique de la jeunesse du 22 novembre 2006).

Les animateurs socioculturels ont suivi une formation sur la confidentialité, proposée par l'association PROP AJ, ainsi que divers ateliers lors de la Journée romande de l'animation socioculturelle. Mme Maulde Theiler a commencé un CAS de praticienne formatrice, ce qui a permis à l'Espace-Jeunes d'accueillir son premier stagiaire HES et sa première stagiaire « maturité spécialisée ». Tous deux ont réussi leur stage avec succès.

## **2.12. Colonie du Creux-des-Biches**

Le comité de la Colonie du Creux-des-Biches s'est réuni 5 fois sous la présidence de M. Paul Fasel.

La colonie d'été, dont la direction était assurée par M. Quentin Singer, secondé par 7 moniteurs pour entourer 36 colons, a eu lieu du 4 au 15 juillet. La colonie d'automne, dont la direction était assurée par M. Jérôme Desboeufs, secondé par 4 moniteurs pour entourer 15 colons, s'est déroulée du 9 au 15 octobre. Tout s'est parfaitement déroulé durant ces deux colonies.

Quelques membres du comité se sont rendus au Creux-des-Biches pendant la colo d'été pour faire du rangement, afin de libérer de la place dans les armoires.  
Avant la période des vacances d'octobre, la cuisine a été nettoyée à fond par une entreprise de la région, ce qui a été apprécié des cuisiniers de la colonie d'automne.

## 2.13. Conseil delémontain des Jeunes

### Législature 2015-2016

Plusieurs commissions se sont créées pour cette législature. Les démissions successives des deux animatrices n'ont pas permis aux projets d'aboutir.

### Législature 2016-2017

Une nouvelle animatrice a été engagée en la personne de Mme Sarah Hodel pour animer et accompagner les élus du Conseil delémontain des Jeunes (CDJ). Pour la législature 2016-2017, le CDJ repart avec deux commissions et a toujours pour mission de défendre les mêmes objectifs : connaître les besoins des jeunes et s'y intéresser en visant leur intégration dans la société, en leur permettant de participer à un processus démocratique en tenant compte d'un budget et en apprenant aux élus à s'organiser, puis à collaborer avec les institutions.

Cette année, 15 jeunes issus des classes de la 8<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> Harmos ont décidé de s'impliquer au sein du CDJ et ont été élus pour cette législature. La séance plénière constitutive s'est tenue le mercredi 14 décembre 2016 à l'Hôtel de Ville.

Deux commissions se sont créées durant cette première séance :

- la Commission « Les Jumpers » traitera de la thématique du sport en lien avec l'utilisation des parcs au sein de la commune de Delémont ; 6 jeunes s'y investiront durant une année
- la Commission « Top Générations » est constituée de 9 élus qui s'investiront dans des activités culturelles intergénérationnelles. Une collaboration avec la Bibliothèque municipale est en train de se mettre en place à travers un projet en lien avec la lecture et les aînés

Un budget de Fr. 1'000.- a été alloué au soutien d'associations culturelles et sociales. Les débats ont eu lieu dans un climat serein et respectueux.

Chaque commission se retrouvera dès janvier 2017, afin de débiter son projet qui durera jusqu'à l'été 2017.

## 2.14. Ecole primaire

### L'école en chiffres – Effectifs

1-2P (école enfantine)	12 classes	227 élèves
3P	6 classes	117 élèves
4P	7 classes	133 élèves
5P	6 classes	136 élèves
6P	6 classes	120 élèves
7P	6 classes	130 élèves
8P	7 classes	149 élèves
Transition	3 classes	32 élèves
Espace soutien	4 classes	*41 élèves

\*(Elèves delémontains + externes)

Les élèves des classes de soutien sont partiellement intégrés dans les classes primaires ordinaires

<b>Total</b>	<b>57 classes</b>	<b>*1085 élèves</b>
--------------	-------------------	---------------------

### Bâtiments scolaires

Deux écoles principales : Château et Gros-Seuc

Autres écoles : Traversins, Moissons, Arquebusiers, Morépoint, Temple, Carrières, Pervenches



## **Personnel**

61 enseignants titulaires de classe à l'école primaire, y c. duos, 7 titulaires de classe de transition ou de soutien, 23 enseignants auxiliaires, 6 enseignants d'appui et de soutien, 2 enseignants responsables des sessions bilingues, 4 enseignantes d'ACT

## **Personnel administratif**

Une secrétaire et un apprenti

## **Personnel technique**

5 concierges, 1 chauffeur de bus, 1 coursier-patrouilleur, 1 informaticien à 50%, 1 intervenant socio-éducatif à 70% (EP et Collège) et 1 infirmière scolaire  
Au total, 115 personnes travaillent pour l'Ecole primaire de Delémont.

## **Mouvement de personnel**

Départ à la retraite de Mmes Françoise Rais, Dominique Finsterwald et Christine Meyer  
Départ de M. Jonathan Marchand suite à la fin de son apprentissage

## **Bâtiments**

- Collaboration avec le Service UETP pour l'entretien des bâtiments
- Rénovation du parquet de l'Aula du Gros-Seuc
- Entretien régulier selon le budget à disposition
- Réflexion de fond sur l'avenir de l'infrastructure scolaire de Delémont

## **Tic**

- Cinq séances ont été tenues par le groupe « Pilotic »
- Participation de plusieurs classes au Cyberdéfi
- Réorganisation du fonctionnement du groupe
- Réflexion sur l'avenir du matériel informatique de l'école

## **Activités extrascolaires**

- Ventes diverses : Mimosa, timbres Pro Juventute et Pro Patria, Ecus d'or, œillets, journaux de Carnaval, insignes FDP
- Bataille des livres
- Marche d'automne pour toutes les classes
- Nettoyage de la nature
- Journées des Jeux d'agilité et des Jeux dans l'eau
- Coupe Crédit Suisse
- Cortège de Carnaval annulé à cause de la météo ; défilé de certaines classes dans les rues
- Cirque Starlight et Cirque Knie
- Spectacles scolaires en collaboration avec le CCRD

## **Education**

- Education nutritionnelle, sexuelle, routière et au tri des déchets
- Participation à la Journée « Oser tous les métiers »
- Soutien de l'action « Lire et Faire Lire »
- Participation de classes au Championnat de mathématiques

### **Commission de l'école primaire**

La commission, présidée par Mme Sylvianne Suvat, a siégé à 8 reprises et traité les dossiers particuliers suivants :

- organisation des classes et répartition des élèves
- approbation des courses scolaires
- acceptation des cours facultatifs
- ratification de l'organisation des devoirs surveillés
- visites des classes
- affaires courantes liées à la vie scolaire
- nomination du personnel enseignant

### **Jeux olympiques des écoliers (JOE)**

L'année 2016 a été marquée pour l'école primaire par un projet d'établissement de grande envergure. Pendant une semaine, du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet, l'ensemble de l'école primaire a participé aux premiers Jeux olympiques des écoliers.

Les élèves ont été répartis dans 63 équipes représentant chacune un pays et comprenant des enfants âgés de 4 à 12 ans. Les 9 épreuves demandaient à la fois des compétences individuelles et un travail d'équipe.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture, qui se sont déroulées au stade de la Blancherie, ont rencontré un beau succès auprès de la population delémontaine avec la participation de MM. Eric Hänni, champion olympique de judo en 1964, et Damien Chappuis, maire de Delémont.

Pour organiser cette manifestation, 15 enseignants se sont retrouvés à de nombreuses reprises, afin de garantir le bon déroulement des activités.

Cette semaine restera dans les mémoires des élèves comme un bon souvenir de leur passage dans l'école.

\* \* \* \* \*

### 3. DEPARTEMENT DE LA CULTURE ET DES SPORTS

(Responsable : M. Patrick Chapuis, conseiller communal)

#### Préambule

L'année 2016 a vu M. Patrick Chapuis, conseiller communal en charge du Département de la culture et des sports, accéder à la fonction de vice-maire. Suite au départ en début d'année du chef de service, réduisant de manière significative les ressources humaines, le poste est resté vacant jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, date à laquelle Mme Christel Lovis a pris ses fonctions en qualité de cheffe de service à 50% et responsable administrative à 30%.

M. Cédric Cerf, chargé de mission responsable des manifestations (50%), ayant démissionné pour se consacrer uniquement au Festival Delémont'BD, M. Jérôme Monnerat a été nommé pour lui succéder dès le 1<sup>er</sup> avril 2016. Jusqu'à la fin du mois de décembre, M. Cerf a travaillé en soutien à un taux de 20%.

Au niveau culturel, la ville de Delémont était l'hôte d'honneur de la Fête du chien nordique à Saingnégier au mois de janvier. La capitale jurassienne a profité de l'occasion pour présenter les diverses facettes de son projet en lien avec la bande dessinée. Le public a ainsi pu découvrir une exposition de planches BD de l'auteur de *Thorgal*, Grzegorz Rosinski, et plusieurs auteurs de bande dessinée et caricaturistes jurassiens ont pu démontrer leurs talents à l'intérieur de la Halle du Marché-Concours.

Suite à la volonté de Belfort et Delémont, la collaboration avec le Théâtre du Granit, qui met à disposition du public delémontain de billets d'entrée à prix réduit pour certaines représentations, sera reconduite en 2017 avec des spectacles plus populaires.

Outre ses expositions toujours très appréciées, la Bibliothèque municipale a mis sur pied un nouvel espace dédié aux mangas, grâce au soutien de Pro Helvetia, dans le cadre de son action « Diversité culturelle ».

La seconde édition du Festival Delémont'BD a quant à elle été très remarquée, notamment grâce à l'exposition de Manara, bien relayée par les médias, qui a permis à Delémont de se profiler comme lieu incontournable de la bande dessinée.

Entre la mise sur pied du bientôt traditionnel troc de jouets et sa participation à la Fête d'Halloween, la Ludothèque a une fois de plus démontré les multiples facettes de son activité, malgré une fermeture de quatre semaines due à des travaux de rénovation des locaux.

Enfin, la culture peut se réjouir du soutien du Conseil communal à la phase préparatoire de la sauvegarde du bâtiment de la Tête du puits de mine, dernier vestige du passé minier de Delémont et sa région. Par ce geste, la Ville de Delémont démontre l'importance qu'elle accorde à la conservation et à la mise en valeur de son patrimoine industriel.

De son côté, le Centre sportif a fêté ses 30 ans d'activités en accueillant un match de gala international opposant l'équipe de Suisse à l'équipe d'Allemagne dans la catégorie des moins de 20 ans, devant un nombre important de spectateurs.

La piscine couverte a rencontré des problèmes techniques et a dû fermer ses portes quelques jours afin de procéder à un changement de pompes. Malgré cette fermeture, les bassins de la piscine couverte ont vu défiler plus de 85'000 nageurs en 2016.

Enfin, le responsable du Centre sportif a accompagné les 13 jeunes participants aux Jeux internationaux des écoliers à Taipei (Taïwan). Ceux-ci ont eu l'occasion d'affronter des sportifs de tous horizons dans les disciplines du football et de la natation. A noter que l'organisation de ces jeux était du ressort du Département des affaires sociales, de la jeunesse, des écoles et du logement jusqu'en 2016, et qu'ils seront pris en charge, dès 2017, par le Département de la culture et des sports.

#### 3.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département

##### Etat d'avancement des motions et postulats

L'état d'avancement des motions et postulats acceptés par le Conseil de Ville et qui concernent le département est le suivant :

Intervention	N°	Titre	Suivi
Postulat	4.04/16	Signalisation d'animaux aux secours	En cours de réalisation

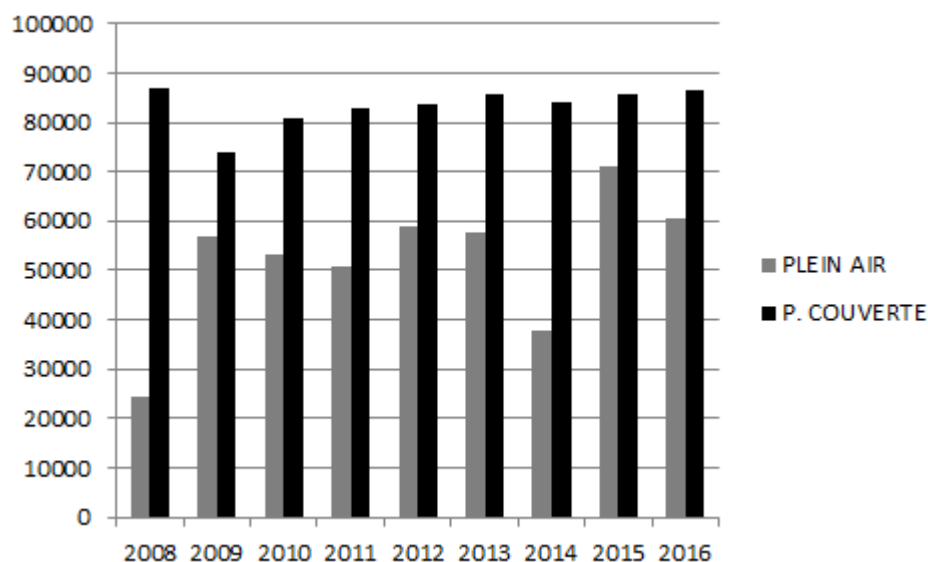
## 3.2. Sports

### Commission des sports

La commission, présidée par M. Blaise Christe, ne s'est réunie qu'une seule fois en 2016. A l'attention de l'Exécutif, elle a donné son préavis sur les propositions de désignation des mérites sportifs.

### Centre sportif la Blancherie et les Prés-Roses

#### Piscines



La météo du début de la saison 2016 a été très mauvaise, conduisant à une faible affluence dans la piscine plein air. A partir du mois de juin cependant, la situation s'est nettement améliorée, permettant de clôturer l'année avec un bilan très positif. Les entrées à la piscine couverte sont assez régulières, en légère hausse par rapport aux années précédentes. A noter le grand succès rencontré par le 1<sup>er</sup> BCJ Domoniak Triathlon, qui a eu lieu en septembre sous un soleil de plomb.

#### Centre sportif (salles de sport et stade)

Le stade de la Blancherie a fêté son 30<sup>e</sup> anniversaire en 2016, couronné par un match international de football opposant l'équipe nationale suisse à l'équipe nationale d'Allemagne dans la catégorie « Moins de 20 ans », devant près de 1'800 spectateurs. Durant l'année, le stade de la Blancherie a également accueilli les Championnats suisses de relais, manifestation parfaitement organisée par le Club d'athlétisme de Delémont, qui a également mis sur pied l'entraînement des jeunes athlètes dans le cadre d'Athletissima. La présence de sportifs de grande renommée a permis à plus de 100 jeunes participants de bénéficier de conseils de spécialistes de l'athlétisme. Parmi les grands moments de la saison, les premiers Jeux olympiques scolaires, magnifiquement organisés par l'Ecole primaire de Delémont, ont marqué les esprits tant des participants que des spectateurs. Outre ces importantes manifestations sportives, le Centre sportif a accueilli 90 manifestations durant les week-ends, dans les salles de sport ou sur le stade d'athlétisme.

## 3.3. Culture

### Commission de la culture

La Commission de la culture, présidée par Mme Céline Robert-Charrue Linder, s'est réunie à 5 reprises. Elle a suivi les nombreux dossiers en cours, et a notamment proposé au Conseil communal d'attribuer :

- le Prix d'encouragement de la culture et des sciences 2015 à M. Pierre Montavon, en reconnaissance de ses talents de photographe et de ses remarquables reportages dans les domaines humanitaires et sociétaux

- le Prix d'encouragement de la culture et des sciences 2016 à M. Pascal Lovis, en reconnaissance de sa contribution littéraire dans le domaine de l'heroic fantasy
- le Prix du Mérite delémontain 2016 à M. Raoul Piquerez, en reconnaissance de son engagement dans le domaine humanitaire par l'Organisation non-gouvernementale Jura-Afrique
- la participation à l'Atelier d'artiste à Gênes, du 2 juin au 30 août 2016, à M. Patrick Charmillot, artiste peintre, dont la contribution de la Ville est de Fr. 4'500.- pour la durée du séjour
- la participation à l'Atelier d'artiste de Buenos Aires, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2017, à Mme Emilia Eni, artiste peintre, dont la contribution de la Ville est de Fr. 8'000.- pour la durée du séjour, une bourse de Fr. 2000.- étant attribuée par la Conférence des Villes en matière culturelle (CVC)

### **Manifestations**

L'année 2016 a été marquée par de nombreuses manifestations, dont plus de 80 ont nécessité l'aide ou la collaboration des services communaux. Entre nouveaux événements et manifestations déjà existantes, le bilan s'avère intéressant. La Ville de Delémont a débuté l'année hors de son territoire en acceptant le rôle d'hôte d'honneur de la course de chiens de traîneau à Saignelégier. Au mois d'avril, la capitale jurassienne a été le siège de la course du Critérium Jurassien : le week-end dévolu au sport automobile a connu un beau succès. Le Festival Delémont'BD a pour sa part poursuivi son évolution avec pas moins de 11'000 visiteurs, une belle réussite ! Le 1<sup>er</sup> Août au Bambois a également attiré une foule record. Les éléments mis en place pour l'occasion étaient à la limite de leur capacité et questionnent l'avenir de cette manifestation en termes d'infrastructures.

Les nouvelles manifestations ont quant à elles connu des succès divers. Les deux nouveaux rendez-vous sportifs, la course pédestre Wake Up and Run et le Domoniak Triathlon ont su convaincre la population delémontaine et jurassienne. Dans l'air du temps, ces deux challenges sportifs, de niveaux et d'objectifs bien différents, seront à nouveau au programme 2017. De même, la Coupe Robots JU, un concours de robotique, a suscité l'intérêt de la population locale. En revanche le SMAC Festival, la grande nouveauté de l'année, a rencontré des problèmes d'ordre financier. Malgré une belle affiche et un week-end globalement réussi, il a manqué de festivaliers afin de pouvoir envisager une prochaine édition, tout au moins en 2017.

L'année 2016 a également été le théâtre de deux inaugurations majeures pour la ville de Delémont. Le bâtiment Strate J, campus de formation tertiaire, et la nouvelle Gare routière ont été officiellement inaugurés le week-end des 24 et 25 septembre.

D'un point de vue organisationnel, la plupart des manifestations se sont bien déroulées. Cependant, l'affectation de l'emplacement pour les chapiteaux de cirque a été problématique, principalement à cause des conditions météorologiques défavorables et du cumul de plusieurs manifestations durant les mêmes week-ends. Le projet de création d'une place en dur pour l'installation des chapiteaux, dont il était question dans le rapport de gestion 2015, n'a pas abouti. Dès 2017, la Ville de Delémont ne met donc plus à disposition d'emplacement pour les cirques. Les demandes sont redirigées vers Comptoir delémontain SA, la place en béton devant la Halle des Expositions semblant être la solution la plus adaptée pour l'accueil des chapiteaux, dans l'attente de la création d'une éventuelle place au Sud des voies à moyen, voire à long terme.

Une météo capricieuse avec de fortes rafales de vent a également conduit à l'annulation du cortège du Carnaval des enfants le mardi après-midi.

La nouvelle procédure de gestion des manifestations, élaborée fin 2015 et mentionnée dans le rapport de gestion de la même année, a été testée durant l'année 2016. Le formulaire de demande de manifestations mis en place s'avère un outil très utile, et les organisateurs des manifestations collaborent de manière optimale. Cette nouvelle manière de procéder permet au Conseil communal et aux chefs de service d'avoir une vision globale des diverses manifestations. Des adaptations de détail seront étudiées, notamment concernant la transmission des diverses autorisations demandées aux organisateurs (Canton, Bourgeoisie).

### **3.4. Bibliothèque municipale**

« Tout ce qui dégrade la culture raccourcit les chemins qui mènent à la servitude » écrivait Albert Camus. Les années se succèdent et délivrent le même message : il est toujours plus essentiel de permettre à chacun d'interroger l'information, de stimuler son esprit critique et de développer son imaginaire. Ainsi l'intégration sociale est favorisée dans une société plurielle et une vie citoyenne harmonieuse est défendue. Les excellentes statistiques 2016 confirment que la Bibliothèque municipale est l'institution culturelle la plus populaire de la ville, aussi bien par le nombre de ses visiteurs (52'244) que par l'infinie diversité de ses utilisateurs. Ce bilan positif valide le slogan « Delémont s'éclate de lire au cœur de la vieille ville » et récompense l'investissement de bibliothécaires motivés et compétents.

## Médiation culturelle

En 2016, la médiation culturelle s'est déclinée sous de multiples formes et pour tous les âges :

- **ateliers d'éveil au livre pour les tout-petits** : dans le but d'offrir un accès au livre dès la naissance et de sensibiliser les parents à l'importance du livre dans l'environnement de l'enfant, la Bibliothèque des jeunes a proposé, pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, 9 ateliers d'éveil au livre, avec une participation extraordinaire de 595 personnes (329 enfants et 266 adultes : + 28% !). En septembre, la Bibliothèque des jeunes, en collaboration avec la Bibliothèque cantonale jurassienne, a invité tous les nouveaux parents du district de Delémont à une fête « Né pour lire », avec un temps de contes et la distribution du nouveau coffret « Né pour lire »
- **accueil des classes** : les bibliothécaires ont développé un éventail de visites adaptées aux élèves et aux enseignants, de la présentation détaillée de la bibliothèque à la visite thématique, de la découverte libre à l'animation préparée. Ces offres rencontrent un grand succès : la Bibliothèque des jeunes a organisé 57 visites hors des heures du prêt et a reçu 163 visites pendant les heures de prêt (Crèches, Ecole primaire et Collège) ; la Bibliothèque des adultes a présenté ses services à 13 classes (Collège et écoles secondaires du district). De plus, la Bibliothèque municipale a offert un accueil personnalisé aux clubs de lecture de l'Ecole primaire et aux structures d'accueil des migrants (CAFF et Ajam)
- **activités autour du conte** : le public a été captivé par les 4 rendez-vous de l'heure du conte, grâce aux talents conjugués de Sandrine Ryser et Pierre Lachat (« Etoile, raconte-moi s'il te plaît »), de Caroline Cortès (« Tu veux goûter ? »), d'Arôme rouge (« Les minis-riquiquis vraiment petits »), et de Jacques Staempfli (« Le lutin farfelu qui voulait voir Rome »). Le Festival transfrontalier Conte et cie a ravi les nombreux enfants, sous le charme de Pascal Mitsuru Guéran et de son étonnant spectacle « Sous les fleurs des cerisiers - Histoires et contes du Japon ». Et comme chaque année, à l'occasion de la Nuit du conte, la Bibliothèque est sortie de ses murs avec la complicité du talentueux collectif Blabla et le public émerveillé a découvert les magnifiques combles du Château sur le thème « Ultrasecret »
- **animations ponctuelles** : deux ateliers de dessins mangas ont été animés avec l'experte Jiji's au service des adolescents dans le cadre du projet « Delémont, cité de la BD » (soutien de Pro Helvetia). Un concours autour de l'œuvre du dessinateur Embé et de la ville de Delémont a été créé. Enfin, deux superbes soirées ont été offertes au public adulte, l'une envoûtante avec Pascal Mitsuru Guéran (Conte et cie : « Tokyo, histoires dans la mégapole japonaise – Contes ») et l'autre délicieuse avec Jacqueline Halaba-Prébandier (« Le monde insolite des bibliothèques »)
- **expositions** : grâce à des présentations originales, la curiosité des lecteurs a été éveillée sur des thèmes aussi différents que la fantasy, la mythologie gréco-romaine, Embé et le commissaire Vaurient, le Japon, l'univers de Paola Crusoé, le travail de l'illustratrice Anne Crausaz sur les oiseaux, ou une sélection de dessins à propos des réfugiés climatiques. Les lecteurs ont eu aussi l'opportunité de parcourir chaque semaine de nouvelles listes de suggestions de lectures, des sélections d'auteurs ou des tables thématiques
- **les actions en partenariat** : pour la 5<sup>e</sup> année consécutive, Livres à l'eau est devenu un rendez-vous incontournable de l'été pour les Jurassiens, avec une belle météo et la complicité bienveillante et efficace de l'équipe du Centre sportif. En juin, la Bibliothèque municipale a participé à la 2<sup>e</sup> édition de Delémont'BD avec deux expositions, un espace jeunesse aux multiples activités, des rencontres et un concours. La Bibliothèque municipale a collaboré à la Semaine de la langue française (par le biais d'un jeu interactif), à la Semaine sans télévision (animations autour de la mythologie), à la soirée Halloween de l'Espace-Jeunes, à plusieurs prix littéraires (Enfantaisie et Chronos) et, enfin, a contribué à la récolte de livres pour une école en Afrique

## Publics, services et collections

L'actualisation de l'offre a été poursuivie aussi bien au niveau des collections (avec des nouveautés comme les comics, les mangas pour adultes et les DVD) qu'en matière de promotion (création d'une page Facebook et rédaction d'une newsletter mensuelle). Les relations avec le Réseau des bibliothèques jurassiennes et neuchâteloises ont franchi un niveau historique (10'259 documents échangés) et les lecteurs delémontains ont profité pleinement de la richesse de leurs collections. En 2016, les lecteurs ont emprunté, par l'intermédiaire de la Bibliothèque municipale, 5'784 documents aux bibliothèques jurassiennes et neuchâteloises (+ 11,1%). En parallèle, la Bibliothèque municipale a prêté 4'475 livres à ses partenaires institutionnels (+ 15,1%).

La Bibliothèque municipale a franchi pour la 3<sup>e</sup> fois de son histoire la barre des 50'000 visiteurs (52'244, +/- 0%), à savoir 25'344 à la Bibliothèque des adultes et 26'900 à la Bibliothèque des jeunes, ce qui correspond à plus de 4 fois la population de Delémont. Les bibliothécaires ont prêté 160'392 documents (233'124 en comptabilisant prêts et prolongations, + 0,5%). La Bibliothèque des jeunes a enregistré 100'000 documents prêtés (99'917 : - 2,5%, dû principalement à l'érosion des prêts de CD) et la Bibliothèque des adultes explose son record en dépassant, pour la 1<sup>ère</sup> fois, la barre des 60'000 prêts (60'475 : + 3,6%). Cette année très positive a permis d'accueillir 4'738 lecteurs actifs durant l'année

(+ 0,1%) : 2'377 lecteurs actifs à la Bibliothèque des adultes provenant de Delémont et de 120 autres localités, 2'361 lecteurs actifs à la Bibliothèque des jeunes provenant de Delémont et de 90 autres localités.

Enfin, la Bibliothèque municipale a acquis 4'070 documents (1'215 fictions, 550 documentaires, 979 albums, 869 bandes dessinées, 1 kamishibai (sorte de petit théâtre ambulant japonais), 26 livres audios, 39 compacts disques et 391 DVD) et elle est abonnée à 90 revues. Après une mise à jour des collections, la Bibliothèque possède désormais 60'478 documents et peut accéder à 5,3 millions de références bibliographiques par le biais du Réseau.

## **Equipe**

Malgré un calendrier bien rempli, l'équipe a pris le temps de parfaire ses compétences : initiation aux newsletters, formation en tant qu'expert aux examens et participation au Salon du livre et de la presse jeunesse à Montreuil. Les bibliothécaires se sont aussi engagés activement dans la formation (apprenties agentes en information documentaires), l'encadrement de stagiaires (écoliers et stagiaires linguistiques), la recherche (travail de bachelor) et l'expertise (examens pratiques en Suisse romande). Enfin, la Bibliothèque municipale a bénéficié d'un 30% de poste supplémentaire et, grâce à une modification des taux d'emploi au sein de l'équipe, elle a accueilli, dès le 1<sup>er</sup> août 2016, une nouvelle collaboratrice à 60% en la personne de Mme Valérie Bailat, bibliothécaire expérimentée.

## **Projets 2017**

En 2017, la Bibliothèque municipale continuera ses multiples actions de médiation culturelle autour du livre dans un esprit d'ouverture et de partenariat. La Bibliothèque supervisera un travail de bachelor sur l'offre numérique en bibliothèque municipale et elle participera aux différentes réflexions sur l'avenir des réseaux romands de bibliothèques (RBNJ et RERO). En complément, il est envisagé de poursuivre la réflexion en lien avec les locaux et les possibilités de disposer d'espaces d'animation et de lectures. La tendance actuelle est d'accorder plus de place à l'usager, ce qui contribue à faire de la bibliothèque un lieu de vie et permet de se distancier de l'image de la bibliothèque comme simple dépôt de livres. Il est essentiel de renforcer l'offre sous le signe du 3<sup>e</sup> lieu (en complément au domicile et au travail), un espace où chacun doit pouvoir se sentir chez soi, accueilli, et accéder librement aux informations.

### **3.5. Ludothèque**

#### **Introduction**

Le jeu est une alternative concrète aux écrans : on touche la matière, on se parle, on se rassemble. C'est un partenaire indissociable de l'apprentissage, une sorte d'ancrage de l'attention. C'est un allié de la communication, de la détente, de la rencontre. Le prêt de jeux est la vocation première de la Ludothèque qui s'active à créer et maintenir le lien avec les abonnés, les institutions et associations de la ville en ce qui concerne leurs activités ludiques. Les ludothécaires suivent les formations continues de la Fédération des Ludothèques Suisses et collaborent avec celles et ceux qui jouent régulièrement pour élargir leurs compétences en matière de conseils et pour la mise à jour permanente de l'offre du service. La Ludothèque s'associe aussi à ceux qui ont une relation privilégiée avec le monde des jeux et des jouets ce qui, cette année, l'a amenée à collaborer avec M. Francis Schindelholz, qui a mis à disposition une partie de sa collection de Wakouwas (jouets articulés en bois créés par le Suisse Walther Kourt Wals) pour une exposition dans la vitrine de la rue des Granges. Ici, le jouet devient le lien entre le passé et le présent, une sorte de transmission des émotions, de celles qui unissent les générations.

#### **Activités 2016**

Gestion des plus de 3'000 jeux mis à la disposition des abonnés et ouverture des locaux au public du mardi au vendredi après-midi, ainsi que les mercredi matin et en nocturne le vendredi jusqu'à 19h00. Le conditionnement des nouveaux jeux pour le prêt a été échelonné tout au long de l'année. En octobre, la Ludothèque a fermé ses portes durant 4 semaines pour cause de rénovations et de mise à jour de son éclairage qui, dorénavant, respecte les normes adaptées aux personnes malvoyantes. Le projet Ludothèque pour tous, chapeauté par la Fédération suisse des ludothèques, s'inscrit autant que possible dans les diverses actions menées durant l'année. La responsable a géré la rubrique « Ludo-Tic » publiée le mercredi dans *Le Quotidien Jurassien*. La mise à jour des compétences fait partie des activités des

ludothécaires, tout comme le suivi des séances de travail et la collaboration interservices. En 2016, l'accent a été mis sur la signalétique dans le but de faciliter le choix des jeux pour les usagers. Mme Christine Flury a réalisé son travail de certificat sur l'usage de la ludothèque pour les personnes allophones, ce qui a largement inspiré le concept. En mars, organisation d'un après-midi jeux dans le cadre de la Semaine sans télévision. En juillet, la Ludothèque a participé à Delémont'BD, en installant un coin détente dans la rue des Granges le samedi toute la journée. En août, organisation du troc de la Ludothèque sur le thème d'Alice au pays des merveilles. En septembre, mise à jour du programme informatique. En octobre, fermeture puis inauguration du premier étage rénové de la Ludothèque et animation pour Halloween. En novembre, matinée de formation pour les élèves OrTra : jouer avec les personnes âgées. En décembre, exposition de Wakouwas dans la vitrine, décorations de Noël dans les locaux.

### **Collaborations**

La Ludothèque a collaboré avec l'Espace-Jeunes, le CAFF, les CAD, l'Unité d'Accueil, des crèches jurassiennes, les ludothèques jurassiennes, des enseignants du primaire, du Collège, des écoles supérieures, l'Office des sports, le SAS, l'EFEJ, *Le Quotidien Jurassien*, la Fédération des Ludothèques Suisses (FLS) et des institutions pour personnes handicapées ou âgées de la région.

### **Les chiffres**

La Ludothèque gère 5 ouvertures publiques hebdomadaires avec 1,65 poste de travail / 3'378 fiches de jeux / 159 jours d'ouvertures en 2016 (188) / 975 familles inscrites (974), dont 525 à Delémont (- 4) / 11'762 jeux prêtés, soit 73,97 prêts en moyenne par jour (+ 8,39 par rapport à 2015).

\* \* \* \* \*



## 4. DEPARTEMENT DE L'ENERGIE ET DES EAUX

(Responsables : Mme Murielle Macchi-Berdar dès le 1<sup>er</sup> septembre 2016  
M. Jean-Yves Gentil, conseiller communal jusqu'au 31 août 2016)

### Préambule

Le Département de l'énergie et des eaux est en charge des Services industriels de Delémont (SID) et de la politique énergétique de la Ville, et les informations qui suivent démontrent son dynamisme.

#### 4.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département

##### Etat d'avancement des motions et postulats

L'état d'avancement des motions et postulats acceptés par le Conseil de Ville et qui concernent le département est le suivant :

Intervention	N°	Titre	Suivi
Motion	5.06/16	Contre l'interdiction d'autoconsommation électrique pour les lave-linges	Refusé

#### 4.2. Commission de l'énergie

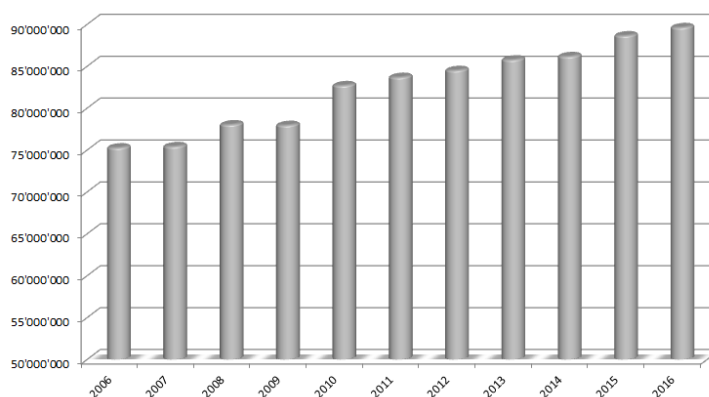
La Commission de l'énergie et des eaux, présidée par M. Christophe Günter, a tenu 4 séances, émis les préavis de sa compétence et traité les dossiers la concernant.

#### 4.3. Service de l'électricité

##### La distribution d'énergie

L'énergie nette distribuée sur le réseau des SID en 2016 est de 89'642'650 kWh (y compris la production renouvelable locale), soit une augmentation de 1,11% par rapport à 2015. La puissance maximum absorbée sur le réseau a été de 17'120 kW, le 29 février 2016 à 11h30, identique par rapport à 2015.

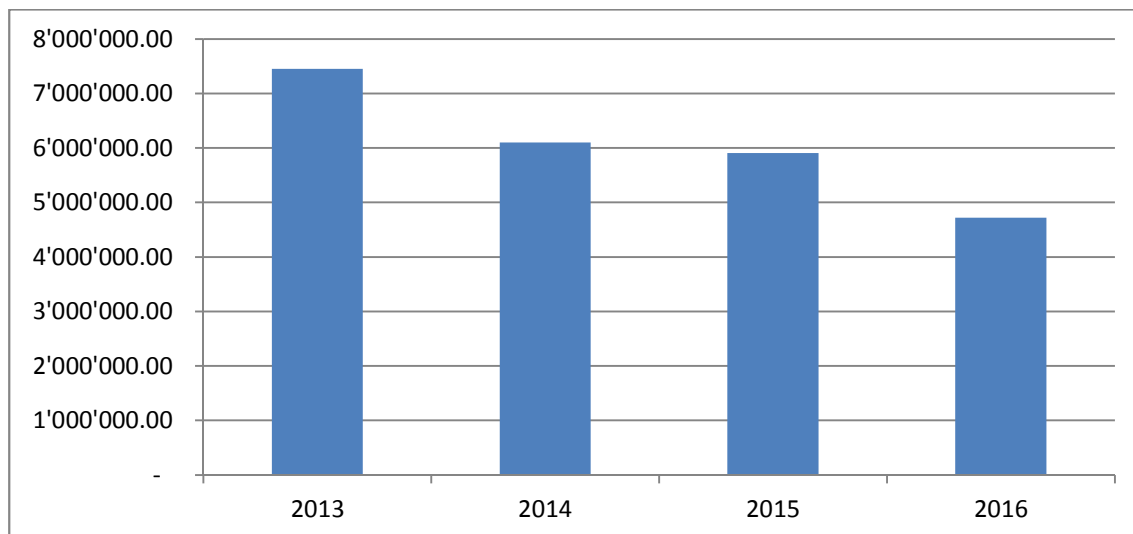
Evolution de la distribution d'énergie en kWh



### Les achats d'énergie par SACEN SA

SACEN SA a une fois de plus dépassé les résultats escomptés à sa création. Les achats d'électricité ont nettement diminué pour passer de Fr. 7'450'000.- en 2013, à Fr. 6'100'000.- en 2014, à Fr. 5'904'000.- en 2015 et à Fr. 4'720'000.- en 2016.

#### **Achats d'énergie des SID par SACEN SA en Fr.**



#### *Réduction de coûts d'achat d'énergie électrique dès la fondation de SACEN SA*

Pour mémoire, SACEN SA est une société appartenant à Courchapoix, La Neuveville, Nods, Plateau-de-Diesse, Saint-Imier, Tramelan, Moutier, Develier et Delémont, pour assurer leur approvisionnement électrique et commercialiser cette énergie auprès des clients finaux, dans un marché partiellement libéralisé pour les clients consommant plus de 100'000 kWh/an. Malgré une situation extrêmement tendue sur les marchés énergétiques (électricité, pétrole, charbon), les SID réussissent à fidéliser leurs clients en proposant des offres concurrentielles et attractives.

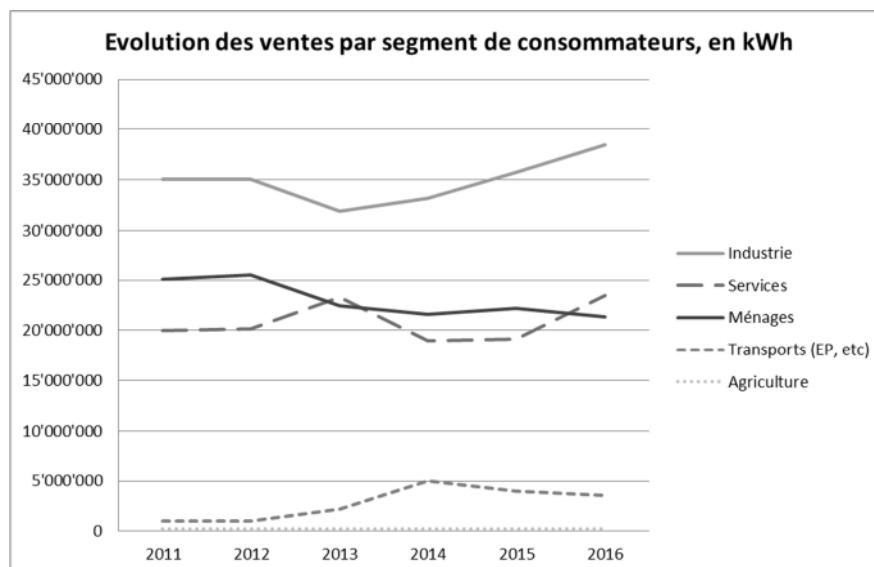
La direction et la comptabilité de SACEN SA sont assurées par le personnel des SID, via un mandat de prestations. Deux collaborateurs sont employés à plein temps par SACEN SA. Vu le développement des activités de SACEN SA, une collaboratrice administrative à 50% a été engagée en septembre 2016.

En plus des bons résultats sur les marchés, l'optimisation des coûts de la structure et la rigueur de gestion de SACEN SA a permis un remboursement d'environ Fr. 140'000.- sur l'exercice 2016 aux SID.

Le succès du modèle de SACEN SA s'est également révélé en 2016 par le fait que des clients industriels, hors des zones de desserte historiques des 9 communes, sont devenus clients de celles-ci grâce aux activités commerciales de SACEN SA.

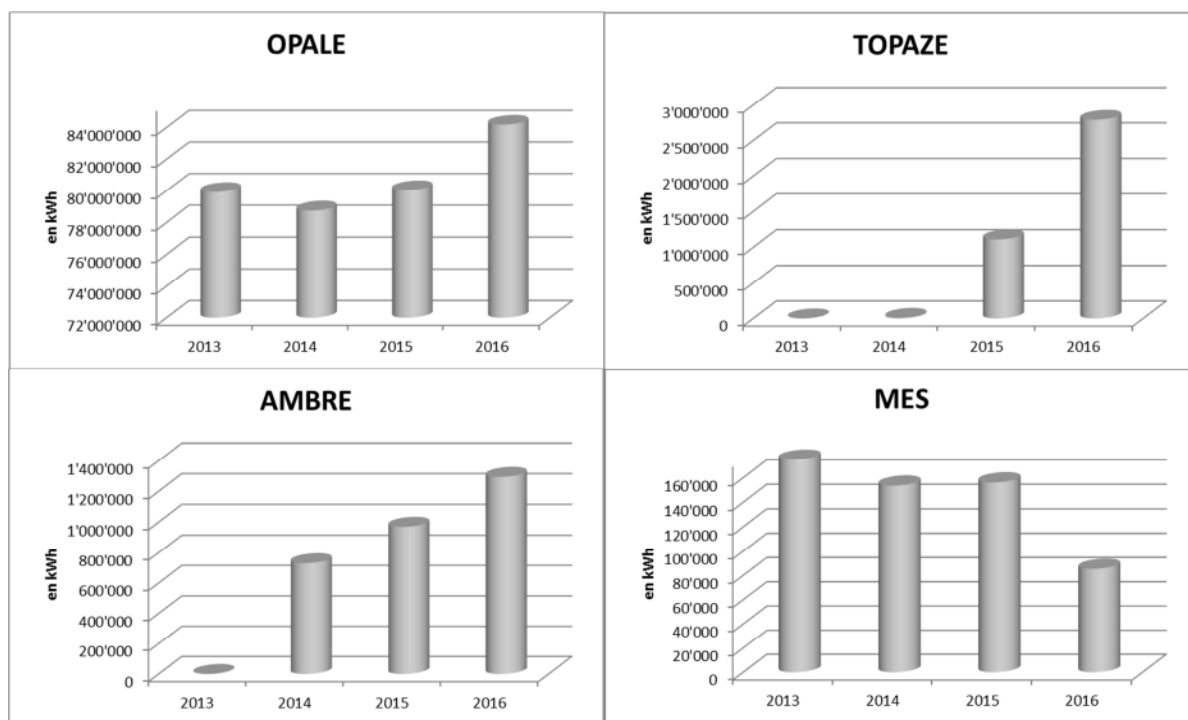
### Les ventes d'énergie

Ci-dessous, la répartition des ventes par segment de consommateurs :



Le total des ventes d'énergie électrique est de 87'058'143 kWh.

Voici le détail des ventes de l'énergie électrique selon les différentes compositions :



OPALE (composé d'hydraulique suisse) représente 84'180'836 kWh de vente (+ 5%)

TOPAZE (composé de solaire local et d'hydraulique suisse) représente 2'790'627 kWh (+ 151%)

MES (composé du mixte énergétique standard) représente 85'368 kWh (- 45%)

AMBRE (composé de solaire local, en complément) représente 1'014'131 kWh (+ 33%)

Les énergies renouvelables d'origines suisse et locale dépassent 99,8% des ventes à Delémont, ce qui est un réel succès au niveau national.

### Les prix

La politique de prix des SID est de vendre l'énergie sans marge bénéficiaire, ce qui représente un double avantage pour les clients. Premièrement sur le plan financier bien sûr, mais également sur le plan écologique puisque, étant financièrement désintéressés, les SID peuvent mener une politique active et cohérente dans le domaine du conseil énergétique, afin de diminuer la consommation. Il ressort du calcul des tarifs, effectué en 2015, que le prix de l'énergie électrique a diminué de près de 10% pour 2016. Toutefois, une faible augmentation des prix du réseau a été répercutée auprès des clients en raison de la hausse importante des coûts du réseau amont, en grande partie absorbée par la gestion efficace à long terme des SID dans le domaine des réseaux. Les taxes communales resteront stables et la taxe fédérale RPC a augmenté de manière importante.

### Les dérangements

En 2016, 4 pannes d'électricité ont eu lieu, dont une importante le 20 mai, lors de laquelle le secteur sud des voies, ainsi que le secteur gare, ont été coupés durant 13 minutes. Cette coupure est due à un déclenchement intempestif d'un disjoncteur MT lors des travaux de remplacement de deux lignes câblées MT. Une cabine de distribution a également pris feu suite à des infiltrations d'eau dans la distribution. Cette panne a affecté un quartier à la rue du Temple.

Les plans des visites systématiques et d'entretien des installations, mis en place depuis plus de dix ans, permettent de réaliser des travaux d'entretien standard plutôt que des réparations d'urgence. En ce qui concerne les équipements enterrés (dérivations, manchons, etc.), le contrôle n'est pas possible. Ces éléments sont à l'origine des 2 autres pannes recensées en 2016.

### L'éclairage public

La maintenance et l'optimisation de l'éclairage public en ville restent des tâches importantes assumées par les SID.

Le projet « Voie Lactée », qui a pour objectif le remplacement de plus de 1'600 sources lumineuses et pour lequel les SID ont lancé un appel d'offres, n'est pas entré en phase d'exécution durant le 2<sup>e</sup> semestre comme prévu. L'éclairage public se trouve actuellement dans une période de révolution technologique. Dans cette situation et étant dans une période d'opportunité, les SID ont pris le temps de l'analyse et ont opté, avec l'accord du Conseil communal, pour l'acquisition d'un système de télégestion nommé City Touch. Cette solution intégrera un module de communication sur les futurs nouveaux luminaires, qui permettra une gestion fine de l'éclairage public, notamment par l'optimisation de la consommation énergétique. Ce choix a pour conséquence du retard dans la phase d'exécution. Dès lors, le remplacement est prévu à partir du 1<sup>er</sup> semestre 2017. Delémont reste reconnue pour ses efforts importants en matière d'optimisation de l'éclairage public, notamment par tous les inventaires réalisés (photométrie, type d'ampoules, contrôles mécaniques, etc.). Les SID ont été invités à présenter leur concept à Lausanne dans le cadre du programme Suisse énergie pour les communes, le 22 novembre 2016, présentation qui a rencontré un vif succès.

Les SID ont aménagé en 2016 les premières installations dynamiques sur les parkings des Prés-Roses et sur celui situé à l'Ouest de la Patinoire. Cette technologie s'appuie sur la détection de mouvements par radar, l'éclairage s'allumant en fonction de la fréquentation des passants. Il n'est pas prévu d'étendre cette technologie à l'ensemble de l'éclairage public de la ville, en raison principalement de ses coûts importants et de la complexité des installations. A noter que les investissements dans l'éclairage public ont été réduits de 2011 à 2016, afin de créer les réserves nécessaires pour financer partiellement les travaux dès 2017.

Depuis 2008, l'énergie consommée par la Ville pour son éclairage public est constituée du produit OPALE, composé d'hydraulique suisse. Au titre d'exemplarité, une transition vers les énergies renouvelables locales a été entreprise dès 2014 par l'utilisation partielle du produit AMBRE.

### **Les principales réalisations dans le réseau électrique et l'éclairage public**

#### **Dans le réseau 16'000 V :**

- nouvelle station transformatrice « La Générale » assainissement ORNI de la station existante et installation de systèmes de relais protections contre terre
- nouvelle station transformatrice « Humard » pour répondre au développement industriel dans le secteur de la rue Saint-Randoald
- nouvelle station transformatrice Saint-Germain pour alimenter le nouveau centre médical à la route de Rossemaison
- mise en service des nouvelles installations MT à la sous-station de BKW à Courrendlin. La ville de Delémont possède désormais une cellule par ligne d'alimentation ce qui accroît, entre autre, la sécurité d'approvisionnement sur les secteurs Ouest et Sud de la ville
- remplacement de deux lignes moyenne tension, sur les quatre alimentations principales que possède la Ville, et celles reliant les stations transformatrices Borbet et Ecole-Normale, améliorant ainsi la sécurité d'approvisionnement de l'hôpital
- démontage de la station transformatrice « Pompage Rondez » qui se trouvait en zone de protection des eaux S1. Une nouvelle alimentation basse tension de 800m assure l'approvisionnement de la station de pompage. Démontage de la ligne aérienne 16kV traversant la zone de protection du Colliard
- finalisation et début du déploiement du concept de protection du réseau MT contre les défauts à la terre. Ce projet vise à améliorer la sécurité d'approvisionnement de la ville en localisant et isolant les potentiels défauts
- contrôles habituels des relais de protection primaire du réseau, des stations transformatrices et des prélèvements d'huile de transformateurs

#### **Dans le réseau 400 V :**

- environ 20 raccordements de nouvelles maisons familiales, immeubles, industries et autres
- assainissement BT à la rue du Progrès, démontage de 4 poteaux bois et réalisation d'un nouvel éclairage
- assainissement BT à la rue des Champois, démontage de 3 poteaux bois et réalisation d'un nouvel éclairage
- assainissements BT rues des Sels, des Pèlerins, des Moulins, des Prés Sud, Emile-Boéchat Ouest et au chemin du Creux-de-la-Terre
- pose de 3 armoires de distribution supplémentaires et remplacement de 3 distributions existantes
- développement du réseau de fibres optiques pour les SID et divers raccordements privés
- raccordements provisoires installés pour les chantiers et pour les nombreuses manifestations en ville

#### Dans le réseau d'éclairage public :

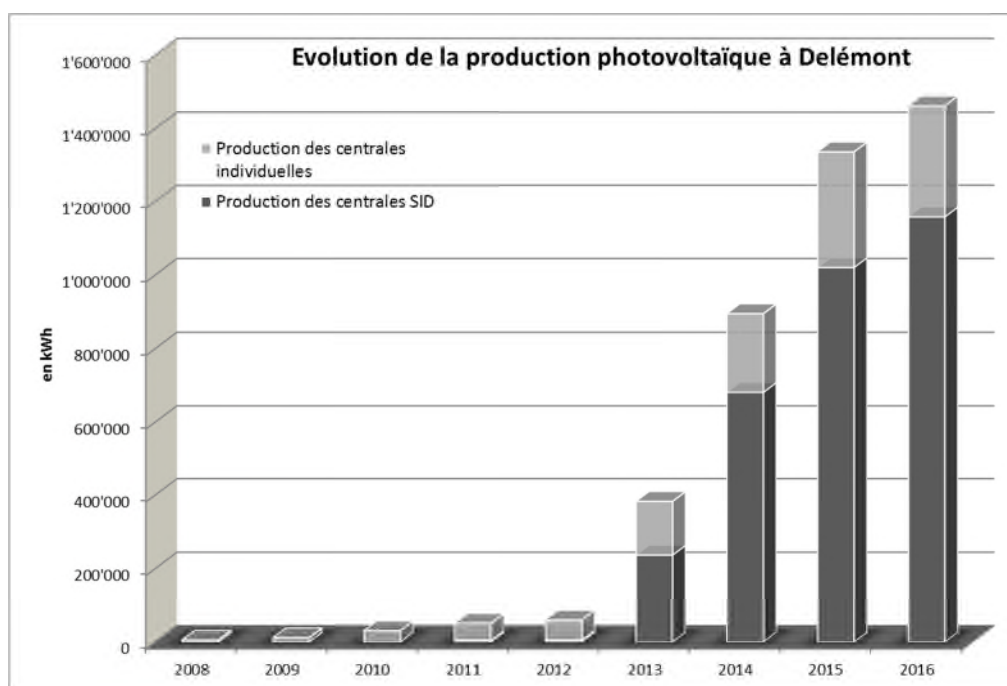
- réalisation de nouveaux éclairages LED : rue des Texerans, place de la Poste, route de Moutier
- nouvelles installations dynamiques LED des parkings Prés-Roses et rue de la Jeunesse (Patinoire Ouest)
- plus de 250 interventions de maintenance pour la réparation de luminaires défectueux et la pose de nouvelles décorations lumineuses de Noël dans les rues de la Vieille Ville et à l'avenue de la Gare

#### Divers :

- mouvement du personnel du Service électrique, engagement de 3 nouveaux collaborateurs pour remplacer des postes démissionnaires et départs en retraite

#### Production d'énergie :

- 7 installations photovoltaïques sont en services. Il n'y a pas eu de nouvelles installations en 2016. Deux nouvelles installations sont en projet sur les bâtiments de « La Régie » et de l'Ecole du Gros-Seuc. Elles seront réalisées en 2017 et viendront compléter les 6'100 m<sup>2</sup> de panneaux d'une puissance de 1'200 kW déjà en service
- la petite centrale hydroélectrique de la Grande-Ecluse a vécu des hauts et des bas. Avec un printemps pluvieux, les conditions hydriques ont été très favorables pour la production hydroélectrique. La production a atteint 415'000 kWh au 30 juin, soit les  $\frac{3}{4}$  de la production annuelle escomptée (550'000 kWh). Toutefois, suite à un été et un automne extrêmement secs, les productions ont pratiquement été nulles durant les 6 derniers mois de l'année. Au 31 décembre la production annuelle affichait 430'370 kWh, soit à peine 15'000 kWh de plus qu'au 30 juin. Les rendements de la centrale sont très satisfaisants puisqu'ils dépassent les valeurs attendues. D'un point de vue administratif, les discussions avec l'assurance au sujet des inondations subies durant le chantier sont en cours
- la production des installations photovoltaïques des SID a été de 1'157'953 kWh. Cette production supplémentaire est à mettre sur le compte des nouvelles installations 2015 qui ont fonctionné toute l'année 2016. A puissance égale, les conditions climatiques étaient moins favorables en 2016 qu'en 2015. Par exemple, la Patinoire a connu une diminution d'environ 8%
- la totalité de la production photovoltaïque et hydraulique (SID + installations privées) à Delémont a atteint 2,11% de la consommation totale de la ville, soit 1'892'591 kWh. La construction de grandes installations par les SID, avec une participation citoyenne au financement depuis 2013, continue de démontrer l'efficacité d'une politique menée de façon cohérente et avec une vision globale dans ce domaine
- en fonction de la progression des ventes des énergies locales TOPAZE et AMBRE, le parc photovoltaïque sera agrandi selon la planification globale réalisée. En cela, la campagne de promotion réalisée pour la première fois en 2015 est un succès puisque 10% des clients des SID ont choisi volontairement, et en toute connaissance de cause, le produit TOPAZE



#### 4.4. Service des eaux

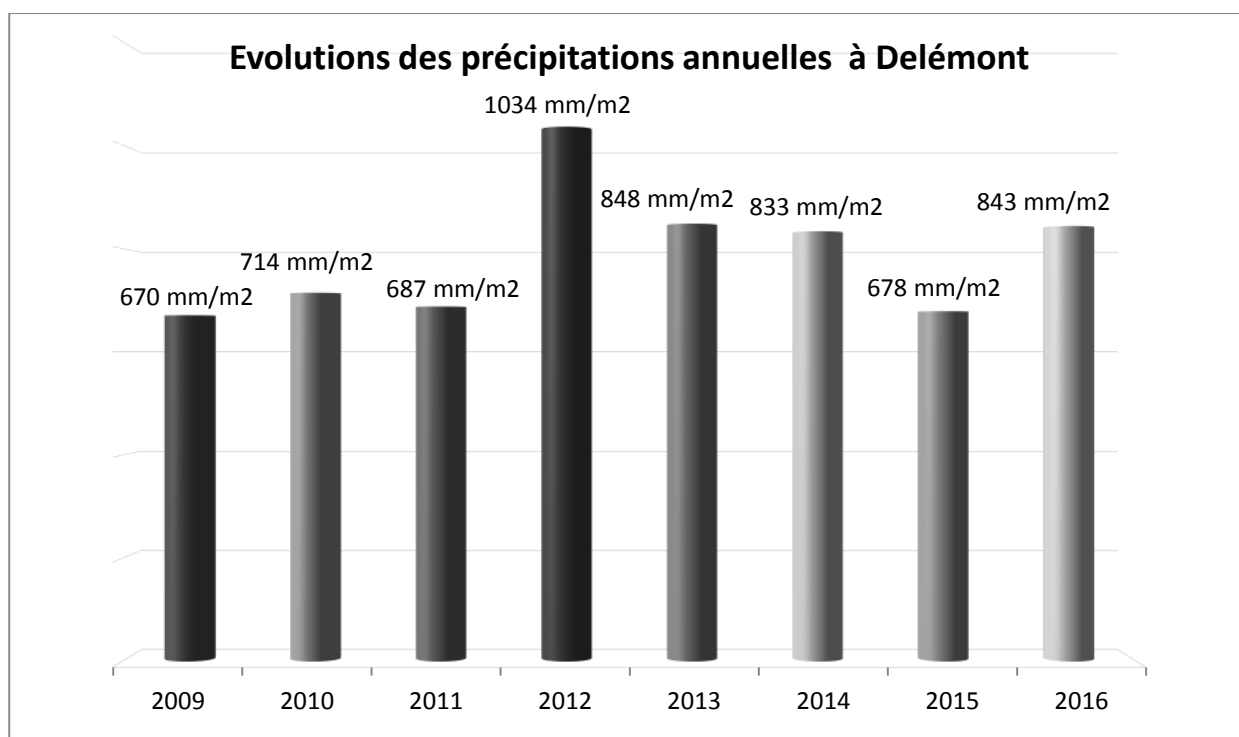
##### Météorologie

En 2016, la température en Suisse a dépassé la norme 1981-2010 de 0,7 degré. Ainsi, sur l'ensemble de la Suisse, 2016 fait partie des 10 années les plus chaudes depuis le début des mesures en 1864. L'année a débuté avec une douceur hivernale proche des records. Le Nord des Alpes a régionalement enregistré son premier semestre le plus pluvieux depuis le début des mesures. L'été n'est arrivé qu'en juillet, mais une chaleur inhabituelle s'est manifestée jusqu'en septembre. A la fin de l'année, à la suite de conditions anticycloniques persistantes avec une sécheresse record, le manque de neige en montagne a été frappant.

Le premier semestre 2016 fut très pluvieux, à la fin du mois de juin le cumul des précipitations représentait déjà plus de 70% des précipitations annuelles. Malgré les fortes précipitations du premier semestre, et avec seulement 239 mm/m<sup>2</sup> de précipitations pour la deuxième moitié de l'année, les réserves d'eau dans les karsts ont fortement diminué ce qui a eu pour conséquence une forte diminution des débits des sources. Pour exemple, la source de Develier enregistrait un débit moyen de 276 l/min à la fin décembre alors que pour une année dite « normale » son débit moyen est de 1200 l/min à la même période.

Le manque de précipitations dans le deuxième semestre de l'année a mis une pression hydrique durant les trois derniers mois de l'année. Les réserves de secours et une gestion minutieuse des ressources ont permis d'éviter de justesse de prononcer des restrictions d'eau.

Le graphique ci-dessous représente les précipitations sur Delémont pour les 8 dernières années :



Le total du cumul des précipitations en 2016 est tout à fait normal, le problème venant de leur irrégularité. Effectivement, on distingue sur le graphique que les trois quarts des précipitations annuelles se sont déversées durant les six premiers mois de l'année. Cet élément est à mettre en évidence, car ce phénomène devient de plus en plus récurrent et a pour conséquence de mettre à forte contribution les réserves situées dans les karsts et les nappes phréatiques. La moyenne annuelle n'est donc pas le seul indicateur à prendre en compte pour analyser les ressources hydriques disponibles.

##### Statistiques

Adduction d'eau	en 2015(m <sup>3</sup> )	en 2016 (m <sup>3</sup> )	% sur total 2016
La Doux	565'000	568'500	47
Develier	502'000	480'000	40
Rondez I	20'000	62'000	5
Rondez II	52'000	10'500	1
Forages	176'000	83'000	7
<b>Total</b>	<b>1'315'000</b>	<b>1'204'000</b>	<b>100</b>

Les chiffres ci-dessus illustrent l'importance des sources de la Doux et de Develier en matière de ressource d'eau potable pour Delémont. A noter que, sur le premier semestre, les sources ont été exploitées à plein régime. Durant la deuxième partie de l'année, le peu de précipitations a fortement diminué le débit des sources. Ce stress hydrique a nécessité d'exploiter les réserves de secours, soit la nappe des Rondez et les forages à grande profondeur.

Total de l'eau vendue dans le réseau :	996'507m <sup>3</sup>
Total des ventes à des tiers (Rossemaison, Soyhières) :	20'139 m <sup>3</sup>
Consommation des fontaines (estimation selon jaugeage) :	60'000 m <sup>3</sup>

### **Interventions**

Le réseau de distribution d'eau potable totalise près de 100 km de conduites, 606 hydrants et 2'485 raccordements privés. Afin de maintenir ce patrimoine en bon état de fonctionnement, de nombreux travaux d'assainissement, de viabilisation et de maintenance ont eu lieu en 2016.

### **Les principales réalisations**

- Assainissement de la rue Emile-Boéchat
- Assainissement de la route de Moutier
- Assainissement de la rue des Sels
- Assainissement de la rue des Tilleuls
- Assainissement entre la rue des Pinsons et la rue Emile-Boéchat
- Construction de la chambre de comptage de la conduite de liaison avec Moutier
- Remplacement de 50 compteurs d'eau

### **Fuites d'eau**

Le nombre de fuites enregistré sur le réseau d'eau durant l'année 2016 est de 79 unités, 25 sur les branchements privés et 54 sur le réseau public. L'augmentation de 25% du nombre de ruptures de conduites est liée principalement à la sécheresse. Malgré le grand nombre de ruptures de conduites, le taux de perte, y compris l'eau non comptée, est de 12%. Si l'on considère l'eau consommée par les services publics (défense incendie et travaux publics) et l'eau vendue forfaitairement pour les chantiers, le taux de perte réelle est aux alentours de 10%, ce qui situe la ville de Delémont en dessous de la moyenne nationale qui est de 13%. La mise en place d'un logiciel de pré-localisation des fuites et le suivi minutieux des débits des réseaux sont liés à ce bon résultat.

### **Qualité de l'eau**

En Suisse, les normes légales sont définies dans le Manuel suisse des denrées alimentaires, qui indique les critères de qualité applicables à l'eau. La législation fédérale sur les denrées alimentaires définit de manière très précise les exigences élevées auxquelles la qualité de l'eau potable doit satisfaire.

Afin de respecter ces exigences, et suite à la fermeture du Laboratoire cantonal, les analyses ont été confiées à un laboratoire indépendant de la place, qui a malheureusement cessé son activité en fin d'année. Ces problèmes liés à la fermeture des deux laboratoires situés sur le territoire de la ville ont nécessité pour le service de trouver des solutions de remplacement. Malgré ces soucis organisationnels, l'eau a été contrôlée conformément à la législation en vigueur et toutes les analyses étaient conformes. L'eau du réseau est d'excellente qualité et parfaitement potable.

### **Collaborations intercommunales**

En matière de collaborations intercommunales, Delémont distribue de l'eau potable aux communes voisines de Develier, Soyhières et Rossemaison, ainsi qu'au Service des eaux de Courtételle-Courfaivre.

Les SID sont intervenus à 50 reprises dans différentes communes pour effectuer des travaux de recherche de fuites. Sur le territoire de Courrendlin, une quinzaine de réparations de fuites d'eau ont été effectuées.

En fin d'année un contrat de partenariat a été signé avec la Commune de Rossemaison. Ce contrat entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et, à partir de cette date, les SID géreront la partie technique du réseau d'eau de Rossemaison.

L'interconnexion avec Moutier est en cours de réalisation, une grande partie des travaux étant exécutée. La mise en service définitive nécessite encore la réalisation d'un tronçon de conduite. Un horizon réaliste laisse espérer une fin des travaux vers 2017-2018.

## Groupe Nicaragua, centime de l'eau

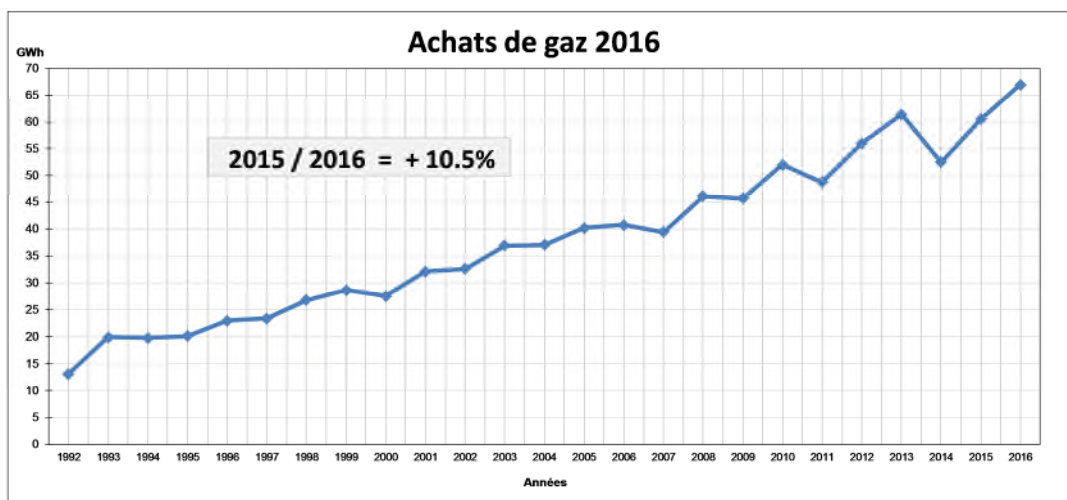
Conformément à l'arrêté fixant le tarif de l'eau, et selon l'accord qui lie la Municipalité de Delémont et le Groupe Nicaragua, les SID ont versé à ce dernier la somme de Fr. 10'000.-, qui correspond à une contribution d'un centime par m<sup>3</sup> distribué à Delémont.

### 4.5. Service du gaz

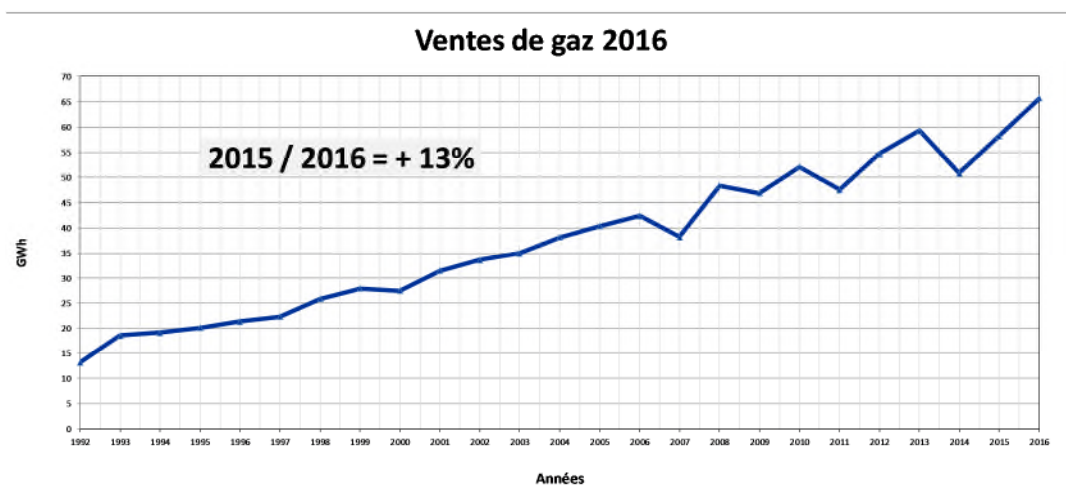
Ce chapitre s'appuie sur un extrait du rapport de gestion de RégioGaz SA en cours de réalisation. La synchronisation complète des deux rapports n'est pas possible vu les échéanciers respectifs de ces documents.

La fourniture du gaz naturel s'est faite sans incident et sans aucune interruption durant l'exercice écoulé. Le gaz naturel a bénéficié de conditions tarifaires plutôt favorables en 2016. Le porte-monnaie de l'ensemble de la clientèle a ainsi profité d'une situation propice du marché mondial de gaz naturel. L'offre était supérieure à la demande, cette situation permet d'exercer une pression sur les prix, ce phénomène est encore renforcé par une industrie au ralenti.

Les achats de gaz naturel ont atteint un nouveau record avec près de 67'000'000 de kWh, le volume des ventes a progressé de 13% par rapport à 2015, pour atteindre un total annuel de 65'708'160 kWh, cette différence étant provoquée par un décalage des relevés des compteurs.



Années	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Delémont	13.17	19.98	19.82	20.16	23.00	23.45	26.84	28.70	27.61	32.17	32.67	36.96	37.09	40.19	40.74	39.44	46.07	45.65	52.01	48.73	56.03	61.45	52.51	60.56	66.97



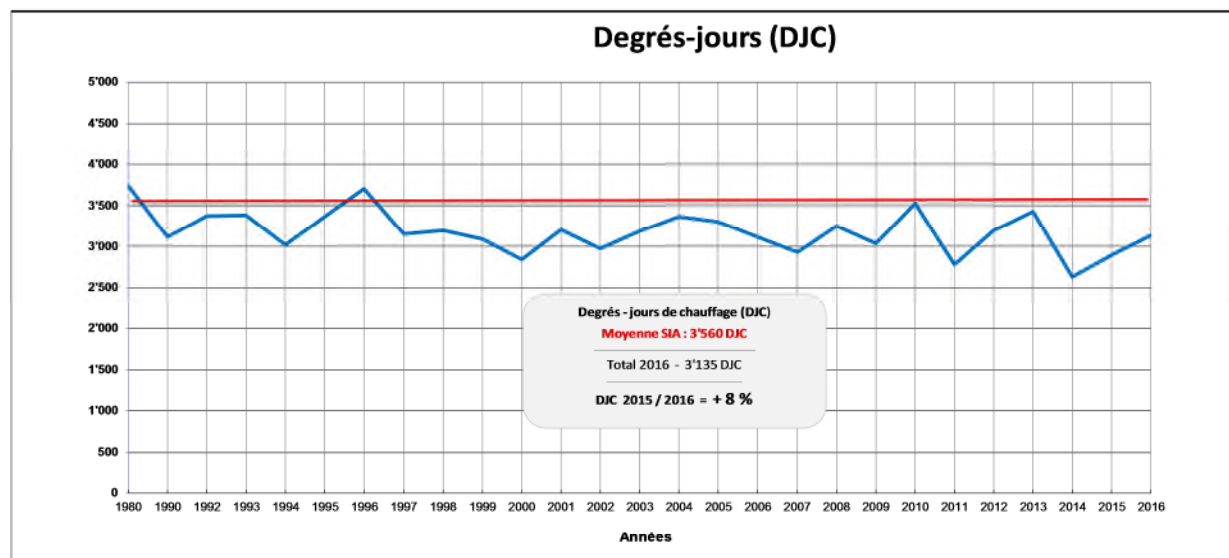
Année	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Delémont	13.17	18.51	19.10	20.10	21.33	22.32	25.87	27.96	27.49	31.50	33.62	34.93	38.17	40.40	42.41	38.26	48.35	46.92	52.09	47.53	54.66	59.30	50.84	58.21	65.71

Dès 2011, volume corrigé : k



Les résultats financiers sont considérés comme excellents, les recettes étant nettement supérieures aux prévisions. Les charges de fonctionnement sont totalement maîtrisées et les investissements ramenés au strict minimum, le réseau historique étant assaini à hauteur de 98%. Ce bon résultat va permettre de couvrir l'ensemble des charges d'exploitation et d'effectuer les amortissements budgétisés.

L'année qui vient de s'achever a été la plus chaude que la Terre ait connue depuis l'an 1880, accompagnée d'un pic de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Malgré cela, les degrés-jours de chauffage dans la région ont augmenté de 8% environ, donc des températures légèrement plus fraîches que l'année précédente. La progression des ventes de gaz naturel est pour une grande partie le fruit de l'arrivée de nouveaux clients.

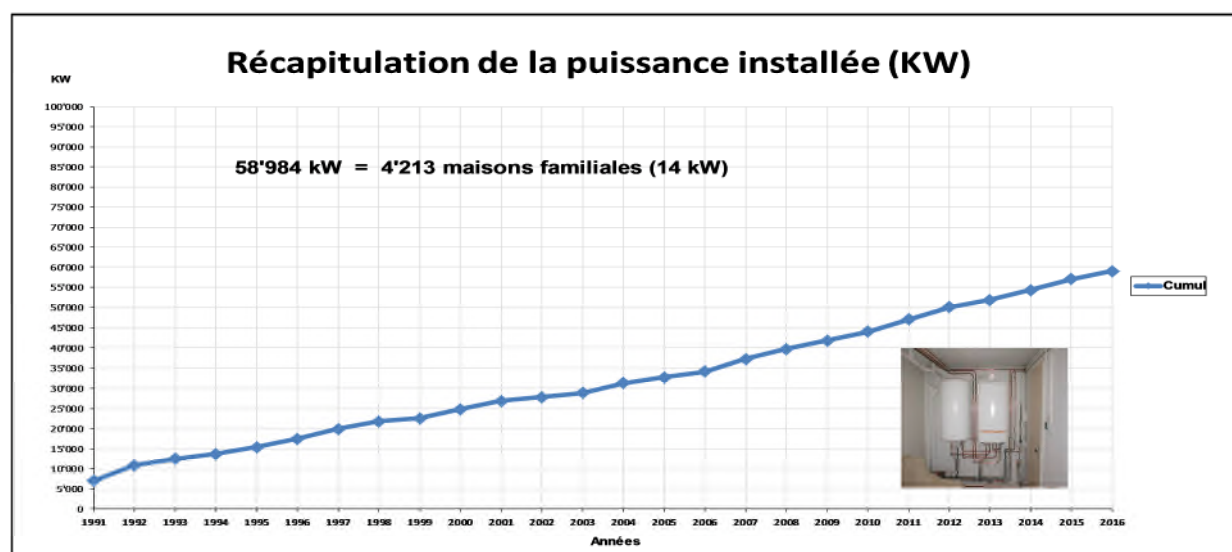


Années	1980	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Degrés-jours (DJC)	3742	3'121	3'376	3'385	3'023	3'370	3'708	3'155	3'203	3'093	2'842	3'208	2'974	3'191	3'370	3'303	3'121	2'933	3'256	3'041	3'525	2'782	3'198	3'432	2'630	2'901	3'135
Indices 100% à 3'560 DJC - SIA	105	87	94	95	84	94	104	88	89	86	79	90	83	89	94	92	87	82	91	85	99	79	89	96	74	81	88

RégioGaz a engagé durant toute l'année des démarches commerciales très ciblées, plus de 150 propriétaires d'immeubles ont été contactés. Des informations spécifiques ont été adressées aux corporations professionnelles en lien avec les activités de RégioGaz pour leur rappeler l'efficacité des appareils fonctionnant au gaz naturel, ses nombreuses applications et ses possibilités de mise en œuvre lors du remplacement d'une chaudière à mazout.

Près de 30 nouveaux raccordements au réseau ont été réalisés, s'y ajoutent plus d'une vingtaine de branchements existants mis en service. La densification se poursuit.

RégioGaz a mis sur pied une manifestation grand public, les visiteurs pouvaient à cette occasion tester toute une flotte de véhicules à gaz, mais également découvrir des appareils modernes et novateurs sur l'expo-mobile déployée pour l'occasion durant 3 jours.



	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Délemt	7000.0	3'829.2	1'588.9	1'229.3	1'723.6	2'133.3	2'398.5	1'918.6	771.5	2'226.0	2'083.1	961.2	1'009.3	2'426.6	1'496.4	1'370.0	3'113.4	2'499.9	2'042.1	2'202.2	3'004.0	3'001.8	1'840.0	2'394.5	2'727.2	1'993.0
Cumul	7000	10'829	12'418	13'647	15'371	17'504	19'903	21'821	22'593	24'819	26'902	27'863	28'873	31'299	32'796	34'166	37'279	39'779	41'821	44'023	47'027	50'029	51'869	54'263	56'991	58'984

La conversion des installations de chauffage à mazout et électriques par du gaz naturel reste une priorité. Aujourd'hui, plus de 1'300 immeubles sont chauffés à partir du gaz naturel, sur les 2'700 que compte la ville. Plus de 3'200 logements sont chauffés à partir du gaz naturel.

Remplacer son chauffage à mazout ou électrique par une chaudière modulante à condensation fonctionnant au naturel/biogaz reste la manière la plus économique de réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>. La filière énergétique doit être prise en considération de bout en bout, comprenant la fabrication des appareils, les installations, la production et son démantèlement, pour disposer d'un bilan environnemental objectif.

L'arrivée prochaine sur le marché d'une nouvelle chaudière thermodynamique, primée lors du COP21 à Paris, devrait permettre de bousculer les standards habituels. Ce générateur apportera une alternative à la pompe à chaleur électrique classique, avec de sérieuses économies à la clef.

Le recours au gaz naturel a permis de réduire les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> à Delémont d'environ 7'000 tonnes, en se substituant au mazout. Grâce à une combustion propre, le gaz naturel limite aussi massivement les émissions de polluants et de microparticules, ces dernières étant devenues une source d'inquiétude pour les milieux de la santé.

L'industrie gazière suisse a élaboré toute une série de règles visant à faciliter l'accès de tiers aux réseaux hautes et moyennes pressions, avec un seuil fixé à 150 Nm<sup>3</sup>/h. Consciente des limites du modèle « NEMO » et des pressions exercées par les milieux industriels et par la COMCO, la branche gazière, en collaboration avec l'OFEN, prépare l'ouverture du marché du gaz pour 2022 au plus tôt.

Les réseaux de gaz sont un patrimoine important, il est indispensable de les préserver. Le gaz naturel s'inscrit comme énergie de transition et accompagne une stratégie de développement durable. L'injection dans les réseaux de biogaz, d'hydrogène, ainsi que le gaz issu de la transformation du CO<sub>2</sub>, offrent des perspectives nouvelles aux infrastructures gazières.

L'hydrogène est d'ailleurs fortement pressenti pour la mobilité de demain. Lors du Forum de Davos, une place importante a été consacrée au développement de cette énergie, cette technologie évitant l'encombrement et le transport de lourdes batteries. Le recours au lithium pour la production de batteries, et son épuisement prévisible, risquent de poser de sérieux problèmes à moyen terme.

### **Stratégie énergétique cantonale 2035**

A l'heure actuelle, la stratégie énergétique 2050 de la Confédération n'est toujours pas validée, le peuple suisse est invité à se prononcer sur cet objet en mai 2017. En décembre 2015, le Parlement jurassien a adopté sa nouvelle loi cantonale sur l'énergie, les ordonnances d'applications sont déjà sur la table au moment de la rédaction de ce rapport.

Les activités gazières sont soumises à de fortes contraintes, la législation cantonale impose aux propriétaires toute une série de mesures. Par la même occasion, tout un panel de subventions sont proposées pour l'assainissement des bâtiments et la mise en place de générateur de chaleur fonctionnant aux énergies renouvelables.

Dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs contenus dans sa CDE, la ville commence à convertir ses chauffages au mazout vers des installations au gaz naturel ou aux énergies renouvelables. Elle laisse une place conséquente pour le développement du gaz naturel dans une stratégie de densification. De son côté le gaz naturel doit faire face à la concurrence du mazout et au soutien politique apporté aux énergies renouvelables.

### **Nouveaux clients et densification du réseau**

La densification du réseau s'est poursuivie en 2016, plusieurs propriétaires ont profité de leur branchement au réseau de distribution réalisés ces dernières années pour assainir leur chauffage et ainsi passer au gaz naturel.

La puissance installée en 2016 est de l'ordre de 2'000 kW, ce qui correspond au chauffage de 150 maisons familiales. Avec 55 nouvelles installations et une puissance cumulée du parc d'appareils de 59 MW, soit l'équivalent au chauffage de plus de 4'213 maisons familiales.

La puissance nouvellement installée pour le secteur domestique est équivalente à l'année dernière. On compte parmi les grandes installations le bâtiment principal de la Poste, l'immeuble de la Brasserie 22, l'immeuble locatif route de Moutier 89 et ceux de la Bâloise à la rue des Tourterelles.

La charge de travail pour le personnel technique a été très soutenue durant l'exercice écoulé ; au total, plus de 3'800 m de conduites ont été mis en place pour le renouvellement des réseaux et pour leur extension.

## **Conseil d'administration et assemblée générale de Régiogaz SA**

Le départ du président, M. Jean-Yves Gentil, du Conseil d'administration de la société a mis à contribution M. Marc Hänni, vice-président. Ce dernier a conduit à satisfaction et avec dynamisme la société Régiogaz durant tout le premier semestre. M. Hänni a présidé la 20<sup>e</sup> assemblée générale ordinaire du 29 juin et, à cette occasion, la société a pris congé de Mme Schindelholz, secrétaire, qui, après avoir passé plus de 20 ans au service de Régiogaz, a pris une retraite dûment méritée. Trois mois plus tard, l'assemblée générale extraordinaire mise sur pied à cet effet a élu une nouvelle présidente en la personne de Mme Murielle Macchi-Berdat, conseillère communale.

Durant l'exercice écoulé le Conseil d'administration a été appelé à se prononcer sur les changements à apporter aux barèmes tarifaires. Il s'est également penché sur la problématique découlant de l'arrivée dans le périmètre de distribution d'un client éligible et a défini la méthode de décompte de charges entre ses différents partenaires communaux. Un avenant à la convention d'actionnaires fixe le cadre et le mode de rétribution de Régiogaz pour ce type de client.

La réflexion souhaitée de longue date sur le réseau régional 5 bars a été lancée. Elle a pour but de déterminer le montant du timbre de ce niveau de réseau et de fixer une juste rétribution des différents propriétaires.

Les communes actionnaires de Régiogaz SA ont été appelées à se prononcer sur la politique énergétique qu'elles entendent mener sur le plan communal et la place réservée au gaz naturel sur leur territoire. Ce sujet a suscité des débats animés du fait des contraintes contenues dans la stratégie 2050 du Conseil fédéral et dans les objectifs de la Conception directrice de l'énergie de la ville de Delémont, qui répond à cette stratégie fédérale.

Le ralentissement déjà constaté en 2015 dans la construction se confirme en 2016. En dépit de cela, le patrimoine bâti reste en pleine mutation et offre de nouvelles opportunités pour le gaz naturel. On constate toutefois une certaine fébrilité des propriétaires à investir.

## **4.6. Système d'information du territoire (SIT)**

L'année 2016 a été marquée par le départ à la retraite de M. Jacques Dubois, après 13 années passées au sein des SID. Il a été remplacé par M. Claude Fleury, qui s'est rapidement adapté à sa nouvelle mission ainsi qu'aux outils informatiques utilisés par le SIT.

### **Prestations fournies par le SIT**

#### **Service des eaux**

Le service a effectué des tâches de relevés et d'implantations pour les projets réalisés sur le territoire communal, ainsi que des adaptations des logiciels en lien avec la gestion du réseau.

#### **Service électrique**

Le travail du SIT s'est concentré sur la mise à jour de la connectique dans les stations transformatrices, ainsi que dans les buffets de distribution.

#### **Service de l'urbanisme de l'environnement et des travaux publics**

Pour faciliter la gestion des arbres sur le territoire de la commune le SIT, en collaboration avec UETP, a identifié les besoins et mis en production un logiciel de gestion des surfaces vertes.

#### **REGIOGAZ / SEDE**

Diverses mises à jour des plans d'ensemble ont été effectuées. La qualité des plans a été améliorée par des contrôles ponctuels effectués sur des éléments du réseau de distribution de gaz.

#### **Veille technologique**

Durant l'année, les solutions mobiles proposées par les partenaires ont été testées et des corrections y ont été apportées.

## **4.7. Service gestion et finances**

Durant l'année 2016, le Service gestion et finances a consolidé les projets suivants :

- élaboration et suivi du contrôle de gestion par l'envoi mensuel d'un reporting présentant les dépenses générales du service et permettant un suivi budgétaire de chacune des rubriques concernées, ainsi que d'un tableau de bord de suivi financier trimestriel
- mise en place d'un suivi financier pour le contrôle des coûts de production des installations de production afin de garantir la rentabilité de chacune de ces installations

- internalisation du processus de calcul des tarifs 2016 de l'électricité, en collaboration avec SACEN SA et le Service clients
- élaboration du « Reporting File » destiné à l'EICom et confirmant les calculs de prix de l'électricité pour l'année 2016, répondant ainsi aux exigences légales fixées par le législateur fédéral
- système e-facture avec l'augmentation constante du nombre de clients inscrits (plus de 550)
- renforcement de la collaboration avec l'Office de recouvrement externe ORC pour le recouvrement des créances en souffrance
- remboursements et paiements des intérêts liés aux prêts citoyens, octroyés pour les centrales de production d'énergie renouvelable
- consolidation du module de suivi des immobilisations (investissements) mis en place dans le logiciel comptable (Pro Concept)
- participation des SID au Datenpool de l'AES, qui compare les coûts et prix de plusieurs GRD et distributeurs d'énergie de Suisse en vue de la régulation sunshine du marché de l'électricité
- suivi administratif et comptable de SACEN SA, avec comptabilisation de tous les mouvements y relatifs jusqu'au bouclage de l'exercice comptable, y compris approvisionnement énergétique pour les neuf communes partenaires
- à noter que malgré une longue période d'absence, le responsable finances et gestion a assuré toutes ses activités avec le soutien des collaborateurs des SID

#### **4.8. Service clients**

##### **Principaux projets menés en 2015**

- Mise en place de la communication auprès des clients (campagne de l'été, subventions, journal *Delémont.ch*, etc.)
- Suivi de la réalisation d'une étude sur les attentes des habitants face à la mise en œuvre des mesures du Plan directeur de l'énergie, dans le cadre du travail de Bachelor HEG de Mme Elodie Dick
- Gestion des données des clients qui font valoir leur accès au marché ou des changements de fournisseurs
- Gestion administrative et suivi des données des producteurs d'énergies renouvelables
- Organisation de la journée d'inauguration de la centrale hydroélectrique de la Grande-Ecluse
- Suivi des procédures liées à l'OIBT et mise à jour des données
- Participation à la mise en place des groupes de travail pour l'harmonisation des bases de données interservices
- Analyse de donnée et participation à la reprise d'informations entre NEST/ISE et le REGBL et les habitants (LARIX)
- Mise à jour et contrôle de données dans NEST/ISE
- Participation à la mise à jour des programmes et modules de gestion informatique dédiés aux SID
- Participation à la mise en place de la release 2016 de NEST/ISE et formation du personnel
- Mise en place de processus CRM et d'activités dans NEST/ISE (suivi de la commercialisation des bornes de recharges, suivi des thermographies, processus de mutation, etc.) et intégration du module des modèles de factures diverses

#### **4.9. Comité opérationnel (ComOp) de La Charte**

En 2016, le Comité opérationnel (ComOp) de la Charte s'est réuni à 3 reprises, afin de travailler selon les objectifs fixés par le Comité stratégique, de discuter et d'informer sur les tâches qui incombent à chaque service, et de relayer l'information d'approvisionnement et de commercialisation de SACEN au sein des 9 communes membres de la Charte.

L'année a été marquée par une analyse sur la pérennisation du calcul du timbre au sein de la Charte, ainsi que sur les possibilités de collaboration à l'interne en cas de besoins urgents d'aide chez une commune partenaire.

Le Comité stratégique (CS) s'est aussi réuni à 3 reprises au cours de l'année 2016.

#### **4.10. Politique énergétique**

La collaboration intercommunale avec Porrentruy et Fontenais (les autres Cités de l'énergie jurassiennes) s'est poursuivie dans le cadre de la convention 2016 à 2019.

De nouveaux projets communs ont été mis sur pied : l'évaluation pilote de systèmes prédictifs pour le chauffage des bâtiments communaux et une campagne de promotion des certificats énergétiques cantonaux des bâtiments CECB®Plus. Le suivi des bâtiments par energo® s'est poursuivi et a été mené en synergie tout au long de l'année. Le projet Enerschool s'est terminé dans chacune des communes. Une conférence de presse a été organisée en mars au Collège de Delémont, afin de présenter une exposition interactive clôturant trois années d'expériences dans le cadre de cette action de sensibilisation. Cette manifestation a rencontré un vif succès.

Dans le cadre du processus de certification « Région de l'énergie » de l'agglomération de Delémont, un comité opérationnel a été mis sur pied. Les Services industriels y représentent la Commune et apportent leur soutien technique au projet.

Les relations intercommunales étroites qui ont été établies dans le cadre du programme Energie du Réseau des villes de l'Arc jurassien (RVAJ), dont la Commission politique du Programme Energie est présidée par Mme Murielle Macchi-Berdat, conseillère communale, ont été renouvelées pour la période 2016-2019. Le RVAJ regroupe les communes d'Orbe, de Neuchâtel, du Locle, de Saint-Imier, de Tramelan, de Bienne, de Moutier, de Sainte-Croix, de Porrentruy et de Delémont.

L'année 2016 a été marquée par un nouvel audit Cité de l'énergie, qui s'est déroulé durant le premier semestre. La séance de restitution des ateliers de présentation a eu lieu le 1<sup>er</sup> mars, le rapport a été remis fin mai à la commission du label et l'audit s'est déroulé le 7 juin. Le label eea®GOLD a été renouvelé avec succès et remis aux représentants de la Commune le 17 octobre, lors de la Journée de l'énergie à Lucerne.

La Planification énergétique territoriale (PET) comprenant une Conception directrice de l'énergie (CDE), ainsi qu'un Plan directeur de l'énergie (PDE), a été ratifiée par le Conseil communal en septembre 2016. Sa traduction dans le Règlement communal des constructions (RCC) a été élaborée.

### **Développement territorial**

- Finalisation du Plan directeur de l'énergie, consultation cantonale et validation par la Section énergie en juillet, ratification de l'ensemble de la Planification énergétique territoriale par les Autorités en septembre
- Rédaction des articles concernant l'énergie du Règlement communal de constructions
- Etude et mise à jour des données de chauffages dans l'ensemble des bâtiments du territoire communal. Se reporter au projet RegBL pour plus d'informations
- Suivi de différents projets de construction sur le territoire quant à leur approvisionnement énergétique (Ecoquartier Gros-Seuc, Projet Le Ticle CREA)

### **Bâtiments et installations communaux**

- Suivi du contrat avec l'association energo® pour l'optimisation énergétique des bâtiments communaux ; coordination du projet pédagogique Enerschool, une classe pilote du collège bénéficiant de ce programme
- Suivi de la comptabilité énergétique des bâtiments communaux et réalisation de statistiques de consommation annuelle, basées sur les relevés hebdomadaires
- Projet d'assainissement énergétique du système de chauffage des bâtiments de la rue de la Jeunesse 26 et 28
- Pour les autres actions, se reporter aux informations figurant dans le chapitre correspondant du Département de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics
- Poursuite du processus d'assainissement de l'éclairage public

### **Approvisionnement**

- Electricité d'origine suisse et 100% renouvelable à Delémont, et développement de produits d'énergie renouvelable locale TOPAZE et AMBRE
- Développement des énergies renouvelables (inauguration de la centrale hydroélectrique Grande-Ecluse et installations solaires photovoltaïques)
- Programme e-help pour l'industrie (diagnostic énergétique)
- Remplacement de vieux transformateurs

### **Mobilité**

- Suivi du contrat Moblity carsharing
- Diverses actions figurant dans les informations du chapitre correspondant du Département de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics
- Achat de véhicules électriques

## **Organisation interne**

- Mise à jour du Plan d'action communal en matière de politique énergétique, dans le cadre du réaudit Cité de l'énergie
- Réorganisation du fonctionnement de la Délégation intercommunale à l'énergie avec les communes de Delémont et Porrentruy avec la création de deux comités : opérationnel et stratégique

## **Communication et coopération**

- Mise sur pied d'un nouveau programme de subventions dans le domaine du bâtiment (installation de panneaux solaires thermiques, changement de pompes de circulation, substitution des chauffages fossiles et électriques, CECB@Plus, thermographie) et pour la mobilité électrique (véhicules électriques et bornes de recharge)
- Mise à jour de la fiche de présentation « Cité de l'énergie » de Delémont et conférence de presse pour annoncer le renouvellement du label eea@GOLD
- Sensibilisation des utilisateurs des bâtiments communaux par l'élaboration de fiches de bons gestes à acquérir
- *Delémont.ch*, articles d'information réguliers dans la rubrique « Coin de la mandataire »

## **4.11. Considérations finales**

La stratégie énergétique 2050 de la Confédération sera soumise au vote populaire en 2017. L'ordonnance cantonale sur l'énergie a été validée par le Gouvernement en décembre 2016 avec entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2017. La Conception directrice de l'énergie de la Commune, réalisée par les SID dans le cadre de la révision du Plan d'aménagement local, est en parfaite adéquation avec ces stratégies. Un règlement communal sur l'énergie, basé sur l'ordonnance cantonale, devra être soumis à l'approbation du Conseil de Ville. En attendant, de nombreuses actions concrètes, parfois reconnues au niveau national, sont réalisées dans le cadre de la politique énergétique de la Ville. Le Label Cité de l'énergie eea@GOLD est venu couronner ces efforts pour la troisième fois en 2016, après 2007 et 2011.

De son côté, l'Agglomération (AggloD) a pris son destin en main et travaille actuellement sur sa labellisation « Région de l'Energie ». Elle devrait normalement être obtenue à l'horizon 2018.

Toutes ces stratégies visent à réduire les agents fossiles et la consommation d'énergie en général. Les objectifs de la COP21 et de la société à 2000W pourront être atteints si les mesures prévues sont mises en application. Des réflexions de fond devront être menées ces prochaines années dans ce contexte et celui de l'ouverture totale du marché de l'électricité, qui tarde à venir, et celui du marché du gaz, annoncé à l'horizon 2020.

Cet avenir énergétique continue d'être suivi avec attention par les SID. L'année 2016 démontre une fois de plus que les orientations stratégiques prises par les Autorités communales ces dernières années pour s'adapter à ce nouvel environnement portent leurs fruits. La formation continue, parfois pointue, du personnel des SID est très certainement une clef importante de ce résultat. Le diplôme obtenu brillamment par le chef de service, M. Michel Hirtzlin, dans le cadre de son travail de diplôme à l'Université de Saint-Gall en mars 2016, symbolise l'investissement du personnel des SID dans l'accomplissement de ses missions et les défis relevés au quotidien.

SACEN SA est un outil efficace de cette orientation stratégique. Son modèle d'affaires a permis de démontrer qu'il assurera la pérennité des services publics sur les marchés libéralisés. 2016 aura vu la création du concept de recharge dédié à la mobilité électrique Smotion au profit des réseaux publics et des solutions privées.

Le Service des eaux a poursuivi ses travaux d'interconnexion avec Moutier via l'A16, mais subit un retard désagréable dû à un seul propriétaire foncier. Vu le stress hydrique toujours plus important que subissent les réseaux de distribution d'eau potable, cette interconnexion devient urgente. Les travaux majeurs, planifiés tant d'un point de vue technique que budgétaire selon le PGAE, et la coordination des travaux routiers communaux, assureront la distribution d'eau potable en ville de Delémont à long terme, sans devoir toucher au prix de l'or bleu, entre 500 et 1'000 fois moins cher – et avec un impact sur l'environnement environ 1'000 fois moins grand – que l'eau en bouteille.

Une fois de plus, la disponibilité, la flexibilité et l'esprit qui animent le personnel du Département de l'énergie et des eaux sont à saluer. Grâce à lui, et avec la confiance renouvelée des Autorités de la Ville, toutes ces réalisations et ce bilan ont été possibles. Un remerciement particulier va à M. Jean-Yves Gentil pour son investissement durant son mandat de conseiller communal en charge du Département de l'énergie et des eaux, jusqu'en août 2016.

\* \* \* \* \*

## **5. DEPARTEMENT DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS**

---

(Responsable : Mme Françoise Collarin, conseillère communale)

### **Préambule**

L'année 2016 a été marquée, comme les précédentes, par la poursuite et la concrétisation des nombreux projets lancés lors de la législature 2009-2012. Les efforts consentis par le Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics (UETP) ont permis à la ville de Delémont de poursuivre un développement réjouissant, en particulier dans les domaines de l'habitat, de l'économie et des loisirs. En termes de marketing urbain, deux récompenses importantes ont été reçues en 2016, qui sont le résultat des efforts conséquents menés ces dernières années : le Prix « Flux, nœud de correspondance d'or » pour l'ensemble des travaux de la place de la Gare et de la Gare routière, et le label « Cité de l'énergie Gold », décerné aux SID, pour lequel une partie des actions est sous la responsabilité du Service UETP. Si la démographie a peu évolué, en fonction de la conjoncture et des flux migratoires moins importants, comme ailleurs en Suisse, le développement s'est poursuivi avec la construction de près de 56 nouveaux logements : ce niveau est ainsi retombé à un seuil « normal » qui devrait notamment permettre d'éviter une croissance du nombre de logements vacants, resté stable en 2016 à 1,81%.

Les pages suivantes présentent, de manière très détaillée, l'état d'avancement des dossiers en cours. Parmi les principaux projets réalisés, avec la participation active du Service UETP, figurent notamment dans les chapitres ci-dessous : la poursuite des travaux et des études du projet « Delémont marée basse », en particulier sur le secteur « Morépont amont » ; la fin des travaux de la nouvelle Gare routière ; la révision du PAL (Plan d'aménagement local) ; « Delémont, Cap sur 2030 » avec l'adoption du nouveau Plan directeur communal par le Conseil communal le 13 juin 2016 et son approbation par le Canton le 14 juillet 2016 ; le nouveau Plan de zones et Règlement communal sur les constructions ont par ailleurs été mis en consultation et envoyés au Canton pour examen préalable ; la suite des études en vue de la réalisation du projet d'écoquartier « EUROPAN 9 – Gros-Seuc », afin de réaliser les équipements en particulier, et le dépôt public de la demande générale de permis, pour la réalisation des 7 premiers immeubles comprenant plus de 280 logements ; la première étape d'assainissement des faux-plafonds du Collège afin d'éliminer l'amiante existant ; la participation à la réalisation de la Mandchourie destinée à accueillir la Maison de l'Enfance ; la demande de plusieurs crédits destinés au développement économique (achat de terrain pour des projets futurs), à l'entretien et à l'assainissement du patrimoine, immobilier et routier, à l'entretien et à la réalisation de places de parc notamment ; la poursuite de l'analyse globale de la gestion des déchets, en coordination avec les projets régionaux du SEOD, afin de rechercher des mesures de rationalisation et d'économie ; la fin des travaux du nouveau Campus tertiaire Strate J inauguré le 24 septembre 2016, en même temps que la nouvelle Gare routière ; la suite des études du projet « Le Ticle – Théâtre du Jura », deux projets emblématiques pour le développement urbanistique de Delémont.

A cela s'ajoutent naturellement toute la gestion de la Voirie, des permis de construire, des transports publics et des objets liés au patrimoine immobilier (bâtiments et terrains communaux), routes et trottoirs (routes de Moutier, de Rossemaison, rue Emile-Boéchat notamment), canalisations, cours d'eau, environnement, affichage public et enseignes, entre autres. Il faut aussi relever le travail très important qui se fait dans le cadre du projet d'agglomération (suivi et réalisation des mesures, mise au net du nouveau Plan directeur régional, finalisation du programme 3<sup>e</sup> génération qui a été envoyé à la Confédération en fin d'année).

Le Service UETP a par ailleurs participé activement à l'élaboration de 30 messages et questions écrites, et aux réponses à près de 60% des interventions qui ont été discutées au Conseil de Ville.

### **Objectifs du service et situation à fin 2016**

Le Service UETP a poursuivi sa mission principale, « l'aide au projet au service du développement durable ». Celle-ci se décline, dans tous les domaines de compétences, au travers de quatre objectifs principaux : faire mieux connaître les intentions de la Ville, en informant et en intervenant en amont des projets publics et privés ; prendre l'initiative de la négociation et de la recherche de solutions afin d'accompagner au mieux les promoteurs privés qui développent des projets sur Delémont ; montrer l'exemple lorsque la Commune est maître d'ouvrage (bâtiments communaux, routes, cours d'eau, etc.) ; informer et associer les personnes et milieux concernés sur les projets et les prestations réalisées (processus participatifs en place notamment pour « Delémont marée basse », la révision du PAL, la démarche menée avec le réseau Vieille Ville, les places de jeux et le Cras-des-Fourches – charte adoptée en 2016).

L'année 2016 a fait l'objet de la cinquième série officielle des entretiens de collaboration. Cette démarche s'est déroulée de manière très positive et a permis, entre autres, de mieux associer le personnel à la réalisation des objectifs fixés par les Autorités communales.

### **Evaluation des besoins du service**

Les besoins du Service UETP sont régulièrement évalués afin de donner les moyens nécessaires à la réalisation des prestations de service public. Grâce aux crédits-cadre (notamment routes, canalisations, bâtiments, énergie, véhicules de la Voirie) et aux crédits spéciaux votés, les niveaux minimums nécessaires pour l'entretien du patrimoine communal ont été atteints, afin d'éviter une détérioration et de garantir le maintien de sa valeur, voire l'augmenter dans la mesure du possible.

Les très nombreux projets en cours, les nouveaux dossiers et les nouvelles tâches attribuées au Service UETP ont imposé le maintien des moyens humains et financiers supplémentaires accordés dans les domaines les plus sollicités (cours d'eau, canalisations – PGEE, gestion des déchets, bâtiments communaux, projet d'agglomération, aménagement du territoire et urbanisme, mobilité). L'appui de ressources externes devrait permettre de poursuivre la réalisation des prestations du Service UETP. Le choix de travailler par mandat, ou avec des postes de chargé de mission, a été privilégié afin de disposer des meilleures compétences au bon moment et garder toute marge de manœuvre pour l'avenir, en fonction du volume des tâches du service.

Avec plus de 1'000 habitants supplémentaires depuis 2009, et l'augmentation des tâches liées au projet d'agglomération et aux nouvelles exigences légales, il devient toutefois nécessaire d'envisager l'augmentation permanente des ressources humaines du Service UETP par la création de postes, en particulier à la Voirie, si des mesures d'économies et de rationalisation ne sont pas mises en place dans la gestion des déchets en particulier (projets de déchetterie régionale, écopoints et moloks en particulier). Le bureau technique du service devra également être renforcé : la « double casquette » de chef de service et aménagiste-urbaniste communal impose un renforcement des ressources, étant donné les heures supplémentaires excessives constatées depuis plusieurs années. Les postes de chargé de mission, comme aménagiste-urbaniste et appui au domaine « Nature et paysage », mis en place dans le cadre de la révision du PAL, devront ainsi être maintenus pour les pérenniser. Un rapport sur les besoins du Service UETP a été soumis au Conseil communal en 2016, afin que les dotations nécessaires lui soient octroyées, ce qui a conduit à une adaptation du budget de fonctionnement 2017.

## **5.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département**

### **Etat d'avancement des motions et postulats**

Seuls les motions et postulats qui ont connu un développement (études ou mise en œuvre) ou qui ont été acceptés en 2016 sont ici présentés. Leur état d'avancement est le suivant :

<b>Intervention</b>	<b>N°</b>	<b>Titre</b>	<b>Suivi</b>
Postulat	4.04/10	Circulation à vélo en ville	Le Plan directeur communal de la mobilité douce a été finalisé. Le prochain crédit-cadre est en préparation.
Postulat	4.06/10	Place de jeux : combler les lacunes	Conformément au Plan directeur des places de jeux et selon le crédit-cadre voté, quelques jeux ont été changés ; la place de jeux « Mexique Ouest » a été en grande partie réalisée.
Postulat	4.08/10	Modification du règlement sur les constructions – nouvelle version	Le nouveau Règlement communal sur les constructions a été mis au point et en consultation en 2016.
Postulat	4.10/11	Collecte des déchets	L'analyse du fonctionnement du système de collecte de la Ville se poursuit afin de rechercher des solutions de rationalisation et des économies, en synergie avec les projets régionaux du SEOD.
Motion	5.03/13	Sécurité des enfants	Une étude globale des passages piétons prioritaires a été réalisée en 2014. Les mesures sur les passages piétons les plus prioritaires se poursuivent, conformément au crédit-cadre voté.



Motion	5.09/13	Des places de jeux dignes de ce nom sans attendre	Conformément au Plan directeur des places de jeux et selon le crédit-cadre voté, quelques jeux ont été changés ; la place de jeux « Mexique Ouest » a été en grande partie réalisée.
Motion	5.15/13	Des passages piétons accessibles à tous	Une étude globale des passages piétons prioritaires a été réalisée en 2014. Les mesures sur les passages piétons les plus prioritaires se poursuivent, conformément au crédit-cadre voté.
Motion	5.01/15	Restaurer et entretenir l'allée d'arbres du chemin de Domont	Plan de renouvellement mis au point, en collaboration avec la Bourgeoisie et l'Office cantonal de l'environnement. Ce plan est progressivement mis en œuvre avec la Bourgeoisie selon les modalités et les priorités définies.
Motion	5.17/15	Coulée verte et mobilité douce : du Centre-ville à la Vieille Ville en passant par le CREA	Les mesures de planification nécessaires ont été intégrées dans le PAL et les projets de construction et de réaménagement des espaces publics et privés concernés.
Postulat	4.01/15	Pour une attraction touristique locale « d'envergure internationale » !	Les travaux sont prévus en 2017.
Postulat	4.12/15	Pour un lieu de détente estival éphémère dans les jardins du Château	L'étude sera reprise en lien avec la libération des locaux de l'Orangerie.
Postulat	4.13/15	Panneaux lumineux indiquant, en temps réel, le nombre de places de stationnement disponibles dans les différents parkings de Delémont	L'étude est en cours. Une demande de crédit et les autorisations des propriétaires concernés devront être obtenus si les Autorités communales entendent réaliser les travaux nécessaires.
Postulat	4.14/15	Partager la rue de la Mandchourie entre tous les usagers	L'étude a été réalisée avec l'appui de bureaux spécialisés. Les modifications éventuelles seront réalisées sous réserve des autorisations et du crédit qui sera demandé en 2017.
Postulat	4.15/15	Passage sous-voie de la gare : réduire le sentiment d'insécurité	L'étude des mesures d'amélioration est en cours, en collaboration avec les CFF qui ne sont pas disposés à faire des investissements importants. Cas échéant, une demande de crédit sera nécessaire.
Motion	5.01/16	Mise en œuvre du PAL : pour une information régulière au Conseil de Ville	La mise en place d'un monitoring du nouveau PAL « Delémont, cap sur 2030 » est prévue, conformément à la demande.
Motion	5.03/16	Une mesure urgente pour faciliter l'accès et la sortie à la rue de la Jeunesse	La mesure a été mise en place. Des travaux plus importants sont prévus en 2017.
Motion	5.08/16	Auprès de mon arbre...	Mesure mise en œuvre progressivement, dès 2017, avec la plantation de 5 nouveaux arbres/an.
Motion	5.14/16	Limiter le trafic de transit par les routes de desserte	La première mesure demandée, sur la rue du Temple, a fait l'objet d'un dépôt public qui a suscité des oppositions. Le traitement est en cours.
Motion	5.15/16	Pour une gestion durable du patrimoine foncier	La demande est en cours de traitement, avec l'appui d'un notaire.
Motion	5.16/16	Rambarde du Cras-du-Moulin	Les travaux sont prévus début 2017.
Motion	5.17/16	Mise en place d'une solution provisoire pour l'accès de la passerelle de Morépoint avant son remplacement prévu en 2020-2022	La recherche de solution est en cours.

Postulat	4.07/16	Delémont, une ville zéro pesticides : c'est possible !	La mise en œuvre des mesures qui peuvent être prises se fera progressivement.
Postulat	4.10/16	Pour une Vieille Ville qui vit	L'étude se poursuit dans le cadre de la stratégie de valorisation de la Vieille Ville. Le projet « Vieille Ville Plus » sera lancé en 2017.

## 5.2. **Etat général d'avancement des principaux projets décidés par le Conseil de Ville et le Corps électoral**

L'état d'avancement des principaux projets décidés par le Conseil de Ville et le Corps électoral et qui concernent le Service UETP est le suivant :

<b>Projets en cours (votés jusqu'à fin 2016)</b>	<b>L'état des dépenses est en principe celui inscrit au plan financier du budget 2017</b>
« Delémont marée basse » – crédit-cadre (Fr. 15'000'000.-)	Les études et les travaux se poursuivent, conformément à la planification retenue. A fin 2016, les dépenses engagées s'élèvent à Fr. 8'700'000.- environ (dépense brute).
Travaux d'assainissement et de rénovation à l'Hôtel de Ville et aux immeubles de la rue de l'Hôpital 31-33-35 (Fr. 1'295'000.-)	En cours, Fr. 150'000.- encore à disposition. Les travaux restant concernent la rénovation des appartements de la rue de l'Hôpital 31-33-35 et sont planifiés en 2017.
Crédit-cadre de Fr. 1'110'000.- pour l'aménagement final de la rue Victor-Helg et la réalisation des liaisons avec les rues Saint-Sébastien, Saint-Maurice et Saint-Henri	En cours, Fr. 810'000.- environ dépensés. Les derniers travaux concernent l'aménagement d'un giratoire.
Crédit de Fr. 1'680'000.- pour la réalisation des mesures liées au plan d'alarme « crues de la Sorne »	En cours, Fr. 300'000.- encore à disposition. Solde des travaux en 2017.
Crédit-cadre global de Fr. 5'300'000.-, dont une part communale de Fr. 1'539'000.- après déduction des parts de la Confédération, du Canton et de l'agglomération, pour le réaménagement de la Gare routière et la réalisation d'une vélostation dans le cadre du projet d'agglomération de Delémont	Les travaux de la Gare routière sont terminés mis à part quelques finitions de détail. La nouvelle Gare routière a été inaugurée en 2016. Le crédit est maîtrisé.
Crédit d'étude de Fr. 160'000.- pour la réalisation d'un Plan directeur des rues du centre-gare et l'établissement du projet et du devis du réaménagement de l'avenue de la Gare (étape 1 liée au projet d'agglomération)	Les études du projet sont en cours avec un groupe d'accompagnement représentant tous les milieux concernés (démarche participative). Une procédure d'information et de participation reste à faire, certainement pas avant 2018, vu la charge de travail du Service UETP.
Autorisation de vente de 6'330 m <sup>2</sup> du feuillet communal N° 5242 sis au Voirnet en vue de la réalisation de 40 appartements pour un montant de Fr. 1'772'400.-	La seconde étape d'une quarantaine de logements est en cours et sera terminée en 2017. Au total, plus de 90 logements seront ainsi construits.
Plan général d'évacuation des eaux : crédit-cadre 2013-2017 de Fr. 1'700'000.- pour l'assainissement du réseau de canalisation des eaux usées et adaptation de l'émolument annuel d'utilisation	Les travaux d'assainissement sont en cours. Fr. 725'000.- environ dépensés.
Crédit-cadre 2012-2016 de Fr. 1'000'000.- pour le renouvellement de canalisations d'eaux usées	Les travaux d'assainissement sont en cours. Fr. 800'000.- environ dépensés.

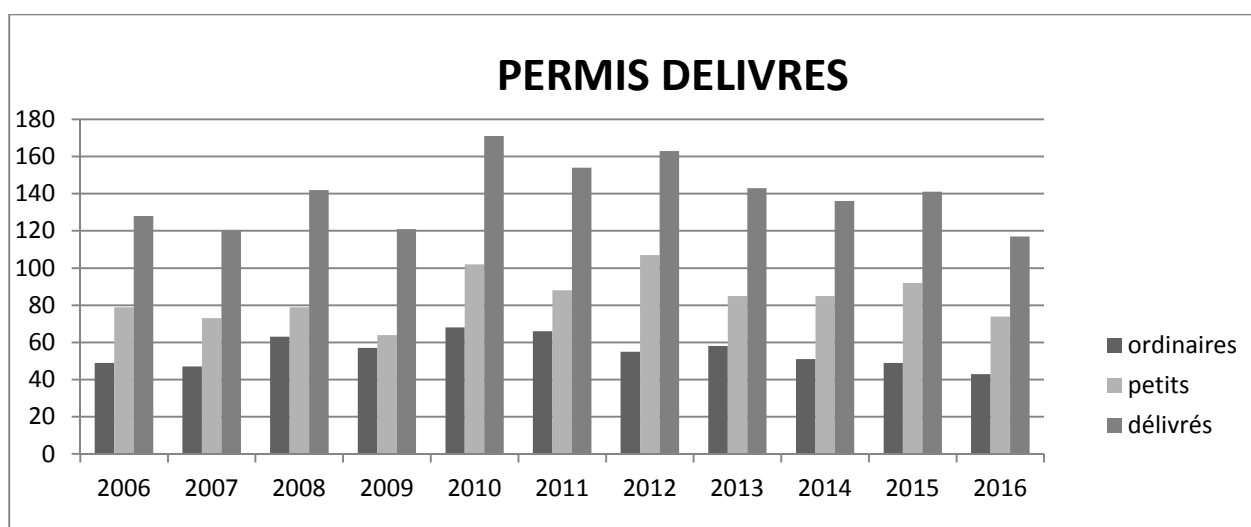
Autorisation de vente de 5'026 m <sup>2</sup> du feuillet communal N° 5233 sis à la gare CFF Est en vue de la réalisation du futur Campus HE pour un montant de Fr. 1'422'231.-	Les travaux ont été terminés en 2016. Le Campus Strate J a été inauguré.
Crédit-cadre 2014-2018 de Fr. 1'500'000.- pour divers assainissements énergétiques dans les bâtiments communaux	Les travaux sont en cours. Fr. 700'000.- environ dépensés.
Crédit-cadre 2013-2017 de Fr. 365'000.- pour le renouvellement et la construction de nouvelles places de jeux	Quelques nouveaux jeux ont été posés et la place « Mexique Ouest » a été en grande partie réalisée. Fr. 115'000.- environ dépensés.
Delémont marée basse – Adoption du plan spécial obligatoire N° 75 « Centre aval et Morépoint amont »	Les travaux sont en cours.
Adoption du plan spécial obligatoire N° 74 « EUROPAN 9 – Gros-Seuc » : projet d'écoquartier en vue de la réalisation de plus de 300 logements au cœur de la ville de Delémont	Un crédit d'étude a été voté en 2016. Un crédit d'investissement est prévu en 2017 pour la part communale des équipements.
Crédit-cadre 2013-2017 de Fr. 1'800'000.- pour l'entretien et l'adaptation des installations du Centre sportif de la Blancherie	Les travaux se poursuivent. Fr. 1'200'000.- environ dépensés.
Delémont, Cap sur 2030 : crédit de Fr. 725'000.- pour la révision du Plan d'aménagement local	La majeure partie des études ont été finalisées, qui ont permis la réalisation de la Conception directrice du PAL et son adoption par le Conseil de Ville le 1 <sup>er</sup> juin 2015, élaborée en étroite collaboration avec le GAPAL, les partis politiques et tous les milieux concernés. Le nouveau Plan directeur communal a été adopté et approuvé en 2016. Le nouveau Plan de zones et Règlement communal sur les constructions ont été mis en consultation en 2016.
Crédit-cadre de Fr. 650'000.- pour le remplacement et l'achat de véhicules pour le Service UETP – Voirie	Les derniers véhicules ont été achetés en 2016. La somme totale a été dépensée.
Règlement communal sur la vidéosurveillance	Le règlement a été accepté en 2014. Les premières installations ont été réalisées.
Crédit de Fr. 1'850'000.- pour le réaménagement de la route de Moutier (UETP + SID)	La première étape, qui était la principale, a été réalisée le long du Campus Strate J. Fr. 960'000.- environ dépensés.
Crédit de Fr. 1'790'000.- pour le réaménagement de la route de Rossemaison entre 2014 et 2017 (UETP + SID)	Les travaux sont terminés. Le crédit est respecté.
Crédit-cadre 2015-2019 de Fr. 950'000.- pour la sécurisation des passages piétons prioritaires (UETP + SID)	Les premiers travaux ont été réalisés en 2016. Fr. 300'000.- environ dépensés. Ils se poursuivront selon les priorités définies.
Crédit-cadre de Fr. 1'850'000.- pour l'assainissement du bruit routier entre 2015 et 2019 (aménagements de surface)	La rue des Moulins a été assainie. Fr. 450'000.- environ dépensés. Le second chantier sera celui de la rue du Vieux-Château, sur 2016-2017.
Crédit-cadre de Fr. 1'780'100.- HT pour l'assainissement des réseaux souterrains (PGEE, eau potable, électricité, gaz naturel, éclairage public) dans le cadre de l'assainissement du bruit routier entre 2015 et 2019	La rue des Moulins a été assainie. Fr. 30'000.- environ dépensés. Le second chantier sera celui de la rue du Vieux-Château, sur 2016-2017.
Rapport de juin 2013-avril 2015 du Conseil communal au Conseil de Ville concernant le projet « Delémont marée basse » - aménagements de la Sorne et de ses abords	Le prochain rapport sera présenté à fin 2017.

Crédit d'étude de Fr. 130'000.- pour les passerelles sur la Sorne du Collège, du Haut-Fourneau et de Morépont et pour le parc urbain en lien avec le projet « Delémont marée basse »	Le concours a été réalisé et a permis de retenir le projet qui est en cours de réalisation. Le crédit d'investissement a été accepté par le Conseil de Ville en 2016 et les travaux sont en cours.
Crédit de Fr. 470'000.- pour l'achat de la parcelle N° 268, sise à la rue de la Jeunesse, d'une surface de 5'647 m <sup>2</sup>	Le parking destiné à compenser le secteur qui sera occupé par le projet Mandchourie - Maison de l'Enfance a été réalisé.
Demande de mise à disposition en droit de superficie des parcelles communales N° 469 (anciens Abattoirs), 839 et 840 (Clair-Logis) pour le développement de structures destinées à l'accueil des aînés	Le Corps électoral a massivement accepté en 2016 la demande de mise en droit de superficie des deux terrains communaux. Les deux projets sont à l'étude.
Présentation du projet d'agglomération de Delémont de 3 <sup>e</sup> génération (PA3)	Le Conseil de Ville a pris connaissance en 2016 du PA3. Le document a été finalisé et envoyé à la Confédération à fin 2016 pour l'obtention de subventions.
Demande de dépassement budgétaire de Fr. 97'000.- pour l'installation et la location en 2016 de pavillons préfabriqués pour loger deux classes au Gros-Seuc	Le crédit a été accepté en 2016 et les pavillons ont été installés pour la rentrée scolaire d'octobre 2016. Le crédit est respecté.
Politique de gestion des déchets – débat d'orientation et adaptation de la taxe d'élimination dès 2016	L'adaptation de la taxe d'élimination des déchets a été acceptée par le Conseil de Ville en 2016.
Crédit de Fr. 180'000.- pour l'aménagement et l'équipement du centre de jour « Sur la Doux »	Le crédit a été accepté en 2016 et les travaux ont été réalisés. Le crédit est respecté.
Crédit de Fr. 1'810'000.- pour la réalisation des passerelles du Collège et du Haut-Fourneau et pour le parc urbain en lien avec le projet « Delémont marée basse »	Le crédit a été accepté en 2016. La construction des passerelles est en cours et leur installation est prévue en 2017, en même temps que la réalisation du parc urbain.
Crédit de Fr. 1'250'000.- pour l'achat de la parcelle N° 822, sise au quai de la Sorne, d'une surface de 1'721 m <sup>2</sup>	Le crédit a été accepté en 2016. Un concours d'architecture (procédure privée) est en cours, en collaboration avec Poste Immobilier.
Crédit de Fr. 500'000.- pour l'aménagement de parkings à la rue de la Jeunesse	Le crédit a été accepté en 2016. La majeure partie des travaux ont été réalisés. Le crédit est maîtrisé.
Crédit de Fr. 500'000.- pour le réaménagement de la rue Emile-Boéchat Ouest	Le crédit a été accepté en 2016 et les travaux ont été réalisés. Le crédit est respecté.
Crédit d'étude de Fr. 140'000.- pour l'assainissement et le réaménagement du chemin de Bellevoie Nord et du pont de la rue de l'Avenir	Le crédit a été accepté en 2016. Les études sont en cours et le crédit d'investissement sera demandé en 2017.
Crédit de Fr. 1'980'000.- pour l'achat de la parcelle N° 5331, sise à la Communance, d'une surface de 23'000 m <sup>2</sup>	Le crédit a été accepté en 2016. Le terrain sera mis à disposition pour l'accueil de nouvelles entreprises.
Crédit de Fr. 650'000.- pour l'évacuation et le remplacement des éléments contenant de l'amiante, à risques, dans les bâtiments communaux	Le crédit a été accepté en 2016. La première étape des travaux de désamiantage au collège a été réalisée. Fr. 350'000.- environ dépensés.
Crédit-cadre de Fr. 630'000.- pour les adaptations des bâtiments communaux aux directives de protection incendie	Le crédit a été accepté en 2016. Les premiers travaux ont été réalisés. Fr. 100'000.- environ dépensés.
Crédit d'étude de Fr. 190'000.- pour l'assainissement des réseaux souterrains, des surfaces des rues et du Ticle situés aux alentours du projet « Le Ticle – CREA »	Le crédit a été accepté en 2016. Les études ont été réalisées. Les crédits d'investissement suivront dès 2017.

Crédit d'étude de Fr. 150'000.- pour la part communale à l'étude des équipements et aménagements des espaces publics, dans le cadre du projet d'écoquartier « Europarc 9 – Gros-Seuc » destiné à la réalisation de plus de 300 logements	Le crédit a été accepté en 2016. Les études sont en cours. Le crédit d'investissement pour la part communale des frais d'équipement de l'écoquartier suivra en 2017.
--	--

### 5.3. Permis de construire et police des constructions

Le premier graphique ci-après présente l'évolution du nombre de permis de construire délivrés et publiés. L'année 2016 a été marquée par une réduction de l'activité en ce qui concerne les permis de construire traités : 117 dossiers ont été délivrés et 118 ont été publiés. Ces chiffres sensiblement plus bas s'expliquent par deux raisons principales : baisse de l'activité immobilière liée à la conjoncture et raréfaction des terrains pour la construction de nouvelles maisons individuelles. Le nombre de permis ordinaires traités (43) est légèrement inférieur à l'année précédente.



	Ordinaires	petits	délivrés	publiés
2006	49	79	128	---
2007	47	73	120	137
2008	63	79	142	132
2009	57	64	121	137
2010	68	102	171	181
2011	66	88	154	146
2012	55	107	163	172
2013	58	85	143	144
2014	51	85	136	136
2015	49	92	141	140
2016	43	74	117	118

Malgré cette baisse sensible du nombre de permis traités, la charge de travail du Service UETP est restée très importante : les dossiers avec opposition, ou qui posent des problèmes de conformité, sont toujours nombreux, ce qui a contribué à rendre les procédures plus longues et plus complexes.

Nouvelles données depuis 2014, notamment suite à la demande de la Commission de gestion et de vérification des comptes (CGVC) concernant les permis publiés :

- 14 permis ont fait l'objet d'oppositions de la part de 20 personnes ou associations
- 17 séances de conciliations ont été tenues
- 1 permis avec dérogation a fait l'objet d'opposition : le permis a été délivré après retrait de l'opposition

- 13 permis sans dérogation ont fait l'objet d'oppositions : 1 permis a été retiré, 7 permis ont été délivrés après le retrait des oppositions, 1 permis a été délivré après décision du Conseil communal et les 4 autres sont en cours
- 10 dossiers ont fait l'objet de demandes d'arrêt des travaux

Selon les données Mobatime, le temps consacré aux permis de construire par tous les collaborateurs concernés du Service UETP est approximativement le suivant :

- contacts préalables :	142 heures	(153)
- traitement des dossiers :	1'304 heures	(1'654)
- oppositions et décisions :	159 heures	(227)
- contrôles de conformité :	388 heures	(384)
- police des constructions :	443 heures	(278)
- statistiques :	37 heures	(48)
- RegBL <sup>1</sup> :	478 heures	(156)

**TOTAL**

**2'951 heures (2'900)**

<sup>1</sup> Registre des bâtiments et logements : augmentation due à la mise à jour globale des données.

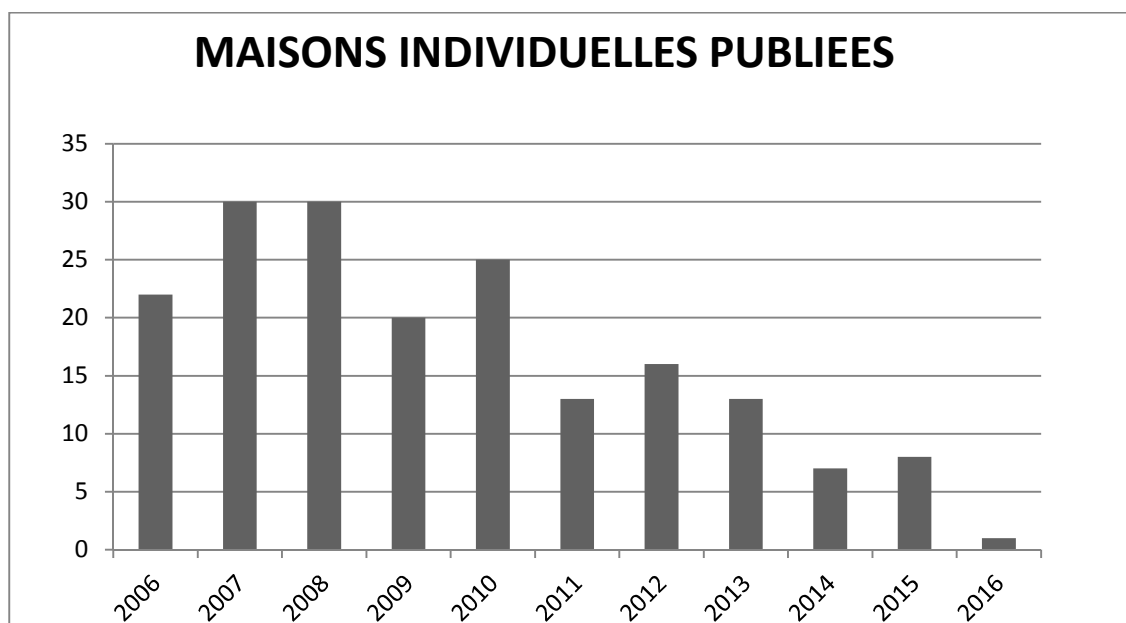
Suite à la demande de la Commission de gestion et de vérification des comptes faite en 2015, concernant la facturation des principaux émoluments liés aux permis de construire, les résultats de l'analyse des montants facturés aboutissent aux chiffres suivants :

- émoluments communaux UETP :	Fr. 54'595.-
- émoluments cantonaux :	Fr. 22'682.- (il s'agit d'une refacturation des frais dus au Canton)
- inspecteur du feu :	Fr. 450.-
- émoluments SID :	Fr. 4'090.- (il s'agit d'une refacturation)
- prestations Pro Infirmis :	Fr. 799.-

Il faut par ailleurs souligner qu'une part des heures du chef de service et du responsable des permis de construire, qui interviennent avant même le dépôt du permis de construire (contacts préalables), ne sont pas facturées : ces prestations s'inscrivent en effet dans le cadre de la mission d'aide au projet.

#### 5.4. Maisons individuelles et jumelées publiées

Les deux graphiques ci-dessous présentent le nombre de maisons individuelles et jumelées publiées à Delémont au cours des dernières années.

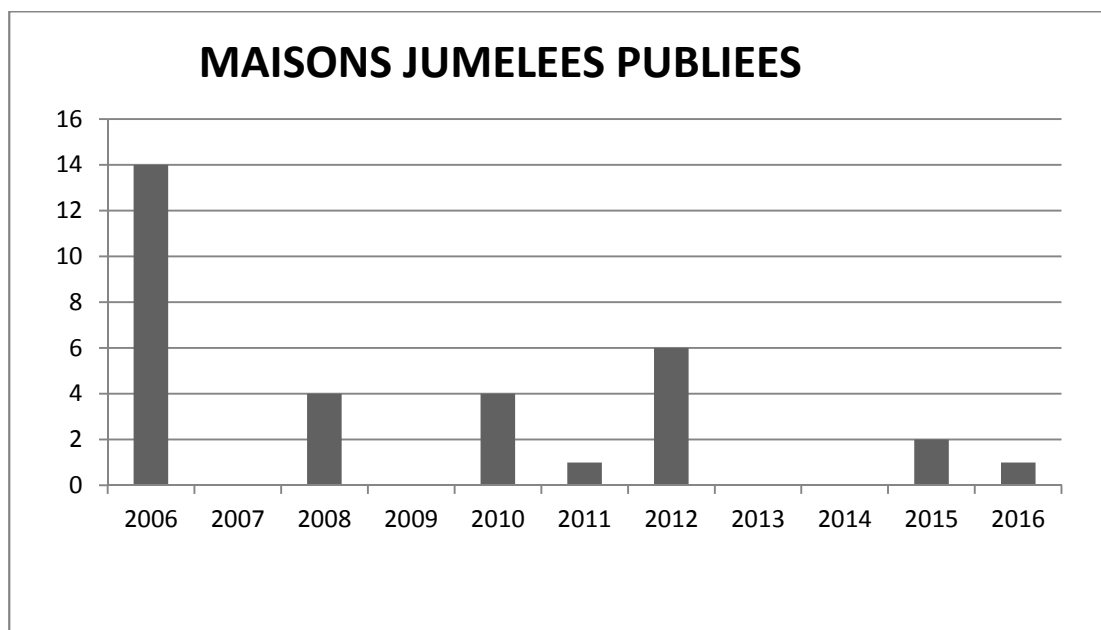


L'offre actuelle de terrains équipés, donc immédiatement disponibles, reste assez faible, ce qui a conduit le Conseil communal à poursuivre sa réflexion afin de remettre sur le marché de nouvelles surfaces disponibles. Une réflexion a été menée en détail dans ce but, dans le cadre de la révision du PAL « Delémont, Cap sur 2030 », afin d'exploiter les réserves foncières encore libres et densifier les parcelles qui présentent un potentiel de développement.

Les statistiques tirées du *Journal Officiel* concernant les mouvements des ménages liés à la construction de maisons familiales mettent en évidence que le maintien d'une offre de terrains attractive est nécessaire. Au cours de l'année 2016, seule 1 maison individuelle a été publiée à Delémont. Par contre, 8 familles ont quitté la ville pour construire une maison familiale à l'extérieur (contre 7 en 2015).

Ces statistiques doivent quelque peu être relativisées dans le sens où l'on constate que certaines familles, qui étaient en liste d'attente pour construire sur un nouveau lotissement, n'ont pas quitté la ville mais ont racheté des maisons qu'elles ont rénovées. Ainsi, en 2016, 10 maisons individuelles ont été rénovées, avec changement de propriétaire (contre 5 en 2015 et 2 en 2014). Il faut enfin relever que le modèle de la maison individuelle n'a plus la même attractivité que par le passé et que les jeunes couples et familles s'orientent de plus en plus vers l'habitat groupé et collectif. Dans ce sens, le futur écoquartier devrait permettre de répondre à cette demande qui est de plus en plus importante.

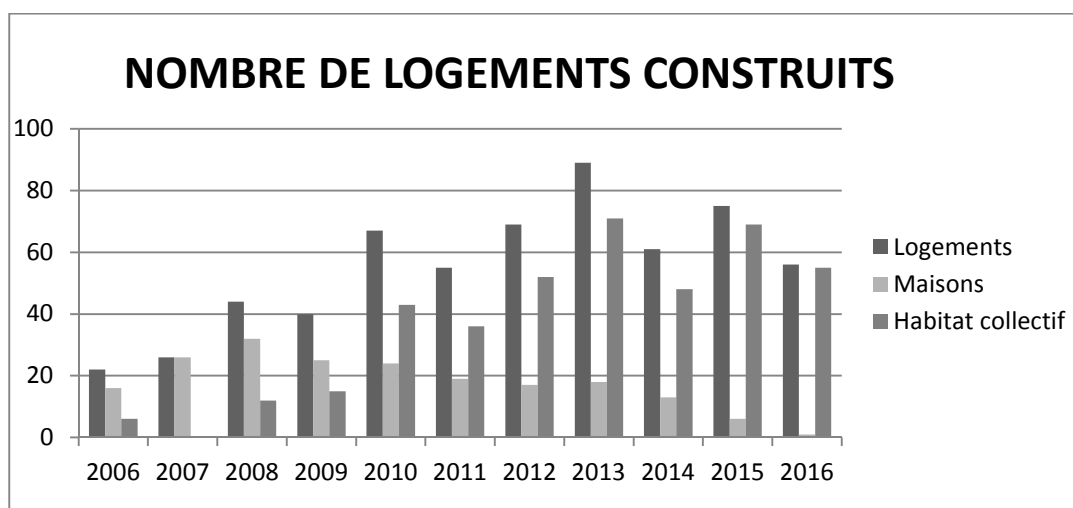
### Maisons jumelées



Le nombre de maisons jumelées publiées chaque année est très fluctuant et dépend essentiellement des efforts déployés par des investisseurs privés intéressés à la promotion de ce type d'habitat. La création d'une véritable offre en la matière ne pourra être envisagée avec un effet important que lors de la réalisation de nouveaux lotissements, en particulier dans le cadre d'un projet de nouvelle zone à bâtir.

### **5.5. Montants investis et logements construits**

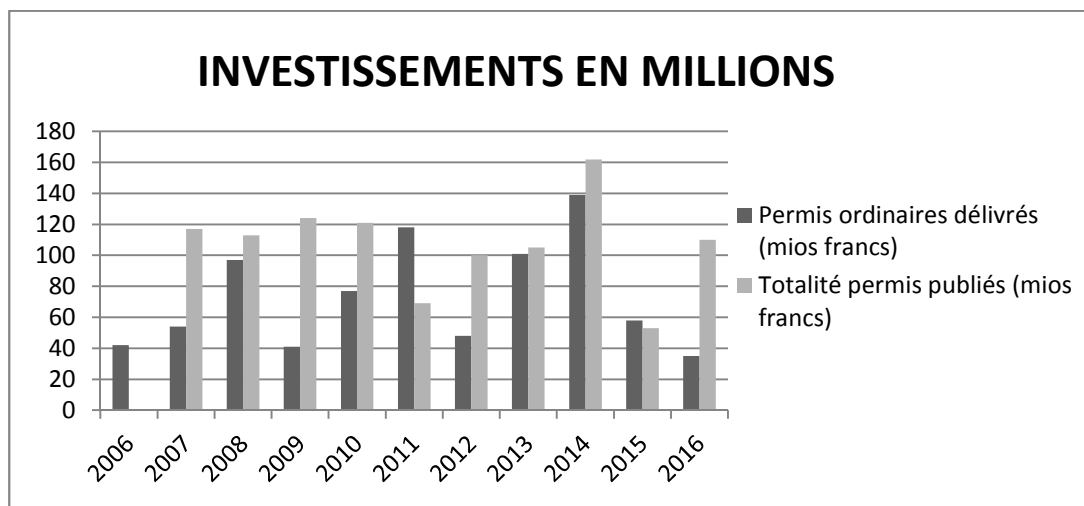
Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution des montants investis et des logements – toutes catégories confondues, individuel, groupé et collectif – construits à Delémont.



L'année 2016 est dans la moyenne des dernières années, en ce qui concerne la réalisation de nouveaux bâtiments voués à l'habitat collectif, avec 55 nouveaux logements. Ce chiffre correspond approximativement au niveau de 60 logements environ qui est une moyenne « normale » qui permet, notamment, d'éviter une explosion du nombre de logements vacants. Pour information, en 2015 le taux de logements vacants était de 1,81%, ce qui confirme un marché équilibré, sans réserves excessives.

L'effet positif de ces constructions sur l'évolution démographique ne s'est pas automatiquement fait ressentir, puisque la population de Delémont n'a que peu progressé en 2016. Ceci montre que la construction de nouveaux logements est également nécessaire pour maintenir la population actuelle, en raison notamment du phénomène de desserrement des familles (séparations, divorces) et des jeunes qui prennent plus rapidement un logement que par le passé.

L'intérêt marqué pour ces nouveaux logements est un signe encourageant qui a incité le Conseil communal à poursuivre une campagne d'information et de sensibilisation auprès des promoteurs, des caisses de pensions, des constructeurs et des entreprises générales, afin d'améliorer l'offre actuelle.



Le montant des investissements a été plus élevé en 2016 qu'en 2015 au niveau des permis publiés et délivrés. Cette statistique dépend essentiellement de très grands projets qui présentent des montants d'investissement élevés.

## 5.6. Aménagement local, urbanisme, agglomération

Les principaux efforts déployés en matière d'aménagement local et d'urbanisme ont été consacrés aux deux domaines d'action suivants : d'une part assurer la promotion des terrains – y compris les friches – et locaux disponibles, en recherchant et en accompagnant les promoteurs et les sociétés intéressés, en collaboration avec le Maire ; d'autre part, poursuivre les études et démarches en vue du développement des secteurs stratégiques, notamment les zones d'activités de la Communance et Innodel, le futur écoquartier « EUROPAN 9 – Gros-Seuc », le pôle de développement de la Gare CFF (terrains situés à l'Ouest de la Poste en particulier), le secteur « Le Ticle – Théâtre du Jura », le secteur Sud des voies (plan directeur localisé « Gare Sud » avec périmètre englobant les terrains CFF, le Comptoir et les terrains du Neuf-Cul notamment).

La révision du PAL « Delémont, Cap sur 2030 » s'est poursuivie, en concertation étroite avec le GAPAL, les partis politiques et tous les milieux concernés. Les dossiers suivants ont ainsi été finalisés : le Plan directeur communal a été adopté par le Conseil communal le 13 juin 2016 et a été approuvé par le Canton le 14 juillet 2016. Le nouveau Plan de zones et le Règlement communal sur les constructions ont été mis en consultation fin août 2016 et ont été envoyés au Canton pour examen préalable. Ce dossier devrait être soumis au Conseil de Ville et au Corps électoral au premier semestre 2017. Toutes les études réalisées, y compris les plans sectoriels, sont à présent accessibles au public, en ligne, sur le site internet [www.delemont.ch](http://www.delemont.ch).

La réflexion engagée, en collaboration avec le Réseau Vieille Ville, a été poursuivie dans le cadre d'une démarche participative avec tous les milieux et acteurs concernés. Les études destinées à améliorer l'attractivité et à redynamiser le centre historique de Delémont ont notamment débouché sur la mise en place de la 4<sup>e</sup> édition améliorée du concours « Vieille Ville fleurie ». Une analyse des démarches entreprises par d'autres villes, en particulier à Berthoud, a débouché sur l'élaboration d'un cahier des charges destiné à mettre en place un chef de projet « Vieille Ville Plus », au sein du Service UETP, qui est chargé de développer des idées et des mesures en vue du renforcement de l'attractivité de la Vieille Ville.



En matière de promotion et de développement économique, de nombreux contacts ont été établis avec différents investisseurs : plusieurs terrains sont ainsi réservés pour des extensions et des constructions de nouvelles entreprises, à la Communance en particulier. Des démarches sont également en cours afin de développer des projets sur les deux terrains communaux qui sont mis en droit de superficie pour les aînés, au Sud des voies (projet de centre de congrès-séminaires notamment) et sur les terrains de la Poste (entre la Gare routière et la rue des Texerans). Le Maire et l'Urbaniste communal sont également engagés sur Innodel et dans les projets cantonaux, afin de positionner la ville de Delémont de manière plus favorable en lien avec ces nouvelles infrastructures.

## 5.7. Projet d'agglomération

Un investissement très important a à nouveau été consenti dans le projet d'agglomération de Delémont, principalement dans deux domaines. Au niveau politique, les deux organes en place (Comité politique – Conseil d'agglomération et Commission d'aménagement du territoire + énergie), placés sous la présidence du Maire et de la Conseillère communale UETP, ont poursuivi le travail engagé ces dernières années pour établir le projet de Plan directeur régional (mise au net en cours) et finaliser le PA3 (programme de 3<sup>e</sup> génération), envoyé à la Confédération à fin 2016 pour obtenir des subventions notamment.

En ce qui concerne Delémont en particulier, les efforts ont porté principalement sur les mesures suivantes : fin des travaux de la nouvelle Gare routière qui a été inaugurée le 24 septembre 2016 ; poursuite de l'étude du projet de Plan directeur des rues du centre-gare y compris les rues situées aux alentours du projet « Le Ticle – Théâtre du Jura » ; lancement des études pour le réaménagement des arrêts de bus de l'agglomération ; lancement des études pour la labellisation « Cité de l'énergie » de toutes les communes de l'agglomération, dans le cadre du projet Région énergie soutenue par la Confédération.

Du point de vue organisationnel, le bureau technique a vécu sa deuxième année de fonctionnement, avec la chargée de mission à 50%, dont le financement est assuré par les 11 communes, placée sous la direction technique du chef du Service UETP. Le bilan de cette deuxième année est très positif et l'organisation actuelle donne totalement satisfaction.

## 5.8. Transports Urbains Delémontains (TUD)

Le Service UETP a participé activement à l'élaboration de l'offre des prestations des TUD, en collaboration avec CarPostal Région Ouest, chargé de l'exploitation, le Canton (Section mobilité et transports) et les communes de l'agglomération. Comme le montre le tableau ci-dessous, le nombre de voyageurs a légèrement augmenté en 2016.

	<b>Voyageurs<sup>1</sup></b>
2005	182'916
2006	197'879
2007	192'934
2008	214'372
2009	232'298
2010	241'800
2011	232'255
2012	235'139
2013	226'339
2014	226'191
2015	230'315
2016	239'727

<sup>1</sup> Jusqu'à fin 2010, il s'agissait d'une estimation sur la base de 4 comptages annuels (méthodologie courante) ; depuis 2011, un système de comptage automatique a été mis en place pour les lignes 1 et 2, ce qui peut conduire à quelques différences par rapport aux années précédentes quant à l'évaluation du nombre de voyageurs transportés.

Concernant PubliCar, le nouveau système d'exploitation mis en place dès fin 2013, avec la collaboration d'un taxi mandaté par CarPostal, a permis d'améliorer la qualité des prestations, tout en réduisant fortement les charges financières. Les résultats sont très positifs, puisque 9'760 voyageurs ont été transportés en 2016.

Dans le cadre de la promotion des TUD, et des transports publics en général, les « cartes journalières commune » ont à nouveau connu un grand succès. Avec 13 titres de transport, la Commune dispose ainsi d'un produit attractif qui contribue à améliorer l'accessibilité des transports publics et à renforcer les efforts entrepris afin de promouvoir une mobilité douce et durable. En 2016, les cartes ont à nouveau été vendues à près de 100%.

## **5.9. Bâtiments et terrains communaux, sites et monuments protégés**

Un entretien minimal des bâtiments communaux a été effectué, en fonction des dotations du budget de fonctionnement. En complément aux crédits spéciaux octroyés par le Conseil de Ville, les crédits-cadre pour l'entretien des bâtiments communaux (2012-2016) et pour divers assainissements énergétiques (2014-2018) permettent de viser un niveau d'entretien satisfaisant pour les bâtiments considérés. Les efforts principaux ont été consacrés aux projets suivants : études et suivi des travaux du projet de la Mandchourie en vue de l'installation de la Maison de l'Enfance ; planification et suivi des travaux liés aux crédits-cadre pour le Centre sportif, l'entretien et les assainissements énergétiques des bâtiments communaux ; demande de crédit-cadre pour les adaptations des bâtiments aux directives de protection incendie, y compris les plans d'évacuation ; demande de crédit pour l'évacuation et le remplacement des éléments contenant de l'amiante, avec les travaux de la première étape d'assainissement au collège ; demande de crédit pour l'aménagement et l'équipement du centre de jour « Sur la Doux » (en collaboration avec le Département ASJEL) ; demande de crédit pour l'installation de pavillons préfabriqués pour loger deux classes au Gros-Seuc ; étude et préparation de la demande de crédit pour les travaux d'assainissement du bâtiment scolaire du Gros-Seuc ; appels d'offres et mise en place des premières caméras de vidéosurveillance ; préparation d'un crédit pour la rénovation des fontaines de la Vieille Ville ; poursuite des travaux de rénovation des appartements Hôpital 31-33-35.

Un suivi attentif a été porté sur les travaux qui ont été engagés par les propriétaires privés sur des bâtiments protégés, en particulier en Vieille Ville, afin de poursuivre l'effort visant une mise en valeur du patrimoine architectural. Une politique foncière communale active a été poursuivie, dans le cadre d'une vision à long terme, afin de valoriser le patrimoine immobilier communal et disposer des terrains stratégiques pour assurer le développement de la ville (achats de terrains à la Communance et au quai de la Sorne, mise en droits de superficie des terrains des Anciens Abattoirs et de Clair-Logis).

Des efforts importants ont été menés, en collaboration avec la mandataire chargée du suivi de la politique énergétique communale, afin d'établir une véritable compatibilité énergétique des bâtiments communaux. La démarche energeo<sup>®</sup>, menée en particulier au Centre sportif et au collège, a permis d'obtenir des économies importantes. D'autres bâtiments ont été analysés sous le même angle et certains réglages ont été affinés, toujours en vue d'économies d'énergie. La démarche Enerschool engagée au collège s'est poursuivie, qui a permis d'informer et de sensibiliser tous les occupants du bâtiment, en particulier les élèves.

Concernant la maintenance des bâtiments (conciergerie), la planification globale a été mise à jour. Les principales données de base qui ont été récoltées par le responsable des concierges montrent l'importance des travaux de maintenance actuels : plus de 28'000 heures par année sont consacrées à la maintenance de près de 30'000 m<sup>2</sup> de surface.

## **5.10. Routes, rues et trottoirs**

La ville compte 400'000 m<sup>2</sup> de routes communales (51 km) et trottoirs (40 km) à entretenir, soit 67 terrains de football (routes privées et de la Bourgeoisie non comprises). Cette surface représente, à neuf, un patrimoine avoisinant les 100 millions de francs. Conformément aux documents d'analyse et de gestion de l'état constructif du réseau routier utilisés depuis plusieurs années, les travaux prioritaires ont été réalisés en fonction des ressources financières disponibles.

Le budget annuel pour l'entretien des routes, rues et trottoirs ne permet que de remettre en état des petites dégradations. Le crédit-cadre d'entretien des routes, nécessaire pour maintenir au minimum l'état du réseau, a ainsi permis plusieurs interventions prioritaires. Les moyens financiers disponibles ont permis de procéder à un entretien par gravillonnage de quelques rues fortement dégradées et de procéder à la pose de tapis finaux dans les secteurs qui étaient en grande partie construits.

Les efforts principaux ont par ailleurs été portés sur les projets suivants : suivi des travaux de la nouvelle Gare routière, de la route de Moutier, de la route de Rossemaison, de la rue Emile-Boéchat et de la rue des Moulins (assainissement contre le bruit et mesures en faveur de la mobilité douce) ; mise en œuvre du crédit-cadre pour la sécurisation des passages piétons prioritaires ; publication des projets de zone 30 à la rue des Fontaines et de suppression du trafic de transit à la rue du Temple ; suivi des travaux d'aménagements de parkings à la rue de la Jeunesse et aux Prés-Roses.

Les principales études ont été consacrées aux aménagements et assainissements qui seront réalisés en lien avec le projet « Le Ticle – Théâtre du Jura », aux équipements et aux aménagements du futur écoquartier, et à l'assainissement et au réaménagement du chemin de Bellevoüe Nord.

#### **5.11. Canalisations – PGEE**

Le budget annuel pour l'entretien des canalisations permet de faire des curages, des réfections ponctuelles et quelques passages à la caméra. Les crédits-cadre sont, dans ce sens, nécessaires pour entreprendre des travaux plus importants : le premier pour le renouvellement des infrastructures (2012-2016) et le second pour les mesures d'assainissement liées au plan d'actions du PGEE (2013-2017). Dans le cadre des mesures liées à ces crédits, plusieurs tronçons ont été assainis en 2016.

#### **5.12. Cours d'eau, projet « Delémont marée basse »**

La gestion et l'entretien des cours d'eau ont été réalisés, en collaboration avec la Commission des digues, afin d'assurer l'écoulement normal des eaux et d'éviter des problèmes d'obturation ou de refoulement. Le Plan global de gestion et d'entretien de tous les cours d'eau communaux, validé par le Conseil communal et approuvé par l'Office cantonal de l'environnement, est mis en œuvre conformément aux priorités définies. Différents travaux ont été réalisés dans ce sens.

Les mesures urgentes liées au plan d'alarme ont été poursuivies en 2016. Concernant le secteur « Morépoint amont », les travaux ont été réalisés, sur une première étape, en 2016. Ils se poursuivront en 2017, y compris la mise en place des nouvelles passerelles et le parc urbain dont le crédit a été accepté en 2016. Les appels d'offres pour le secteur « centre aval » ont été réalisés : des études complémentaires ont dû être faites, afin de consolider le dossier. Les travaux devraient démarrer en 2017.

Le prochain rapport « Delémont marée basse » sera adressé au Conseil de Ville à fin 2017.

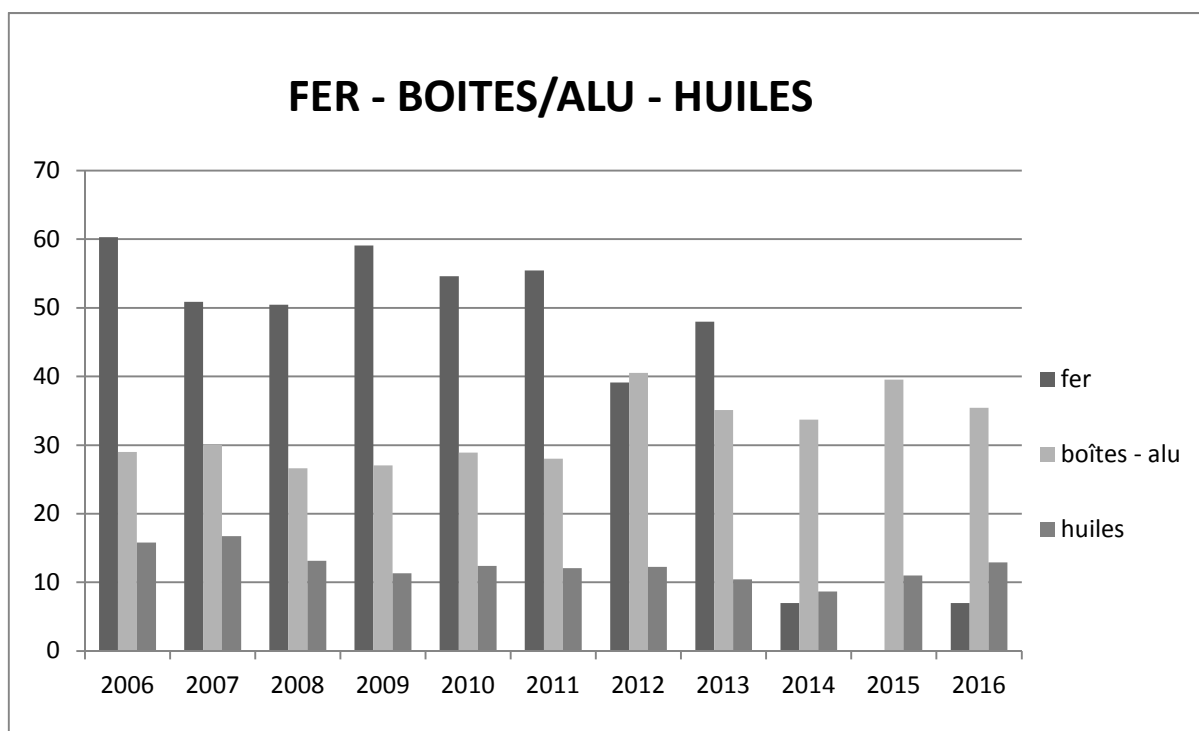
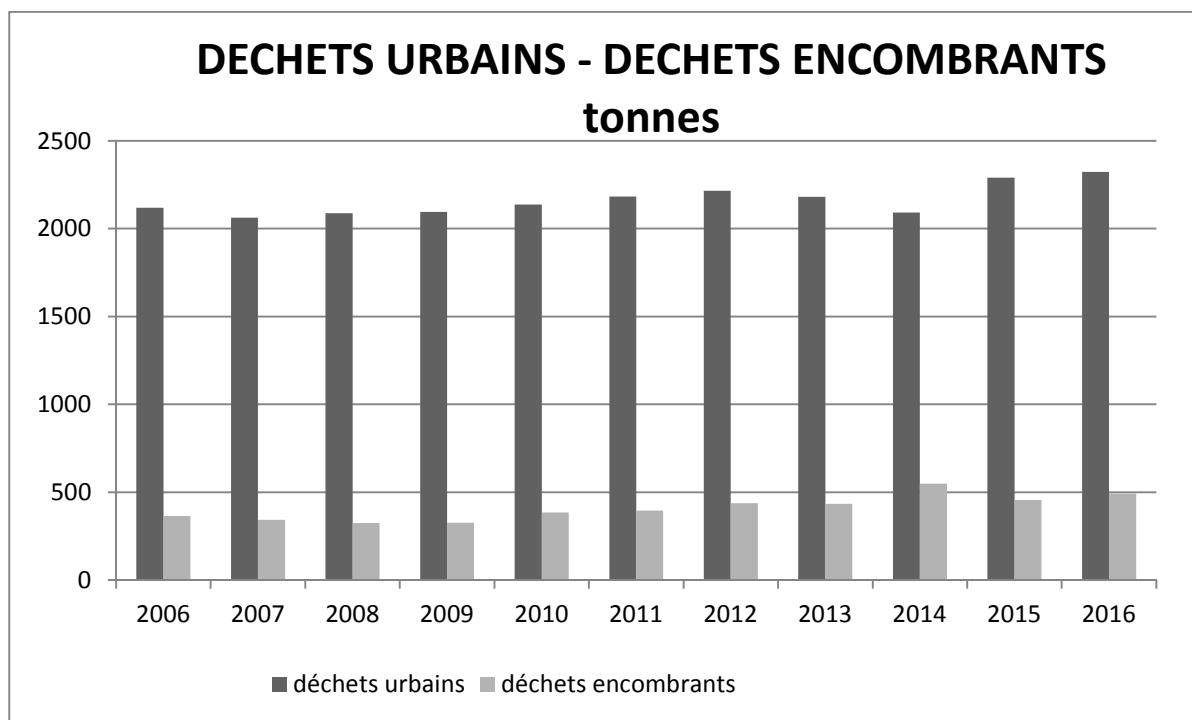
#### **5.13. Déchets**

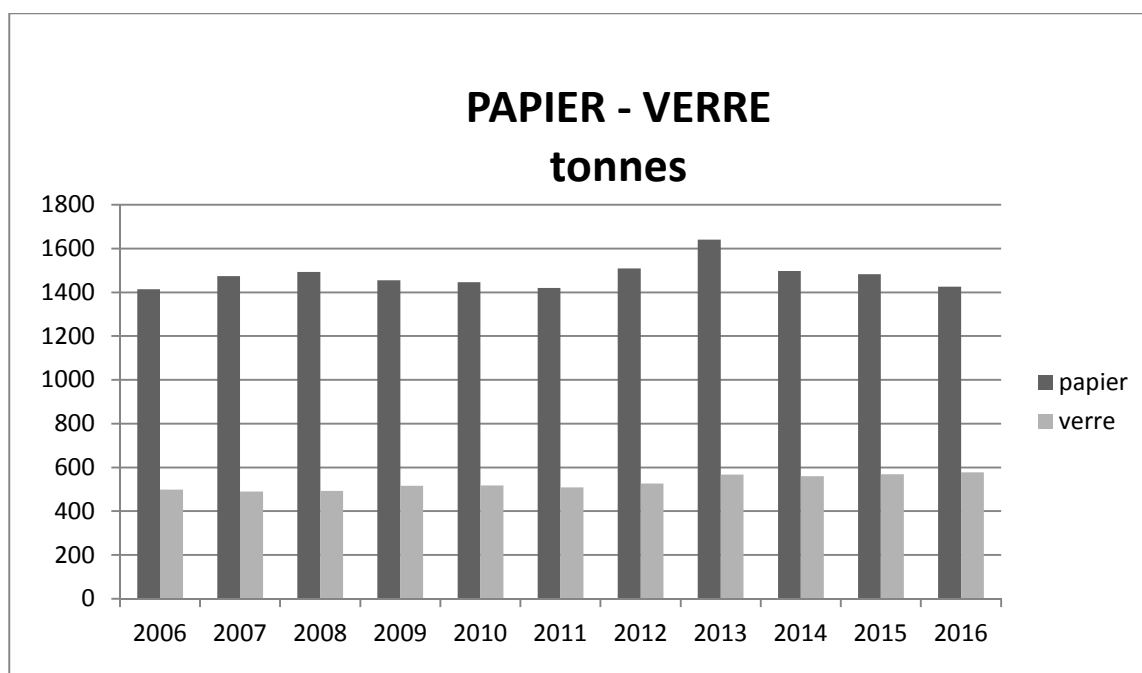
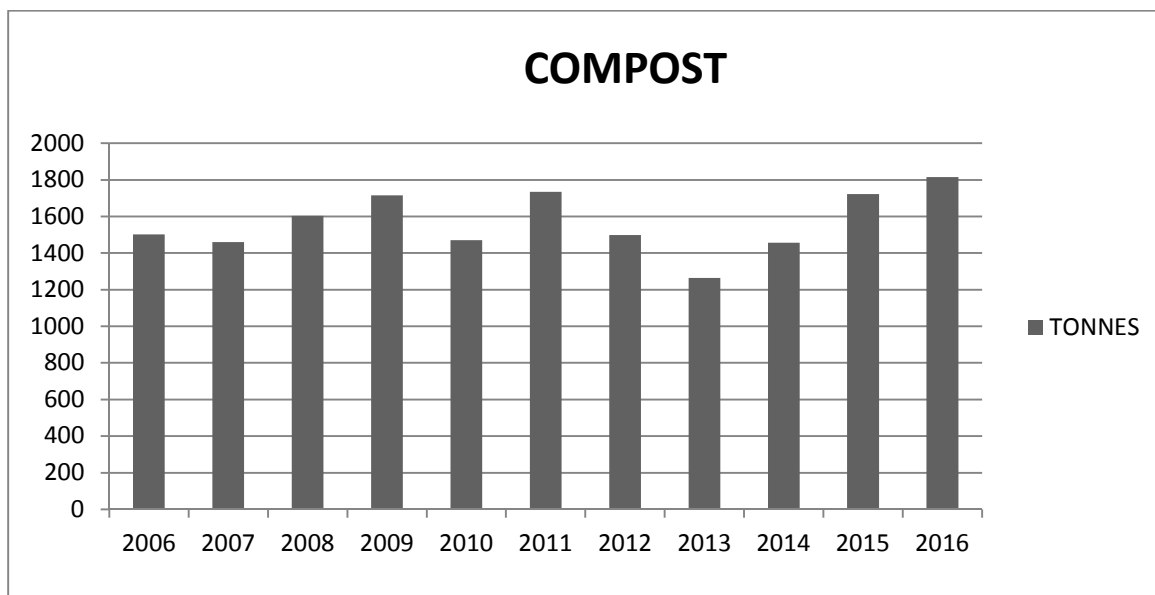
L'étude de la réorganisation de la gestion des déchets aux niveaux régional et cantonal s'est poursuivie. Le SEOD a ainsi mis en discussion auprès des communes le projet de déchèterie régionale, via une demande de crédit. L'étude sur la réorganisation de la gestion des déchets, avec la mise en place d'écopoints et éventuellement de conteneurs semi-enterrés, se poursuit. Le SEOD participe également au projet de biogaz qui pourrait reprendre les déchets verts de la ville. Des décisions sur ces projets régionaux, sur lesquels la Municipalité de Delémont a de fortes attentes, devraient être prises en 2017.

Delémont participe activement à ces réflexions, la Conseillère communale UETP étant présidente du SEOD. L'Ingénieur communal participe ponctuellement à certaines séances en tant que conseiller technique. Dans ce contexte, il est nécessaire d'inscrire les réflexions au niveau communal dans la ligne de celles faites par le SEOD. Dans ce cadre, une étude a été finalisée, avec l'appui d'un bureau spécialisé, sur la gestion globale des déchets en ville de Delémont dans le but, notamment, de rechercher des solutions de rationalisation et d'économie. Un groupe de travail, avec des représentants de tous les partis politiques, a suivi les études et validé le rapport qui a été mis en discussion au Conseil de Ville en 2016. La taxe d'élimination des déchets a ainsi été adaptée afin d'assurer la couverture des charges, conformément aux exigences légales.

Les tonnages des déchets collectés sont plus ou moins constants depuis plusieurs années. La répartition des déchets 2015 par type est la suivante (chiffres en tonnes) :

- déchets urbains livrés au SEOD	2'323
- déchets encombrants livrés au SEOD	492
- déchets verts	1'816
- papier (par entreprises privées et Voirie)	1'426
- huiles végétales et minérales par conteneurs (entreprise privée)	13
- verre par conteneurs (entreprise privée)	577
- aluminium + boîtes (entreprise privée)	35





#### 5.14. Environnement, affichage public, réclames et enseignes

Les mesures inscrites au plan directeur « Nature en ville » ne nécessitant pas d'investissement financier particulier ont été poursuivies, notamment par des recommandations pour la plantation de haies et d'arbres, de parterres fleuris et pour l'aménagement de pieds d'arbres. Les contacts se sont poursuivis avec la Bourgeoisie concernant le renouvellement des arbres de l'allée du Domont, dont les premières mesures ont été réalisées. La suite de ce projet se fera selon le programme d'intervention retenu, qui se déroulera sur plusieurs années.

Une Conception d'évolution du paysage (CEP) a été établie, dans le cadre de la révision du PAL, en étroite collaboration avec les milieux concernés, dans le cadre d'une démarche participative. Ce nouvel instrument permettra, d'une part, de disposer d'une vision globale et cohérente à long terme sur l'image du développement souhaité et, d'autre part, d'établir un plan d'actions avec les mesures à mettre en œuvre à court, moyen et long termes, au cours des prochaines années. La mise en place des premières actions pourra se faire dans le cadre du budget nouvellement alloué par le Conseil de Ville. La CEP a été traduite dans le Plan de zones et le Règlement communal sur les constructions.

Concernant les places de jeux, les premières mesures ont été mises en œuvre, conformément au plan directeur communal et aux priorités fixées dans le crédit-cadre 2013-2017. De nouveaux jeux ont notamment été installés à divers endroits et la place « Mexique Ouest » a été en grande partie réalisée (finitions en 2017).

La mise en application du Plan directeur communal de l'affichage public permet un traitement plus systématique des diverses requêtes en matière de réclames et d'enseignes, dont la gestion ne pose plus de problèmes majeurs grâce à ce nouvel instrument. Une réflexion a été lancée afin de mettre au point un nouveau règlement permettant d'assurer une meilleure gestion et un suivi plus efficace des réclames et enseignes. Le Service UETP participe au groupe de travail chargé d'améliorer la signalisation de manifestations aux entrées de ville.

\* \* \* \* \*

## **1. DEPARTEMENT DE LA MAIRIE, DES FINANCES ET DE L'INFORMATIQUE .....3**

1.1.	Votations – Elections .....	3
1.2.	Conseil de Ville .....	3
1.3.	Conseil communal .....	5
1.4.	Administration générale et Chancellerie communale .....	5
1.5.	Service du personnel .....	5
1.6.	Archives .....	10
1.7.	Commission de conciliation en matière de bail.....	11
1.8.	Contrôle des habitants .....	11
1.9.	Jumelages.....	13
1.10.	Commission de la mairie.....	14
1.11.	Service de police.....	14
1.12.	Centre de Renfort d'Incendie et de Secours (CRISD) .....	17
1.13.	Protection civile .....	19
1.14.	Service financier .....	19
1.15.	Statistiques et comparaisons fiscales .....	19
1.16.	Déclarations d'impôts 2016.....	23
1.17.	Commission des finances .....	23
1.18.	Commission d'évaluation des valeurs officielles et locatives des immeubles .....	24
1.19.	Encaissement des impôts .....	24
1.20.	Informatique .....	24

## **2. DEPARTEMENT DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA JEUNESSE, DES ECOLES ET DU LOGEMENT ..... 26**

2.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	26
2.2.	Logement .....	26
2.3.	Aide sociale.....	27
2.4.	Allocations de fin d'année .....	27
2.5.	Bourses et prêts .....	27
2.6.	Commission des affaires sociales, de la jeunesse et du logement .....	27
2.7.	Commission de la jeunesse .....	27
2.8.	Agence communale AVS-AI .....	27
2.9.	Office communal de l'emploi .....	28
2.10.	Maison de l'Enfance .....	29
2.11.	Espace-Jeunes .....	30
2.12.	Colonie du Creux-des-Biches .....	31
2.13.	Conseil delémontain des Jeunes .....	32
2.14.	Ecole primaire .....	32

## **3. DEPARTEMENT DE LA CULTURE ET DES SPORTS..... 35**

3.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	35
3.2.	Sports.....	36
3.3.	Culture.....	36
3.4.	Bibliothèque municipale .....	37
3.5.	Ludothèque .....	39

## **4. DEPARTEMENT DE L'ENERGIE ET DES EAUX ..... 41**

4.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	41
4.2.	Commission de l'énergie.....	41
4.3.	Service de l'électricité .....	41
4.4.	Service des eaux .....	46
4.5.	Service du gaz .....	48
4.6.	Système d'information du territoire (SIT) .....	51
4.7.	Service gestion et finances .....	51
4.8.	Service clients.....	52

4.9.	Comité opérationnel (ComOp) de La Charte .....	52
4.10.	Politique énergétique .....	52
4.11.	Considérations finales.....	54
<b>5.</b>	<b>DEPARTEMENT DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.....</b>	<b>55</b>
<hr/>		
5.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	56
5.2.	Etat général d'avancement des principaux projets décidés par le Conseil de Ville et le Corps électoral .....	58
5.3.	Permis de construire et police des constructions .....	61
5.4.	Maisons individuelles et jumelées publiées .....	62
5.5.	Montants investis et logements construits .....	63
5.6.	Aménagement local, urbanisme, agglomération .....	64
5.7.	Projet d'agglomération .....	65
5.8.	Transports Urbains Delémontains (TUD) .....	65
5.9.	Bâtiments et terrains communaux, sites et monuments protégés.....	66
5.10.	Routes, rues et trottoirs.....	66
5.11.	Canalisations – PGEE .....	67
5.12.	Cours d'eau, projet « Delémont marée basse » .....	67
5.13.	Déchets .....	67
5.14.	Environnement, affichage public, réclames et enseignes .....	69